

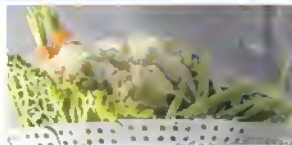
lefigaro.fr

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flateur » Beaumarchais



GRANDE-BRETAGNE
LA MONARCHIE CÉLÈBRE
SES « GEORGE » PAGE 34



FIGARO SANTÉ
QUELLE CUISSON
POUR LES LÉGUMES ?
PAGE 13

VALLS
Ultimes tractations
avant le vote
du pacte de
responsabilité PAGE 6

UKRAINE
Ponomarev,
nouveau visage
de l'insurrection
prorusse PAGE 8

PROCHE-ORIENT
Abbas condamne
la Shoah PAGE 9

QUAI DES ORFÈVRES
Les policiers
suspectés de viol
suspendus PAGE 15

FOOTBALL
Le PSG peine
à conclure
pour être sacré
champion PAGE 16

RUGBY
Toulon se hisse en
finale de la Coupe
d'Europe PAGE 18

COMMUNICATION
La fusion Publicis-
Omnicom menacée
par des différends
de gouvernance
PAGE 32

CHAMPS LIBRES
• L'Allemagne
hésite à
sanctionner
la Russie
• Les tribunes
de Ran Halévi
et Bernard de
Montferrand
sur Poutine
et l'Ukraine
• La chronique
de Nicolas
Baverez
PAGES 19 À 21

**FIGARO OUI
FIGARO NON**

Réponses à la question
de samedi :
Trouvez-vous normal
que Manuel Valls
aille à la canonisation
des papes ?

OUI 57% NON 43%

TOTAL DE VOTANTS : 55 047

**Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr**
Approuvez-vous
l'intervention de l'État
dans le dossier Alstom ?

CABED KHAN/APP - FOTOLIA

L'Europe face à la vague des partis protestataires

Bruxelles s'inquiète de l'essor des formations eurosceptiques au cœur des Vingt-Huit, lesquelles pourraient conquérir 20 % des sièges lors des prochaines élections européennes.

Le Front national n'est pas le seul à donner des sueurs froides au Parlement européen. De l'extrême gauche à l'extrême droite, pas moins de vingt-quatre formations souverainistes, antilibérales, nationalistes ou eurosceptes

sont en lice parmi les vingt-huit États membres. Grâce au jeu des alliances, l'extrême droite pourrait constituer, pour la première fois, un groupe parlementaire à Strasbourg. Le parti de Marine Le Pen, crédité dans un

sondage OpinionWay pour Le Figaro et LCI de 20 % des intentions de vote derrière l'UMP (22 %) et devant le PS (18 %), travaille à construire cette puissante tribune européenne en cherchant à fédérer les partis frères dans au

moins sept pays distincts de l'Union. Les partis eurosceptiques allemand AfD et britannique UKIP ont déjà dit non à cette alliance, l'un pour ne pas être taxé de populisme, l'autre en raison de « l'ADN lié à l'antisémitisme » du FN.

→ L'EXTRÊME DROITE
À L'ASSAUT
DE STRASBOURG PAGE 2

→ SONDAGE :
L'UMP DEVANT
LE FN ET LE PS PAGE 4
→ LES FUTURES ALLIANCES
EUROPÉENNES DU FN PAGE 4



**La consécration
populaire
pour Jean-Paul II**

Plus de 800 000 personnes ont fait le déplacement jusqu'à Rome, dimanche, pour suivre les cérémonies de canonisation de Jean-Paul II et Jean XXIII. Parmi les fidèles, une grande majorité arborait le rouge et blanc polonais en hommage à Karol Wojtyła, très populaire chez les jeunes. PAGE 10

**Alstom :
L'État pousse
Siemens
contre
General
Electric**

Appuyé par le ministre de l'Économie, Arnaud Montebourg, l'Allemand Siemens s'est invité ce week-end dans les négociations en proposant de reprendre l'activité énergie du géant français et de lui céder sa branche trains, notamment son TGV ICE. Le PDG de General Electric devra encore patienter. Le conseil d'administration d'Alstom a décidé de se donner du temps pour examiner les propositions de rachat. PAGES 24, 25 ET L'ÉDITORIAL

ÉDITORIAL par Gaetan de Capelle gaetan.decapelle@lefigaro.fr

La leçon d'Alstom

Le libéralisme et la bonne marche de l'économie de marché n'interdisent pas la vigilance. General Electric a beau être une grande entreprise infiniment respectable, de surcroît fort bien implantée en France, cela ne lui donne pas carte blanche pour s'emparer en deux coups de cuillère à pot d'un champion industriel français, partie intégrante de notre filière nucléaire. En s'inquiétant ouvertement de ses vues sur les activités d'Alstom dans l'énergie, l'État ne fait nullement preuve d'on ne sait quel ostracisme. Il exerce, à bon droit, son devoir de surveillance lorsque les intérêts supérieurs du pays - secteur protégé, technologie sensible, emploi... - sont en cause. Les États-Unis, patrie de General Electric, le savent bien, eux qui mettent régulièrement leur veto à des investissements étrangers jugés indésirables. En attendant de savoir si Alstom deviendra américain, allemand ou sera dépecé, il est urgent de tirer la leçon de cet extraordinaire gâchis : dans une économie mondialisée qui n'autorise aucune faiblesse, même les géants supposés indestructibles sont vulnérables. Il faut ne rien comprendre à la grande bataille

planétaire pour s'indigner - spécialité bien française - des « super-profits » du CAC 40, qui ne sont rien d'autre que le viatique de nos grandes entreprises face à la concurrence. Rentable et prospère, Alstom n'occuperait pas les jours et les nuits d'Arnaud Montebourg. De même qu'il faut être suicidaire - autre spécialité française - lorsque l'on a la chance de posséder des champions internationaux, pour s'ingénier à leur mettre des bâtons dans les roues, notamment avec une fiscalité hors norme.

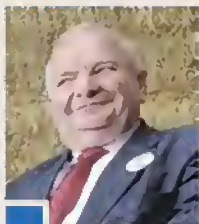
Le résultat de ce désamour entre la France et ses grandes entreprises se lit chaque jour dans l'actualité. Pendant qu'une partie d'entre elles organisent discrètement leur transfert à l'étranger, d'autres se vendent au plus offrant. Le tout au nez et à la barbe d'un gouvernement qui, de Florange à SFR, a beaucoup œuvré pour démonétiser son autorité dans la vie des affaires. Au point de ne plus faire peur à grand monde... ■

VERSAILLES FESTIVAL
23 MAI • 9 JUILLET 2014

LES NUITS DE L'ORANGERIE
SPECTACLE EN PLEIN AIR

Entre Elle & Lui
NATALIE DESSAY
MICHEL LEGRAND
11 juin 2014, jardins de l'Orangerie

RESERVATIONS • 01.30.85.78.89
www.chateaus Versailles-spectacles.fr
et points de vente habituels



Je suis sûr que si l'Europe succombe aux sirènes populistes et eurosceptiques, ce serait un retour vers le chaos et la guerre

JOSEPH DAUL, CHEF DE FILE DES ELUS CONSERVATEURS AU PARLEMENT EUROPÉEN

L'Union européenne face à la

À moins d'un mois des élections européennes, la montée annoncée de nouveaux

JEAN-JACQUES MEVEL @jmevel
CORRESPONDANT À BRUXELLES

LA POUSSEE du Front national dans les sondages donne des sucurs froides au Parlement européen. Avec la famille Le Pen, pourtant, les eurodéputés se sentent en terrain connu. Ce qui donne vraiment le vertige à Bruxelles serait plutôt l'essor des nouveaux venus, partis qui surfent délibérément sur la crise mais dont les alliances à venir restent un mystère. De l'extrême gauche à l'extrême droite, deux bonnes douzaines de formations souverainistes, antilibérales, nationalistes ou eurosceptes sont en lice. Un tiers de ces partis protestataires n'ont jamais eu un siège dans l'hémicycle, ni même fait campagne à l'échelon européen. Ce ne sont pas les moindres, à l'image de l'Alternative pour l'Allemagne ou des 5 Étoiles du populiste italien Beppe Grillo. Les élections européennes, perçues comme sans enjeu de pouvoir, sont un déversoir de frustrations. La Grèce, avec

le parti Syriza, pourrait multiplier les forces de l'extrême gauche radicale. L'Espagne, le Portugal et l'Irlande sont des exceptions paradoxales : elles n'ont vu naître aucun mouvement comparable, bien qu'elles soient passées par la purge économique et sociale des plans de sauvetage de l'euro.

Le Parlement européen élu en 2009 compte un peu plus de 10 % d'euro-sceptiques résolus, dont un tiers à la gauche de la gauche (groupe Gauche unitaire européenne) et deux tiers à la droite de la droite (groupes Europe Liberté et non-inscrits, dont le FN). Avec les nouveaux partis contestataires, ils pourraient s'emparer de 20 % de l'hémicycle, si l'on en croit les dernières estimations (autour de 150 sièges sur 751). Et peut-être pousser jusqu'à 25 % (ou 190 sièges), si tous les pays votent à l'image de leur dernier scrutin national. Le signal du mécontentement s'annonce fort. Mais quel que soit le scénario, la majorité reste hors d'atteinte pour les adversaires de l'UE. Les quatre formations traditionnelles vont

perdre des plumes, notamment le centre droit, usé par le pouvoir dans la majorité des capitales de l'euro. Mais les deux partis dominants, le PPE conservateur (avec l'UMP en France) et les Socialistes & Démocrates (avec le PS), garderont chacun plus de 200 sièges. Une centaine de centristes et de verts pourraient renforcer ce rempart, si nécessaire.

La possibilité d'un groupe

À Strasbourg, la conséquence mécanique du scrutin sera la possibilité offerte à l'extrême droite de se constituer pour la première fois en groupe parlementaire, avec à la clé une présence accrue dans le travail des commissions, le droit de déposer des projets de texte et, pour finir, un soutien financier accru. Marine Le Pen, gagnante attendue au soir du 25 mai, travaillera à construire cette puissante tribune européenne. La présidente du FN trouve sans doute aisément les 25 sièges requis dans l'hémicycle. La partie sera moins facile pour réunir les partis frères dans au moins sept pays distincts de l'UE. L'alliance semble solide avec le Parti de la liberté du Néerlandais Geert Wilders. Il est également question de la Ligue du Nord italienne, du FPÖ autrichien, des Démocrates suédois, des nationalistes du SNS slovaque et du Vlaams Belang belge.

Marine Le Pen larde pourtant à fixer le périmètre et deux poids lourds de la mouvance europhobe ont déjà dit non : l'AD allemande et l'Ukip britannique, qui talonne les conservateurs. Les droites nationalistes, rivales et peu ouvertes au compromis, s'annoncent difficiles à fédérer. Une tentative ourdies en 2007 par le FN s'était fracassée en quelques mois. Au bout du compte, la poussée des extrêmes et son impact européen se feront peut-être moins sentir à Strasbourg qu'à Paris, Londres, Berlin ou Rome. Si l'Europe doit changer de cap après le 25 mai, ce sera surtout parce que François Hollande, David Cameron, Angela Merkel ou Matteo Renzi auront senti chez eux le vent du boulet électoral.

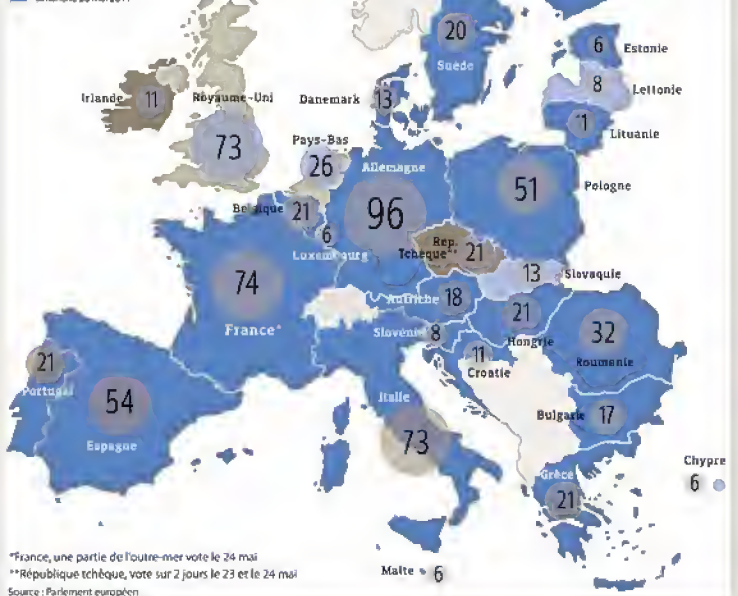


Des députés européens pendant un débat, le 16 avril

751 députés issus des 28 États membres

LE « POIDS » DES ÉTATS AU PARLEMENT EUROPÉEN, en nombre de députés

Quatre jours de vote :
jeudi 22 mai 2014
vendredi 23 mai 2014
samedi 24 mai 2014
dimanche 25 mai 2014



*France, une partie de l'outre-mer vote le 24 mai

**République tchèque, vote sur 2 jours le 23 et le 24 mai

Source : Parlement européen



Ces élections européennes sont les plus importantes de l'histoire

NIGEL FARAGE, LEADER DE L'UNITED KINGDOM INDEPENDENCE PARTY (UKIP)
BEN STANKALL/ADP

Le Jobbik hongrois, un champion européen pourtant jugé infréquentable

Le Jobbik est au centre d'un paradoxe, dont lui seul a la clef. À la faveur des dernières législatives en Hongrie, le parti d'extrême droite est devenu, avec ses 20,54 % de voix (soit près de 5 points de plus qu'en 2010), la plus grande force d'extrême droite en Europe. Mais ce succès, qui est allé de pair avec une opération de « dédramatisation », n'a pas suffi à rendre le parti de Gabor Vona plus fréquentable qu'il y a quatre ans aux yeux d'autres formations d'extrême droite en Europe. Pendant la campagne électorale, le Jobbik a endossé sa rhétorique raciste, présenté un visage « à la Benetton » et utilisé l'humour de son leader de 35 ans pour adoucir son image. L'objectif du « Mouvement pour une meilleure Hongrie », qui passe pour être un modèle aux yeux de certains partis proches, comme en

Slovaquie, en Pologne, en Croatie, en Bulgarie ou en Grande-Bretagne avec le BNP, est d'exporter son idéologie et ses méthodes pour créer une alliance des peuples de « l'Adriatique à la Baltique ». Reste que la popularité record du troisième parti hongrois ne suffit pas à séduire les plus gros partis d'extrême droite en Europe, comme le britannique Ukip ou le Front national. Marine Le Pen avait d'ailleurs décidé en octobre de retirer le FN de l'Alliance européenne des mouvements nationaux, aujourd'hui présidée par un membre du Jobbik. Si certains axes comme le nationalisme, le rejet de l'immigration, de l'euro, pourraient constituer un socle commun à ces formations d'extrême droite, les discours sur la « mainmise sioniste » en Hongrie font encore du Jobbik lui un pestiféré en Europe. J.C.

L'extrême droite à l'assaut de Strasbourg

M.B. (À BERLIN), F.C. (À LONDRES), PAULINE CURTET (À HELSINKI), ALEXIA KEFALAS (À ATHÈNES) ET J.-M. (À BRUXELLES)

En Autriche, le FPÖ crédité de 20 %
Les sondages promettent au moins 20 % au parti d'extrême droite FPÖ (Parti de la liberté d'Autriche), soit entre 4 et 5 sièges, sur les 18 attribués à l'Autriche. En 2009, le parti dirigé par Heinz-Christian Strache avait obtenu 12,7 %. Le programme du FPÖ tient en quelques lignes : contre l'immigration, contre les musulmans, contre l'euro et pour la sortie de l'Autriche de la zone euro. Début avril, les propos racistes de la tête de liste Andreas Mölzer ont suscité le malaise. L'Union européenne est « un conglomérat nègre », a-t-il déclaré. Le candidat a été obligé de céder sa place à Harald Vilimsky.

Au Danemark, un test qui s'annonce réussi pour le PPD
Longtemps resté marginal, le Parti du peuple danois, qui prône une sortie de l'UE, une politique anti-immigration et dénonce le multiculturalisme, est désormais en tête des sondages au Danemark, après avoir profité d'un intense débat sur les aides sociales accordées aux ressortissants européens. Pour son leader Kristian Thulesen Dahl, qui a pris les rênes du parti en 2012, les élections européennes constituent un premier test... qui a toutes les chances d'être réussi.

En Grèce, la menace Aube dorée
Et si le nouveau Parlement européen se dotait de députés néonazis ? Cette interrogation aurait pu paraître incongrue il y a encore deux ans, mais risque de se concrétiser dans moins d'un mois. Aube dorée, le parti néonazi grec, se place en quatrième position selon les sondages avec près de 10,4 % d'opinions favorables. Pourtant, depuis huit mois, après le meurtre d'un rappeur grec par un militant néonazi, la justice traque le parti, qualifié d'organisation criminelle, pour l'interdire.

Sur les 18 députés néonazis élus au Parlement grec, la moitié a été inculpée et six d'entre eux ont été placés en détention provisoire. Mais pour une frange de la population désespérée, la résurgence du mouvement néonazi apparaît comme une alternative aux partis traditionnels qui ne font plus recette.

Les « Finlandais » contre l'Europe du Sud
Après une percée historique lors des élections législatives de 2011, Timo Soini, le leader des « Finlandais », est confronté à une baisse de son parti dans les sondages. Son objectif pour les européennes : dénoncer les plans d'aide aux pays d'Europe du Sud. Cependant, les « Finlandais » ne réclament plus une sortie pure et simple de l'euro et de l'UE. Timo Soini ayant déclaré qu'il craignait les conséquences économiques d'une telle décision.

En Lituanie, comme un « référendum » sur l'euro
Le Parti de l'ordre et de la justice, le quatrième plus gros parti du Parlement lituanien, s'oppose farouchement à l'adoption de l'euro par son pays, prévue en 2015, tout comme près de la moitié de la population. Ces élections européennes prennent donc l'allure d'un référendum sur la question de l'accession à la monnaie unique, dans un contexte économique très difficile pour le pays Balte.

Aux Pays-Bas, le PVV pourrait payer un dérapage
Le Parti pour la liberté, allié privilégié du FN, se remet à peine de la diatribe lancée en mars par son fondateur Geert Wilders contre la communauté marocaine des Pays-Bas. Le PVV, 3^e force politique du pays depuis 2012, y a perdu son chef de file au Parlement européen, démissionnaire. L'affaire rejait sur le projet d'alliance avec Marine Le Pen, dont le parti est déjà accusé d'« antisémitisme inné » par Nigel Farage, patron de l'Ukip britannique.

poussée des « anti »

partis eurosceptiques plonge les Vingt-Huit dans l'inconnu.



dernier à Strasbourg. Le Parlement élu en 2009 compte un peu plus de 10 % d'eurosceptiques résolus. VINCENT KESSLER/REUTERS

L'anglais Ukip compte créer un « tremblement de terre »

FLORENTIN COLLOMP @fcolomp
CORRESPONDANT À LONDRES

L'UKIP (United Kingdom Independence Party) a lancé la semaine dernière sa campagne d'affichage pour les européennes. Financée par un don de 1,5 million d'euros de l'homme d'affaires Paul Sykes, longtemps soutien des conservateurs, la série de pubs n'a pas échappé à la polémique. Sur l'une d'elles, on voit un soi-disant ouvrier britannique réduit à la mendicité par « la politique de l'UE ». Une autre interpelle : « 26 millions d'Européens cherchent du travail. Et les jobs de qui veulent-ils ? ». La réponse apparaît sous forme d'un énorme doigt pointé vers qui regarde l'affiche. Selon le député travailliste Mike Gapes, cette campagne « raciste » vise à « semer la peur, l'animosité et la haine envers les immigrés ».

Mais, pour Nigel Farage, leader de l'UKIP, l'objectif est atteint. À un mois d'élections qui pourraient voir arriver son parti en première ou deuxième position, toute controverse est bonne à prendre. D'autant plus si elle accrédite la thèse selon laquelle il est le seul à parler des préoccupations réelles des électeurs, hors de ce qu'il appelle « la bulle de Westminster ». Selon le professeur Matthew Goodwin, auteur de *Revolt on the Right*, un ouvrage sur la percée du parti souverainiste, la pensée de l'UKIP s'articule autour de trois thèmes : « Non à Westminster, non à Bruxelles, non à l'immigration ». « Ces élections européennes sont les plus importantes de l'histoire », prédit Nigel Farage. Depuis 1979, on ne s'en était pas trop préoccupé, ce scrutin était considéré comme un parent pauvre des élections générales. Mais cette fois, c'est différent. Elles vont compter car elles offrent un choix entre trois partis qui soulèvent l'irritation européenne et l'UKIP à l'origine d'un débat sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Europe. Nous allons remporter les élections européennes et créer un tremblement de terre dans la vie politique britannique.

Vingt ans après avoir fondé sa formation, en désaccord avec la position des conservateurs sur Maastricht, le tribun

n'a pas tout à fait tort. « L'UKIP est le premier parti nationaliste britannique non toxique, contrairement à ses prédécesseurs comme le British National Party ou le National Front qui flirtaient avec la rhétorique fasciste », explique Peter Kellner, président de l'institut de sondages YouGov. En se présentant comme le candidat antihystème, le député européen depuis 1999 a rendu ses thèses acceptables et les a même imposées dans le débat. Malgré les appels du pied appuyés de Marine Le Pen, il refuse toute alliance avec le Front national qu'il juge inféquentable en raison de son « ADN lié à l'antisémitisme ».

En Grande-Bretagne, il fédère tous les mécontents des trois partis établis, conservateurs, libéraux-démocrates et travaillistes. Il surfe sur la peur de l'immigration rendue responsable de toutes les difficultés des classes ouvrières. Il mi-

« La campagne de l'Ukip vise à semer la peur et la haine envers les immigrés »

MIKE GAPES, DÉPUTÉ TRAVAILLISTE DN

lite sans relâche pour une sortie immédiate de l'UE, qu'il dénonce comme un « projet fanatique, bureaucratique et antidémocratique » en jouant sur la nostalgie de la grandeur du pays et de ses liens privilégiés avec les ex-colonies du Commonwealth. Lors de récentes joutes télévisées sur l'Europe, face au vice-premier ministre libéral-démocrate Nick Clegg, proeuropéen, Farage est sorti largement vainqueur, selon les deux tiers des téléspectateurs - quitte à asséner de flagrantes contre-vérités et même à saluer l'action de Vladimir Poutine en Ukraine. Alors que, dans le passé, les succès de l'UKIP étaient restés cantonnés aux européennes, cette fois, il espère capitaliser pour troubler le jeu dans la perspective des législatives un an plus tard, et avant le référendum sur une sortie de l'UE promis par David Cameron pour 2017. ■

En Allemagne, l'AfD veut installer l'euroscepticisme

NICOLAS BAROTTE @nicolasbarotte
CORRESPONDANT À BERLIN

DANS LE CONSENSUS proeuropéen allemand, l'AfD fait tache. Le parti eurosceptique, créé officiellement il y a un peu plus d'un an pour les élections législatives de septembre 2013, gagne du terrain. Une frange de l'opinion, inquiète pour la stabilité économique du pays, est sensible à sa dénonciation de la politique européenne d'Angela Merkel, soutenue continuellement par les conservateurs de la CDU et par les sociaux-démocrates du SPD. Elle coûterait trop cher aux Allemands, qui ne veulent pas payer pour les dérivés des autres pays européens. En Allemagne, le climat n'est plus à l'eurooptimisme : au sein de la CDU comme du SPD, les critiques contre l'Union européenne se font désormais entendre. Quant aux Bavarois de la CSU, ils mènent une campagne dure contre l'immigration de pauvreté au sein de l'UE.

Après avoir frôlé l'entrée au Bundestag il y a sept mois, avec 4,7 % alors qu'il en fallait 5 %, l'AfD entend, à l'occasion des européennes, s'ancrer définitivement dans le paysage politique. Les sondages créditent le parti de 5 % à 7 % des intentions de vote : en clair, il pourrait obtenir entre 4 et 6 élus au prochain Parlement

européen. Pour mener la bataille, le leader du parti, Bernd Lucke, a enrôlé un poids lourd médiatique : l'ancien patron des patrons, Hans-Olaf Henkel.

L'AfD plaide pour une remise en cause de la monnaie unique. « Il faut permettre à des États de retrouver leur monnaie nationale », explique Lucke en demandant aussi une remise en cause du Mécanisme européen de stabilité. « Nous voulons revenir à la subsidiarité, à la compétitivité et à la responsabilité », explique de son côté Henkel. Au sein du Parlement européen, l'AfD risque cependant d'être isolé. Pour récuser l'accusation de populisme, il se tient à distance des partis ouvertement antieuropéens, comme le FN.

La crainte de l'introduction d'un salaire minimum

La pente est à la radicalisation au sein de l'AfD, où l'on dénonce désormais la politique d'immigration en Europe. « C'est un parti national-conservateur », explique Oskar Niedermayer, professeur de sciences politiques à la Freie Universität de Berlin. Lors des élections législatives, l'AfD a réussi à gagner des électeurs grâce à ses critiques contre l'euro. Mais les électeurs venus de gauche auront du mal à se retrouver dans une ligne très à droite. Par ailleurs, ses mises en garde concernant la crise ne se sont pas traduites dans les faits. La reprise semble plausible en Europe. « L'AfD ne peut plus s'en remettre seulement à la crise de l'euro pour prospérer. Le thème n'est plus pertinent », décrypte Oskar Niedermayer.

Les eurosceptiques veulent désormais convaincre les électeurs de la mauvaise influence de l'euro sur la politique allemande. Ils citent comme exemple l'introduction d'un salaire minimum en Allemagne. « En Europe, on utilise un joli mot : "harmonisation" », critique Hans-Olaf Henkel. Cette mesure est une menace selon lui pour la compétitivité du pays. À l'approche des élections, l'AfD voudrait agréger les votes protestataires. Entre la grosse coalition CDU-SPD et une opposition des Verts et de Die Linke anémisée, le parti eurosceptique tient un créneau petit, mais porteur. ■



Des supporters de l'AfD, dimanche, à Cologne, lors d'un meeting de ce parti qui remet en cause la monnaie unique. JORR MACDOUGALL/APP

Bonhams

Art d'Après-Guerre et Contemporain

Pour une expertise gratuite et confidentielle de vos œuvres, en vue de nos prochaines ventes internationales, veuillez contacter :

Catherine Yaiche
Commissaire priseur
Bonhams France
4 rue de la Paix - 75002 Paris
01 42 61 10 10
paris@bonhams.com

Pierre Soulages
Peinture 22 mai 1958 (détail), 1958
huile sur toile
Vendu €1.010.000

Maison de Ventes aux Enchères Internationale - bonhams.com/paris

Européennes : l'UMP devant le FN et le PS

Selon OpinionWay, 56 % des Français se disent opposés à la suppression de l'euro et à un retour au franc.

JEAN-BAPTISTE GARAT @figaral

ÉLECTIONS Vendredi, le dépôt des listes pour les européennes 2014 sera clos. La campagne officielle ne débutera que le lundi 12 mai mais l'étendue des choix soumis au scrutin du 25 mai sera connue. L'entrée dans cette phase électorale va-t-elle susciter un regain de mobilisation pour le vote qui passionne le moins en France ? Passé sûr.

Selon l'étude OpinionWay réalisée pour Le Figaro et LCI du 23 au 25 avril, à un mois du scrutin, un tiers seulement des personnes interrogées (36 %) se déclare « très ou assez intéressé » par la campagne contre 42 % qui y portent peu d'intérêt et 22 % qui s'affirment complètement indifférents. Près de deux tiers des électeurs de François Hollande (62 %), de Nicolas Sarkozy (62 %) ou de Marine Le Pen (64 %) au premier tour de la présidentielle signifient leur désintérêt pour les européennes.

Abstentionnistes majoritaires

Sans surprise dès lors, OpinionWay estime à 60 % l'abstention pour le scrutin 2014 des européennes, à un niveau proche des records des éditions 2009 (59,4 %) et 2004 (57,2 %). Les abstentionnistes seraient majoritaires dans quasiment toutes les classes socio-professionnelles, avec des pointes à 78 % pour les ouvriers, 74 % pour les chômeurs, 72 % pour les salariés du privé. Seuls les artisans, commerçants, chefs d'entreprise (48 %) et les retraités (45 %) seraient susceptibles de se rendre majoritairement aux urnes.

OpinionWay mesure également un très léger différentiel de participation entre les électeurs qui ont voté Sarkozy au premier tour en 2012 (52 % s'abstiendraient) et ceux qui ont voté Hollande (54 %), les électeurs ayant choisi Le Pen s'abstenant eux à 60 %. Mais ce n'est pas dans cet ordre que se classent les listes arrivant en tête dans les intentions de vote. Celles défendues par l'UMP recueillent 22 %, devant celles du Front

national à 20 % et les candidats du PS recueillant 18 %, chacune à des niveaux mesurés qui n'évoluent pas depuis l'étude du 31 mars. En quatrième position, les personnes interrogées placent les listes de l'Alternative UDI-MoDem à 11 % d'intentions de vote, en recul d'un point par rapport au sondage précédent. Les listes du Front de gauche - en baisse de deux points - et d'Europe Écologie-Les Verts feraient jeu égal à 7 %, loin de-

vant les huit autres listes testées qui se partagent 12 % des intentions de vote.

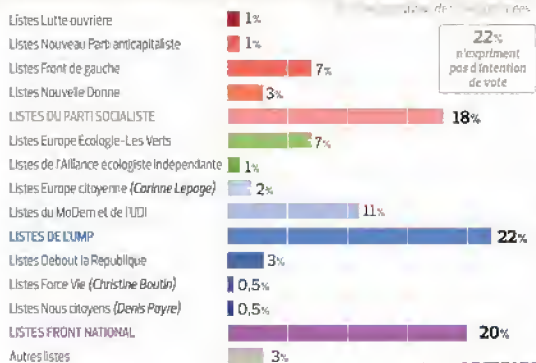
Ces résultats font écho aux sentiments mitigés qu'éprouvent les Français à l'égard de la construction européenne. Si 44 % d'entre eux estiment que la participation de la France dans l'Union est une bonne chose (un hausse de deux points par rapport à février), cette question laisse indifférent un tiers des personnes interrogées (33 %) pour

qui ce n'est ni « une bonne chose, ni une mauvaise ». Un quart (23 %) des Français juge cependant que le fait pour la France de faire partie de l'Union est une « mauvaise chose ».

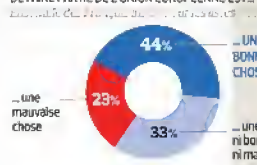
Les avis sont plus tranchés sur l'avenir que les Français souhaitent à l'euro : 56 % (+3 points) des personnes interrogées sont opposées à la disparition de la monnaie unique, contre 26 % qui y sont favorables. ■

SONDAGE Les intentions de vote aux européennes

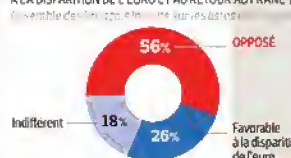
QUESTION : SI LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES AVAIENT LIEU DIMANCHE PROCHAIN, POUR LAQUELLE DES LISTES SUIVANTES Y AURAIT-IL LE PLUS DE CHANCE QUE VOUS VOTIEZ, ICI, DANS VOTRE RÉGION ?



QUESTION : D'UNE MANIÈRE GÉNÉRALE, PENSEZ-VOUS QUE LE FAIT POUR LA FRANCE DE FAIRE PARTIE DE L'UNION EUROPÉENNE EST... ?



QUESTION : SERIEZ-VOUS FAVORABLE OU OPPOSÉ À LA DISPARITION DE L'EURO ET AU RETOUR AU FRANC ?



Sondage OpinionWay pour Le Figaro et LCI Exécuté du 23 au 25 avril 2014. Échantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Libération de la consultation des résultats des sondages est soumise à la validation de la Direction des médias de la République. Les marges d'erreur sont de 3 points pour les sondages à 1 000 personnes et de 2 points pour les sondages à 2 000 personnes. Les résultats sont arrondis à l'entière la plus proche. Les résultats sont publiés sous réserve de la validation de la Direction des médias de la République. Les résultats sont publiés sous réserve de la validation de la Direction des médias de la République. Les résultats sont publiés sous réserve de la validation de la Direction des médias de la République.

Les futures alliances européennes du Front national

EMMANUEL GALIERO @gogaliero

QUELLE QUE SOIT la place qu'il occupera sur le podium des élections européennes le 25 mai, le Front national profitera de son poids politique pour nouer des alliances avec d'autres formations eurosceptiques européennes. Marine Le Pen projette d'ailleurs de faire partie d'un « seul véritable groupe euro-sceptique » qui tentera de peser dans le débat au sein du Parlement européen au lendemain des élections. Pour y parvenir, les artisans du nouveau groupe doivent être capables de réunir un minimum de sept nationalités et vingt-cinq eurodéputés. À quelques semaines du scrutin, les frontistes se disent « très optimistes » face à l'objectif en ayant même l'ambition d'approcher la barre des dix nationalités et cinquante députés parmi lesquels le FN pourrait revendiquer à lui seul quinze à vingt élus.

Ludovic de Danne, conseiller aux affaires européennes de Marine Le Pen, explique que si certains alliés comme les Autrichiens du FPÖ pourraient réaliser des « performances spectaculaires » durant les élections, l'influence des eurosceptiques français sera plus importante compte tenu du nombre d'électeurs dans le pays. La France se situe en effet parmi les pays les plus importants de l'Union européenne (74 sièges), en deuxième position derrière l'Allemagne (96 sièges) et devant le Royaume-Uni et l'Italie (73 sièges chacun) sachant que le Parlement européen abrite 751 sièges.

Pour construire ses alliances, le FN travaille sur deux niveaux. Il tisse des relations bilatérales directement avec des

formations partenariales (PVV au Pays-Bas ou Ligue du Nord en Italie) et s'appuie parallèlement sur l'Alliance européenne des libertés (AEL), le parti présidé par l'Autrichien Franz Obermayr du FPÖ. Cette formation constitue la base du futur groupe envisagé par Marine Le Pen. Au-delà de l'Autriche, on y trouve déjà six pays représentés par le Flamand Philipp Claeys (Vlaams Belang), la Maltaise Sharon Ellul Bonici, le Suédois Kent Ekeröth (démocratie suédoise), l'ancien président lituanien Paksas Rolandas, le Britannique

Godfrey Bloom, ancien membre de l'Ukip, ainsi que le mouvement citoyen allemand Bürger In Wut. Par ailleurs, le FN échange avec certains pays d'Europe centrale et orientale tels que la Croatie, la Roumanie et la Bulgarie.

Émergence d'une opposition

Le parti de Marine Le Pen parle sur la puissance nouvelle des eurosceptiques en estimant qu'un tiers des sièges pourraient être occupés par les antieuropéens et les euro-réformistes. Lesquels seraient alors issus

autant des rangs de la droite que de la gauche. « Cela va bouleverser la donne et ce sera un changement historique car nous assistons réellement à l'émergence d'une opposition », prédit Ludovic de Danne. Au-delà du groupe investi par le FN et dont il restera à définir le nom, deux autres groupes eurosceptiques devraient se côtoyer au Parlement après les élections. L'un autour du Britannique Nigel Farage et l'autre dans la sphère des conservateurs réformistes européens où l'on trouve notamment des députés tchèques et polonais. ■

Matteo Salvini : « Nos idées convergent à 99 % avec celles de Marine Le Pen »

Propos recueillis à Rome par RICHARD HEUZE rhouze@lefigaro.fr

MATTEO Salvini est le secrétaire de la Ligue du Nord.

LE FIGARO - Le 15 avril, vous avez lancé avec Marine Le Pen une « alliance commune » en vue des européennes. Pourquoi cette alliance et sur quels thèmes ?

MATTEO SALVINI - Nous avons décidé d'engager une bataille commune contre les deux plus grands dangers qui nous menacent : l'euro et l'immigration. L'euro massacre nos économies. Ces élections seront un référendum sur l'euro. Quant à l'immigration, l'Italie,

comme la France, subit une invasion sans précédent. Il est temps de réagir. Nous sommes heureux de nous trouver en phase avec le FN sur ces deux thèmes.

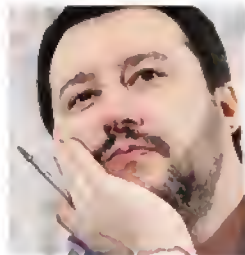
Comment mener cette campagne ?

Nous avons déjà échangé des idées, des manifestes. Chacun se concentrera sur sa campagne. Mais nous chercherons à multiplier des initiatives communes. Nous inviterons Marine Le Pen à venir à certains de nos meetings et réciproquement. Notre but est de devenir l'unique vraie force d'opposition à Strasbourg.

Il faut 25 députés de 7 pays pour faire un groupe au Parlement européen. Pensez-vous y parvenir ?

Très largement. Nous sommes certains de pouvoir compter sur deux fois plus de députés d'au moins dix pays différents. Ce ne sera pas un problème. Avec le FN, nous mènerons une campagne sur des thèmes concrets. Nous avons mis en ligne un manuel avec 31 réponses sur l'abandon de l'euro, combien coûtera l'essence, comment rembourser un prêt... 330 000 personnes l'ont déjà consulté. Avec Marine Le Pen, nos idées convergent à 99 %. Par exemple, sur l'accord de libre-échange Europe-États-Unis qui se négocie dans le silence le plus total et à des conditions tout à fait défavorables pour les Européens. Notre alliance contraindra l'Europe à faire des choix plus transparents.

Début avril, Marine Le Pen a rencontré les nationalistes de Fratelli d'Italia, hostiles à vos thèses séparatistes. Craignez-vous leur concurrence ? Nous ne sommes absolument pas jaloux. Madame Le Pen fait bien de rencontrer tout le monde. N'oublions pas toutefois



RICCARDO ANTONIARI / EDOUARD GONZALEZ

« Avec le FN, nous mènerons une campagne sur des thèmes concrets », confie Matteo Salvini.

que Fratelli d'Italia faisait partie, récemment encore, du PPE (au sein du PDL de Silvio Berlusconi, NDLR) et qu'ils ont longtemps soutenu Angela Merkel sur l'euro.

Marine Le Pen ne discute pas l'unité de la France. Vous au contraire prônez la sécession du Nord, Est - ce compatible ? Pour Marine Le Pen, la patrie, c'est la France. Pour nous à la Ligue, c'est la Padanie. Je ne lui enseignerais pas ce qu'elle doit dire en France. Ni elle chez nous. Aujourd'hui, l'Europe se réduit aux bureaucraties. Nous voulons que les territoires, les « patries », comptent davantage. Plus vite l'euro sautera, plus vite nous pourrions reprendre notre marche vers l'indépendance. En Vénétie, une région de cinq millions d'électeurs, le conseil régional votera prochainement l'organisation d'un référendum pour demander l'indépendance ou un statut spécial, comme en Catalogne. Nous verrons bien si l'État italien l'acceptera. ■



ALAIN LAMASSOURE

DEPUTÉ EUROPÉEN

Il est scandaleux que le gouvernement n'ait pas organisé, comme on le fait d'habitude pour toutes les élections, une campagne d'information civique pour dire les enjeux.

EUROSCEPTICISME : UNE CONVICTION PARTAGÉE À DROITE ET À GAUCHE

Elles seront nombreuses, les listes aux élections européennes à surfer sur l'euroscepticisme. Aussi bien à droite qu'à gauche... La ligne de fracture du référendum sur la Constitution européenne ne s'est pas encore totalement refermée. Du coup, on retrouve des

antieuropéens aussi bien à l'UMP qu'au Parti socialiste et ils fourmillent au Front de gauche et dans toutes les formations de la gauche radicale. Olivier Besancenot (NPA) a ainsi tenté, sans succès, de faire listes communes avec le PCF, le Parti de gauche de Mélenchon et même avec les frères ennemis trotskistes de Lutte ouvrière. À l'UMP, Laurent Wauquiez, Henri Guaino et 37 parlementaires UMP ont signé une tribune commune dans Le Figaro où ils annoncent vouloir « tout changer » en Europe.

Relais Thalasso
LES BEAUX WEEK-ENDS DU CHÂTEAU DES TOULLETTES
BAIE DE LA SAULE

Offre 2 nuits à partir de 249 € / pers.

Tel: 02 42 00 00 00
www.thalasso-toulle.com

CÉLINE



NOUVELLE BOUTIQUE
53 AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
+33 1 40 70 07 03
OUVERTURE 28 AVRIL

Plan d'économies : l'heure de vérité de Valls

Le premier ministre reçoit, ce lundi matin, une délégation de députés PS. De nouveaux gestes en direction des ménages modestes devraient être annoncés dans la foulée.

ANNE ROVAN @AnneRovan

PARLEMENT « Je suis confiant pour le vote de mardi. C'est à la majorité de prendre ses responsabilités et je ne doute pas qu'elle le fera. » Depuis Rome, où il assistait dimanche à la messe donnée par le pape François pour la canonisation de Jean XXIII et Jean-Paul II, Manuel Valls a été contraint de revenir sur ce qui sera, en France, la grande affaire politique de la semaine : le vote du pacte de responsabilité. Au programme : la baisse du coût du travail et 50 milliards d'euros d'économies. « C'est un virage culturel pour la gauche », résume le député PS du Val-d'Oise Philippe Doucet.

Le premier ministre joue gros sur ce vote qu'il aurait pu éviter mais qu'il a voulu et annoncé lors de sa déclaration de politique générale. « Quelle erreur d'avoir demandé un vote ! Plus le temps passe, plus on a l'impression qu'il s'agit d'un deuxième vote de confiance », soupire un poids lourd de l'Assemblée nationale. Quant à François Hollande, il « suit » le dossier, assure-t-on à l'Élysée. Le président laisse le chef du gouvernement en première ligne sur les ultimes tractations en cours au sein de la majorité.

De ce point de vue, les prochains heures seront cruciales. « Pour l'instant, je veux convaincre. Jusqu'à mardi soir, mon seul objectif est de convaincre », confiait, samedi, Valls en marge de son déplacement à Rome.

Ce lundi matin, il reçoit à Matignon une délégation de parlementaires socialistes. À l'issue de la rencontre, il devrait faire une déclaration au cours de laquelle seront présentés les assouplissements à ce plan d'économies qui a mis en ébullition le groupe PS à l'Assemblée et déclenché une fronde qui est allée crescendo. « Sur les petites retraites, je serai précis. Sur les fonctionnaires, vous verrez lundi », a confié le premier ministre.

Chaque jour qui passe, l'exécutif est contraint de lâcher du lest pour donner des gages à sa majorité. La ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, indiquait, dimanche, que le gouvernement

« Pour l'instant, je veux convaincre. Jusqu'à mardi soir, mon seul objectif est de convaincre »

MANUEL VALLS

réfléchissait à un geste pour les petites retraites, situées « sans doute autour de 1 000 euros ». Avant le week-end, le ministre des Finances, Michel Sapin, parlait d'un assouplissement pour les retraites touchant 800 ou 900 euros de pension. D'autres gestes sont prévus sur les fonctionnaires de catégorie C et peut-être sur les RSA, selon.

Mardi matin, les députés auront toutes les cartes en main pour faire leur choix : voter le programme de responsabilité ou

s'abstenir au risque de provoquer une crise politique majeure entre l'exécutif et la majorité ? Certains élus ont déjà fait savoir qu'ils ne voteraient pas le texte. Combien sont-ils ? Une vingtaine au minimum. Beaucoup d'autres hésitent en core. Sotnés par la déroute des municipales, ils estiment que Hollande doit revenir aux fondamentaux du discours du Bourget, prononcé en janvier 2012, lors du lancement de sa campagne. Mais ils redoutent les effets dévastateurs d'une crise ouverte sur l'électorat. « Leur position dépendra en grande partie de ce qu'ils auront entendu ces derniers jours dans leur circonscription », explique Laurent Baumel, qui, pour sa part, a déjà annoncé qu'il ne voterait pas.

Durant le week-end, certains députés ont tenté de convaincre leurs collègues indécis de soutenir le gouvernement. Vingt et un députés, emmenés par Philippe Doucet, ont publié une tribune dans le JDD. « Nous voterons, mardi, le programme de stabilité parce qu'il engage notre souveraineté financière, notre crédibilité politique et notre responsabilité collective », écrivent les signataires dans ce texte intitulé « Courage, avançons ! ». Combien sont ceux qui, au final, refuseront d'avancer ? « Une quarantaine », comme le disait, vendredi, un député, « Solitaire-ils », comme le croyait un autre, avant le week-end également.

Pour l'heure, Hollande et Valls font un peu comme s'ils avaient déjà sauté l'obstacle. Ils réunissent dès ce lundi à la



« Je suis confiant pour le vote de mardi. C'est à la majorité de prendre ses responsabilités et je ne doute pas qu'elle le fera », déclare Manuel Valls. P. DUFOUR/AFP

Maison de la chimie, à Paris, l'ensemble des acteurs territoriaux de l'État - préfets, sous-préfets, directeurs d'administrations - afin de leur présenter le pacte de responsabilité. Nul n'a ni l'autre n'ignorent pourtant que le vote de mardi n'est que l'un des premiers obstacles avant de nombreux autres, notamment les textes financiers, du printemps et de l'automne. ■

ZOOM

Selon Marisol Touraine, la PMA pour les lesbiennes n'est « pas à l'ordre du jour »

La procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples de femmes homosexuelles « n'est pas à l'ordre du jour », a affirmé dimanche la ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine sur France 3. Interrogée sur le devenir de la PMA, la ministre a déclaré : « Les lois de société, ce n'est pas simplement la famille ou la PMA. Car la PMA, c'est clair, le sujet n'est pas aujourd'hui sur la table. » « La loi sur le mariage pour tous a été votée. Il ne s'agit pas de faire croire que nous allons mettre cela à l'ordre du jour du Parlement », a-t-elle dit.

EN BREF

Marine Le Pen assure que son parti a « la capacité d'être en tête »

La présidente du Front national (FN), Marine Le Pen, a estimé dimanche lors d'une réunion publique à Valges (Mayenne) que « tout a (vraiment) échoué dans l'Union européenne, tout sans exception ».

Deux jours plus tôt, la leader du FN a déposé ses listes pour les élections européennes, au ministère de l'Intérieur, assurant que son parti avait « la capacité d'être en tête » aux élections européennes, « encore faut-il que tous les Français qui sont opposés à l'Union européenne aillent voter et n'expriment pas leur désaccord par l'abstention », a affirmé la leader frontiste.

Christian Troadec, tête de liste dans la circonscription Ouest

Le maire de Carhaix, Christian Troadec (DVG), également conseiller général du Finistère et porte-parole des « bonnets rouges », qui s'étaient fait connaître cet hiver quand ils ont pris la tête d'un mouvement contre l'écotaxe, a présenté dimanche la liste « Europe, nous te ferons » qu'il conduira dans la circonscription Ouest lors des élections européennes. « Le mouvement des « bonnets rouges » a indiqué qu'il n'avait pas vocation à entrer dans le champ électoral. Les nombreux « bonnets rouges » présents sur cette liste le sont donc à titre personnel », a précisé Christian Troadec.

Jean-Luc Mélenchon souhaite voir le premier ministre « battu »

Le coprésident du Front de gauche estime que Manuel Valls divise la gauche. Il voudrait le voir mis en échec, mardi, sur le programme de stabilité.

JEAN-LUC MÉLENCHON n'a pas de mots assez durs sur le programme de stabilité que va faire voter mardi soir Manuel Valls et sur la « politique de l'offre » voulue par François Hollande. « À chaque fois que l'on se rassemble sur la politique de la droite du PS, on va à la catastrophe », estime le coprésident du Parti de gauche qui était dimanche l'invité du « Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI ». « Qui divise ? Qui a fait que les Verts quittent le gouvernement ? C'est Valls », marmonne-t-il. « Moi, je ne divise pas la gauche. Ce sont eux qui la divisent », ajoute-t-il.

Bien sûr, l'eurodéputé ne participera pas au vote de mardi soir. Mais il s'agit « évidemment » voir Manuel Valls échouer. « Je souhaite qu'il soit mis en minorité et que l'on forme une autre majorité, un autre gouvernement, une autre

politique et que l'on ait un autre premier ministre », affirme-t-il. « Je suis pour que Valls soit battu », assure-t-il.

De là à penser que Jean-Luc Mélenchon souhaite, comme le croit Julien Dray, le retour de la droite au pouvoir, il n'y a qu'un pas. L'intéressé s'en défend. « Nous avons un plan d'action et une majorité déjà assise dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale », se défend celui qui veut croire que les députés socialistes et les alliés du parti pourraient le suivre sur cette idée que « l'austérité ne mène nulle part ».

À ses yeux, François Hollande a fait « une erreur totale d'analyse » des résultats des municipales. « Il s'est dit : les gens ont beaucoup voté à droite (...). Mais la question, c'est pourquoi les gens de gauche sont restés chez eux », argumente Mélenchon. De ce point de vue,



Jean-Luc Mélenchon était l'invité du « Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI », dimanche. P. BURKILLO/ABACAPRESS

le leader du Front de gauche continue à s'étonner que Hollande, tout en se réclamant de la gauche, « fasse exactement l'inverse » de cette figure de gauche.

Mélenchon est revenu sur la cession de la branche énergie d'Alstom à General Electric. Il approuve l'idée d'une « nationalisation ». « Une nationalisation temporaire », précise-t-il. Quant à

l'hypothèse de la création d'un groupe européen avec Siemens, l'eurodéputé se dit favorable à une « politique européenne de regroupement de moyens ». Mais, ajoute-t-il : « On en discute calmement, pas sur le dépeçage des uns par les autres, ça, ce n'est pas de la politique européenne, c'est du cannibalisme. » ■

AN. R.

L'UDI pourrait voter le plan de responsabilité

La formation centriste n'exclut pas de voter en faveur du programme que le premier ministre soumettra mardi au vote des députés, à condition que celui-ci s'engage sur deux séries de mesures économiques.

ALBERT ZENNOU @AlbertZennou

« JE COMPTE d'abord et avant tout sur le vote des socialistes, des radicaux de gauche et des écologistes. » Pour le premier ministre, il est essentiel, comme il le rappelait vendredi, d'obtenir le vote positif des députés de sa majorité, sans avoir à recourir à des adjonctions de voix venues du centre ou de la droite. À partir de 40 abstentions socialistes, le résultat pourrait en effet dépendre de l'abstention envisagée par quelques députés UMP et UDI (dont le groupe arrièrera sa position mardi matin), ce qui serait aussi une sorte de camouflage pour

l'exécutif. Pourtant, celui-ci pourrait bien avoir besoin de ces voix. (Lire ci-dessus).

C'est ainsi que le président par intérim de l'UDI, Yves Jégo, a affirmé que des députés de son mouvement pourraient voter mardi à l'Assemblée le programme de responsabilité de Manuel Valls, à condition que celui-ci s'engage sur deux séries de mesures économiques. « Après avoir, pendant deux ans, dépensé et taxé à outrance, le gouvernement parle enfin de limiter la dépense publique. Pour l'UDI, c'est une bonne nouvelle et je ne vois pas comment nous pourrions voter contre », déclare le député maire de Montreuil (77) au JDD.

« D'abord, que le gouvernement s'engage sur des réformes structurelles, le robot financier n'étant pas suffisant », a par exemple en appliquant des 2015 la réforme des retraites fixant l'âge légal de départ à 62 ans (...) Ensuite, nous demandons l'accélération de la mise en œuvre de la baisse des charges et des impôts annoncée pour les entreprises. Les mesures de compétitivité ne peuvent pas attendre 2015, voire 2017 ou 2018 », ajoute Yves Jégo.

« Une opposition responsable »

« Nous sommes une opposition responsable, rappelle-t-il. Si le gouvernement a le courage des réformes, nous devons avoir le courage de les soutenir, dit-il.

encore. Mais à une opposition responsable doit correspondre aussi une majorité responsable. »

De son côté, Marielle de Sarnez, vice-présidente du MoDem, parti présent avec l'UDI dans L'Alternative, a souhaité vendredi que les députés centristes ne s'opposent pas au programme d'économies du gouvernement malgré des « questions absolument légitimes » car il représente « un changement d'attitude pour la gauche ». « En tous les cas, je pense qu'il ne faut pas s'opposer », a expliqué Marielle de Sarnez sur France Info. Sur la question de l'abstention, l'élu MoDem a répondu par « pourquoi pas, ils vont en débattre ». ■



Histoires d'entrepreneurs

Avec plusieurs frigos, on peut réchauffer l'ambiance au bureau.

En Lorraine, une entreprise de produits laitiers souhaitait améliorer le confort de ses employés. Son conseiller EDF Entreprises lui a recommandé l'offre Plan de Productivité Énergies pour identifier son potentiel d'économies d'énergie. Elle a pu récupérer la chaleur émise par ses systèmes réfrigérants, en substitution de son chauffage existant... et ainsi réaliser des économies sur sa facture énergétique.

EDF Entreprises innove pour votre compétitivité

Plus d'histoires d'entrepreneurs sur edfentreprises.fr

8 | INTERNATIONAL

À Sloviansk, M. le maire et ses nombreux « amis »

Vyacheslav Ponomarev, maire autoproclamé de cette ville de l'Est, est devenu en quelques jours le visage de l'insurrection prorusse.

STÉPHANE SIOHAN  @stefstiohan
SLOVANSK

UKRAÏNE « Le gouvernement de Kiev est une jungle de nazis. Nous ne discutons pas avec les nazis. » Chaque conférence de presse de Vyacheslav Ponomarev s'apparente à un concours de saillies, au tranchant d'un poignard, défilées le regard clair, dans un russe aux mots lentement pesés. Mais une fois le show fini, le nouvel homme fort du bastion des insurgés prorusse, fait bonne figure, soignant sa célébrité naissante avec délectation. « Ça vous dit un café au miel ? Allez, montez... »

Le QG de Ponomarev est l'étage supérieur de la mairie, avec vue plongeante sur la statue de Lénine. Alors que dans le secrétariat, ses hommes de main, kalachnikov sur les cuisses, regardent par-dessus les épaules Lartov-Kerry sur une chaîne russe, le nouveau patron de la ville réajuste son pistolet, dissimulé sous une veste de velours vers bouteille, s'amusant de constater que « Sloviansk est devenue le centre de la civilisation ! »

Depuis le 18 avril, l'ancienne édile de la cité, Nella Chitpa, a disparu des radars après avoir accueilli à bras ouverts les insurgés, puis dénoncé leur présence encombrante, laissant planer le doute sur son éventuelle détention. Elle a été remplacée par cet homme de 49 ans, aux cheveux collés à la brosse, qui reste une énigme pour beaucoup de ses concitoyens, même s'il est soutenu par le Parti communiste local. « Il y a beaucoup de mythes, sourit-il. Les gens racontent que je suis un soldat russe, que j'ai eu une enfance criminelle en Russie, mais j'ai toujours vécu de façon honnête. » Sous la double égide du drapeau de la république du Donbass et du visage de Taras Chevtchenko, le poète national ukrainien, Ponomarev raconte.

« Ma mère était employée dans une usine électrique de la ville, affirme-t-il. Mon père est mort quand j'avais 2 ans. Quand elle s'est remariée, mon beau-père, Guennadi Mikhaïlovitch, enseignait l'histoire, mais avant cela, il avait été dans la marine. »

Vyacheslav Ponomarev devient à son tour militaire. « J'ai réussi à intégrer l'armée soviétique, puis j'ai décidé de servir dans la flotte du Nord, à Severomorsk, près de Mourmansk. » Le jeune homme obtient le grade d'adjudant et sert trois ans dans l'armée. Et ensuite ? « Quand j'ai quitté l'armée à 25 ans, j'ai beaucoup voyagé de ville en ville, à Vladivostok, dans le Caucase du Nord, à Saint-Petersbourg... Pour aller voir mes amis. »

« Je n'aime pas la politique, les politiciens n'arrêtent pas de mentir »

VYACHESLAV PONOMAREV

Et l'Ukraine dans tout ça ? « J'ai habité à Kiev pendant six ans, embrayé Ponomarev, j'ai été chef de chantiers. C'est une belle ville, mais les gens sont spéciaux : c'est une armée de rentiers dont le seul but est de chasser les dollars. Ils sont comme des oiseaux qui attendent la beccuque. » Il y a trois ans, l'enfant du pays reprend la route du Donbass. « Donetsk est devenue un peu comme Kiev, à cause de tous ces oligarques », dénonce-t-il, avant de louer les valeurs de sa région natale : « Toute ma vie, j'ai respecté les gens qui travaillent avec leurs propres mains. »

Vyacheslav Ponomarev se fait le chantre de sa ville. « Elle est très belle, on l'aime beaucoup, elle a quelque chose de spécial », insiste-t-il, prompt à faire de Rostov-on-Don un concitoyen, alors qu'il n'y a interprété que son premier concerto. « Je

n'aurais jamais imaginé devenir maire », poursuit celui qui dit avoir dirigé une entreprise de savon à Sloviansk. « Est-ce que je veux le rester ? Je n'en sais rien. Je n'aime pas la politique, les politiciens n'arrêtent pas de mentir. La politique, c'est juste bon à Genève, loin de nous... »

Le lendemain, alors que la tension monte dans la ville entourée par les forces spéciales ukrainiennes, Vyacheslav Ponomarev s'arrête une nouvelle fois, un instant, entre deux de ses nombreux concitoyens. Une voiture suspecte circule dans la cour, les gardes du corps sont sur les dents. « Si j'étais un soldat ukrainien, j'emprisonnerais le commandement et je rejoindrais notre combat, dit-il. Tous ceux qui ont fait du mal au peuple vont être jugés. » Il estime qu'il y a une semaine, 2500 hommes étaient prêts à combattre contre le gouvernement de Kiev. « Tous les jours des volontaires affluent », assure-t-il, sans que l'on soit sûr qu'il en soit le vrai chef ou le visage public. « La plupart des gens de notre mouvement sont des citoyens ukrainiens », répète-t-il. Mais pas seulement. Finalement, Vyacheslav Ponomarev en convient facilement. « Oui, il y a des professionnels, ce sont d'anciens militaires, des gens qui ont l'expérience de la participation à des actions militaires. »

Des mercenaires ? Monsieur le maire acquiesce d'un hochement de tête. « Il y a pas mal de gens ici qui se sont battus en Yougoslavie, au Haut-Karabakh, en Angola... » Il évoque aussi la présence de « Tchétchènes » parmi les troupes à Sloviansk. « Ce sont mes amis », insiste-t-il. Ont-ils un passeport russe ? L'un d'entre eux arrive en hochant la tête. La réponse est : comme une balle. « Ce sont juste mes amis. » ■

➔ Lire aussi PAGES 19 ET 20



Vyacheslav Ponomarev, ici le 22 avril, à Sloviansk, soigne sa notoriété naissante avec délectation.

Sept observateurs de l'OSCE encore retenus

Les insurgés prorusse de Sloviansk se sont offerts un show dimanche, en présentant à la presse les huit observateurs de l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE), apparemment en bonne santé et habiles en civil. Les rebelles affirment qu'ils n'ont « aucun lien avec l'OSCE » et les qualifient d'« espions de l'Otan ». Les observateurs disent eux avoir été

« capturés » vendredi à quatre kilomètres de Sloviansk. L'un d'eux, de nationalité australienne, a été relâché dans la soirée pour raisons médicales. À Donetsk, plusieurs dizaines de militaires prorusse en treillis, armés de battes de baseball, ont par ailleurs pris dimanche le contrôle du siège de la télévision publique régionale, sans que la police n'intervienne pour les en empêcher. (AFP)

Des sanctions contre la garde rapprochée de Poutine

LAURE MANDEVILLE  lmandeville@lefigaro.fr
CORRESPONDANTE À WASHINGTON

HANTÉS par la menace de plus en plus convulsive d'une invasion russe en Ukraine, l'Amérique et ses alliés ont décidé de nouvelles sanctions contre la Russie. Après avoir appelé Angela Merkel, François Hollande et David Cameron, Barack Obama a annoncé, depuis la Malaisie, que ces mesures viseraient à « faire comprendre à Moscou que les actes de destabilisation qui se déroulent en Ukraine doivent cesser ». Samedi, une réunion du G7 avait déjà annoncé l'extension des sanctions. Depuis l'accord de Genève, « la Russie n'a pas levé le petit drapeau pour aider » à la désescalade, a dénoncé le président. Ces sanctions prendront effet dès lundi, tandis que les mesures européennes devraient intervenir dans la semaine.

Créer la panique à Moscou

Désarmés par l'audace brutale de Poutine mais soucieux de protéger leurs intérêts, les Occidentaux peinent à passer résolument à la « phase 3 », qui prévoit un embargo contre les secteurs clés, énergétique, financier et militaire, de l'économie russe, comme cela a été le cas pour l'Iran. Mais les Américains n'en cibleront pas moins l'industrie de l'armement, en sus du gel d'actifs d'individus ou de compagnies spécifiques, visant le cercle rapproché de Poutine, selon le conseiller adjoint à la sécurité nationale, Tony Blinken. Conscient de l'impact douloureux que des sanctions de phase 3 auraient sur ses alliés, très dépendants du gaz russe, la Maison-Blanche a gardé en réserve cette riposte « atomique ». Barack Obama a expliqué que mettre en œuvre des sanctions sectorielles, en solo, sans l'appui des Européens, ne serait en effet pas « efficace ». À Washington, le camp de la fermeté, mené, comme à l'ordinaire, par le sénateur McCain, appelle toutefois à passer aux sanctions sectorielles. « La faiblesse occidentale encourage Poutine », écrit-il dans le Washington Post.

Pour l'heure, le Trésor américain va cibler ses attaques contre la garde rapprochée de Poutine, dans l'espoir de s'en prendre indirectement à sa fortune personnelle supposée. Selon les évaluations controversées de la CIA, elle s'élèverait à quelque 40 milliards de dollars, mais serait protégée par une nébuleuse de prétextes... Des sanctions ont déjà frappé la compagnie Gurov, contrôlée jusqu'il y a peu par le trader Guennadi Timchenko, ami du président. Celles de lundi devraient toucher Igor Schchin, patron de la puissante compagnie Rosneft, ainsi qu'Alexei Miller, patron de Gazprom. L'espoir des Occidentaux est de susciter à Moscou une panique suffisante pour dissuader Poutine d'envahir l'Ukraine. Jusqu'ici, ces derniers soutiennent mordicus que les sanctions n'auront pas d'impact, mais les chiffres traduisent une autre réalité. Le rouble s'est effondré et 70 milliards de dollars de capitaux ont fui le pays depuis mars. Quel qu'en dise Poutine, ces éléments pèsent lourd dans la balance. Ils expliquent sans doute pourquoi les centaines de chars russes en « manœuvre » n'ont toujours pas passé la frontière. ■

EN BREF

Centrafrique : 1300 musulmans quittent Bangui
Environ 1300 musulmans, qui se terreraient en périphérie de Bangui, souvent attaqués par des milices à majorité chrétienne, sont partis dimanche dans un imposant convoi, escortés par la force africaine Misa à destination du nord de la Centrafrique.

Séoul : démission du premier ministre après le « Sewol »

Le premier ministre sud-coréen, Chung Hong-won, a annoncé sa démission dimanche, en raison des critiques visant la gestion par son gouvernement du naufrage du Sewol, qui a fait plus de 300 morts ou disparus le 16 avril.

SPÉCIAL ISF

“ Mon impôt, je préfère qu'il serve les causes que je choisis. ”

Vous aussi, agissez efficacement avec la Fondation de France en transformant votre ISF en don, dans le domaine qui vous tient à cœur : aide aux personnes vulnérables (solidarité, santé), développement de la connaissance (recherche, culture, éducation), environnement.

Nos experts peuvent vous accompagner dans la réalisation de vos projets et vous informer sur les résultats de votre action.

Vous bénéficiez d'une réduction de votre ISF à hauteur de 75 % de votre don (plafonnée à 50 000 €).

Fondation de France

Contactez-nous
☎ 01 44 21 87 00
isf.fondationdefrance.org

Le cadre idéal de votre philanthropie

Abbas condamne le « crime odieux » de la Shoah

La clarification apportée dimanche par le président palestinien intervient alors que le processus de paix avec Israël est à l'arrêt.

CYRILLE LOUIS clouis@lefigaro.fr
CORRESPONDANT À JERUSALEM

PROCHE-ORIENT « Le plus odieux des crimes commis contre l'humanité à l'époque moderne... » À la veille de la journée consacrée au souvenir de la Shoah, le président Mahmoud Abbas a condamné dimanche l'extermination des Juifs avec une fermeté inédite pour un responsable palestinien, avant d'exprimer sa « sympathie » aux familles de victimes. Selon le professeur Mohammed Dajani, qui enseigne à l'université al-Qods de Jérusalem et cherche à promouvoir l'étude de l'Holocauste dans les Territoires palestiniens, « il s'agit probablement de la position la plus claire jamais exprimée à ce sujet par

un dirigeant arabe ». Une initiative d'autant plus remarquable que le chef de l'O.I.P. (Organisation de libération palestinienne) a souvent été taxé de négationnisme.



AVIGDOR LIEBERMAN, MINISTRE ISRAËLIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

« Il ne peut y avoir de paix (...) avec quelqu'un qui nie l'Holocauste »

Cette accusation repose principalement sur l'examen de la thèse de doctorat publiée par Mahmoud Abbas, dans laquelle il met en doute le nombre de victimes de la

Shoah et soutient que le mouvement sionniste a signé dans les années 1930 un accord avec les autorités économiques de l'Allemagne nazie afin de faciliter l'émigration des Juifs vers la Palestine. À plusieurs reprises, il s'est depuis lors défendu de nier l'ampleur de la tragédie, sans convaincre ses détracteurs. « Il ne peut y avoir de paix, ni même de processus diplomatique avec quelqu'un qui nie l'Holocauste », commentait récemment Avigdor Lieberman, ministre israélien des Affaires étrangères. Son collègue Yuval Steinitz, en charge des Affaires stratégiques, estime pour sa part qu'Abbas est « le plus antisémite des dirigeants ».

La clarification livrée dimanche matin par le président palestinien a, sans surprise, été fraîchement accueillie en Israël.

« Les déclarations de Mahmoud Abbas, pour importantes qu'elles puissent paraître, ne sauraient faire oublier que l'Autorité palestinienne diffuse en permanence une dangereuse propagande antisémite », a déploré l'historien israélien Efraim Zuroff, qui dirige le Centre Simon-Wiesenthal de Jérusalem. Devant son Conseil des ministres, Benjamin Netanyahu a pour sa part affirmé : « Au lieu de tenir des discours censés apaiser l'opinion internationale, Abou Muzen (le surnom de Mahmoud Abbas) ferait bien de choisir entre son alliance avec le Hamas, une organisation terroriste qui appelle à la destruction l'État hébreu et nie l'Holocauste, et une vraie paix avec Israël ».

Le moment choisi par le président palestinien pour cet aggrément n'est, il

est vrai, pas anodin. Sept ans après leur divorce sanglant dans les rues de Gaza, le Hamas et l'O.I.P. ont signé mercredi un « accord de réconciliation » qui prévoit la formation, d'ici à cinq semaines, d'un gouvernement d'union. Samedi, Mahmoud Abbas a promis que ce cabinet obéirait à sa politique, précisant : « Je reconnais l'État d'Israël, je rejette la violence et le terrorisme et je respecte les engagements internationaux ». Une nouvelle fois, il a en revanche exclu de reconnaître le caractère juif de l'État d'Israël, comme le réclame Benjamin Netanyahu. Visiblement ulcéré par ce rapprochement, ce dernier a exclu de négocier avec un gouvernement soutenu par le Hamas et annoncé la suspension des négociations en cours. ■

Mehdi Jomaa : « La Tunisie doit tourner la dernière page de la transition démocratique »

Le premier ministre tunisien, en visite en France lundi et mardi, espère organiser des élections pour début 2015 au plus tard.

PROPOS RECUEILLIS À TUNIS PAR
THIBAUT CAVAILLES @T_Cavailles

CHEF DU GOUVERNEMENT tunisien depuis fin janvier, Mehdi Jomaa, ancien cadre dans une filiale du groupe Total, est à la tête d'un cabinet de technocrates remplaçant la coalition dirigée par les islamistes d'Ennahda pendant deux ans.

LE FIGARO. - En mars, vous disiez, lors de votre première intervention télévisée, que la situation était plus difficile que vous ne le croyiez. De quoi avez-vous hérité en devenant chef du gouvernement ?
Mehdi JOMAA. - Je parlais de la situation économique et surtout des finances de l'État. Il n'y a pas eu la croissance escomptée. Avec les tensions politiques et sociales des trois dernières années, il y a eu beaucoup de pressions sur le budget et on se retrouve avec un déficit plus important qu'attendu.

Qui est responsable ?
Une révolution n'est pas une situation propice à attirer de l'investissement ou pour avoir une économie à croissance soutenue. Sans rentrer dans le détail, tout le monde est responsable. Parce que l'État était secoué. Le secteur public n'a pas travaillé assez. Je demande à ce que tout le monde se remette au travail.

Vous vous rendez en France pour aller chercher de l'argent ?
Je n'ai pas fait un seul voyage pour ramener de l'argent. Cette visite est faite pour renforcer nos rapports. Pour moi, c'est une occasion de montrer ce nou-

veau visage de la Tunisie. Aujourd'hui, il y a un défi économique important et nous souhaitons donner un signal très fort pour que les investisseurs viennent en masse. Parce que la Tunisie dispose d'atouts énormes. C'est notre devoir et notre rôle d'aller promouvoir cela. On ne peut le faire sans passer par la France, notre premier partenaire.

L'UE a accordé à la Tunisie un prêt de 300 millions d'euros, avec en échange des mesures radicales. Doit-on s'attendre à une politique d'austérité ?
J'ai rencontré le FMI, la Banque mondiale, la Banque européenne, personne ne m'a imposé quoi que ce soit. Tout ce qu'ils nous demandent, c'est de tenir nos engagements. Pour cela, nous allons faire les réformes nécessaires. Nous n'allons pas imposer aux Tunisiens ce qu'ils ne peuvent supporter, mais nous devons redresser notre économie. Ce sont des sacrifices passagers.

Le chômage est l'une des causes de l'immigration clandestine vers l'Europe. Quelles sont vos mesures pour l'éviter ?
Nous voulons encourager l'investissement privé, car nous pensons que l'État n'a plus les moyens d'être le premier acteur économique. Donc nous faisons la promotion de la Tunisie pour encourager l'investissement, créer de l'activité économique, créer de la croissance et générer de l'emploi.

Cela fait près de trois mois que vous êtes premier ministre, quel est votre bilan ?
C'est difficile d'en parler, mais une égal-



ité de professionnels s'est mise en place et a commencé à prendre en main des dossiers. Déjà, des actions sont lancées sur le terrain pour relancer des projets dont certains étaient bloqués depuis trois ans.

Quel est le plus gros de vos chantiers ?

La priorité de mon mandat, ce sont les élections : tourner la dernière page de la transition démocratique en offrant le climat propice à l'organisation de scrutins transparents et non contestés. Pour cela, il faut offrir un environnement sain, que ce soit sur le plan sécuritaire, social ou économique.

« Après trois années de déstabilisation du pays, nous reprenons un peu de souffle, se félicite Mehdi Jomaa (...) C'est un excellent signe que l'armée étende l'ordre jusqu'en haut des monts où se trouvent des camps de terroristes. » PETA BELLOU/AFAP

Auront-elles lieu cette année ?
Il le faut. Tout est mis en œuvre pour cela, mais ça pourrait déborder d'un mois ou deux en 2015. Nous n'y avons pas intérêt.

Le 18 avril, un soldat a été tué dans le mont Châmbi, où se déroulent des opérations militaires depuis plus d'un an et demi. Que s'y passe-t-il réellement ?
L'armée entre aujourd'hui dans le mont Châmbi, ce qui n'était pas le cas avant.

Seulement maintenant ?
Ce n'est pas simple ! Après trois années de déstabilisation du pays, nous reprenons un peu de souffle. Nos moyens de sécurité étaient dispersés, nous manquons d'équipement. Aujourd'hui, un certain apaisement permet de concentrer un peu plus nos efforts. C'est un excellent signe que l'armée étende le pouvoir, l'État et l'ordre jusqu'en haut des monts où se trouvent des camps de terroristes.

On parle de plusieurs milliers de Tunisiens partis faire le djihad en Syrie. Avez-vous pris en compte leur retour ?
Tout à fait. C'est un dossier très difficile, une bombe à retardement pour la Méditerranée et ailleurs. Nous échangeons beaucoup sur le sujet avec la France.

Quelles mesures avez-vous prises ?
La première était d'arrêter ceux qui partaient. Et depuis, la majorité n'a pas pu partir. Maintenant, il faut mettre en place quelque chose pour les accueillir, récupérer ceux qui sont récupérables et contrôler le reste, car c'est une menace pour l'ensemble de la région. ■

Placez l'aventure en tête de vos priorités

Commencez votre voyage dès aujourd'hui et profitez d'un service de renommée internationale grâce à nos offres spéciales en Classe Économique.

Destination	À partir de
Madagascar	588€
Dubaï	479€
Bangkok	559€
Shanghai	822€
Le Cap	688€
Maldives	681€
Jakarta	767€

emirates.fr

*Boeings 777-300ER

Offre soumise à conditions et dates d'embargo, sous réserve de disponibilités. Tarifs indiqués au départ de Lyon pour tout achat jusqu'au 30 avril 2014 pour des voyages du 1er mai au 25 juin et du 1er au 30 septembre 2014 pour l'Inde et du 1er mai au 2 juillet et du 1er au 30 septembre 2014 pour les autres destinations. Pour plus d'informations contactez directement votre agence de voyages ou Emirates au 01 57 32 40 99 (hors d'un appel local) ou rendez-vous sur emirates.fr.





De gauche à droite et de haut en bas : des nonnes brandissent les portraits de Jean-Paul II et Jean XXIII, canonisés dimanche, sur la place Saint-Pierre à Rome. Le pape émérite Benoît XVI et son successeur François se sont retrouvés pour cette cérémonie. Des fidèles se sont rendus devant le tombeau du pape Jean XXIII après la messe. © MORENA/ITALY/OSSERVATORE ROMANO, R. DE LUCA/AP

Double canonisation historique au Vatican

Une foule en liesse a salué dimanche Jean-Paul II et Jean XXIII, nouveaux saints de l'Église catholique.

JEAN-MARIE GUENOIS @jmguenois
ENVOYÉ SPÉCIAL À ROME

RELIGION Ils ont été canonisés le même jour, ils seront fêtés le même mois. D'ici là, toute l'Église catholique - et non plus seulement celle des diocèses dont étaient originaires Jean XXIII et Jean-Paul II - tous pourront fêter le saint pape italien, le 11 octobre, date de l'ouverture du concile Vatican II et le saint pape polonais, le 22 octobre, date de la messe inaugurale de son pontificat en 1978. Des diocèses pourront même leur consacrer des églises. Une première a été dédiée à Jean-Paul II, dimanche après-midi, au Brésil, dans un quartier pauvre d'Alagados, à Salvador de Bahia, au nord-est du pays.

De fait, à l'image de ces canonisations qui élargissent à l'Église tout entière le culte de ces deux nouveaux saints, les rues de Rome battaient pavillon international. Et à la manière des eaux internationales, l'océan de la foule remplaçait la houle puisque 800 000 fidèles se pres-

saient, ou plutôt se compressaient, dans les recoins des rues entourant le Vatican pour assister à cet événement.

Le rouge et blanc polonais dominaient toutefois. Beaucoup des participants de Karol Wojtyła, encore pénétrés d'émotion, ne trouvaient d'ailleurs pas leurs mots, à la fin de la messe, pour dire leur fierté, leur admiration. Et leur foi... toujours prête à transporter la terre entière ! Thomas, par exemple, 35 ans : « *Vous ne pouvez pas comprendre combien c'est très important pour nous et surtout très émouvant.* »

Tout aussi rayonnant, l'évêque émérite de Gniezno et ancien primat de Pologne, M^{re} Henryk Józef Muszyński, laissait lui la place Saint-Pierre avec un cœur transporté. « *C'est un jour magnifique. Je connais Jean-Paul II depuis 1961. Je suis là comme évêque mais aussi comme frère. J'ai été tellement touché par son enseignement sur la miséricorde.* »

Plus loin, au sein d'un groupe de cinquante séminaristes - pour le seul diocèse de Zielona Gora et Gorzów à l'ouest de la Pologne qui compte 500 prêtres ! -

Marius Jagielski, aux yeux tirés pour avoir passé une nuit blanche de façon à être bien placé sur la place (qui ouvrait ses grilles à 5 h 30 dimanche matin), est toujours impressionné par ce pape « *qui a osé donner sa vie sans jamais avoir peur de la perdre.* »

« C'est un jour magnifique. Je connais Jean-Paul II depuis 1961. Je suis là comme évêque mais aussi comme frère »

M^{re} HENRYK JÓZEF MUSZYŃSKI

Tout en insistant sur l'universalité de l'événement : « *Jean-Paul II n'est pas le pape des Polonais, c'est un cadeau pour l'Église tout entière ! Les Polonais ne sont pas à part ou au-dessus : nous vivons aussi une transition rapide avec une forte laïcisation.* » Et Marius d'expliquer : « *Les gens cherchent toujours des témoins cohérents qui ont de l'autorité parce qu'ils ont le courage de vivre jusqu'au bout leurs engagements. Et pas seulement en paroles mais aussi en actes.* »

Et Jean XXIII dans tout cela ? La dominante jeune de l'assemblée et les conditions éprouvantes de participation à la cérémonie font que ceux qui ont été marqués par le « bon pape Jean » y étaient moins représentés. Très digne et revêtu de noir, Pierrette Dealmas appartenait à cette génération. Venue de Corse, elle habite à Porto-Vecchio : « *J'ai connu Jean XXIII, c'était un grand homme de prière et de réconciliation. Ma mère avait une grande photo de lui chez elle. C'était un homme de paix, il inspirait la paix. Il était si humble et si simple : je le prie tous les jours, tout comme Jean-Paul II. Tout cela est très émouvant pour moi.* »

Une foule immense donc où chacun, dans un regard intérieur et ému, semblait revivre tellement de souvenirs passés, mais une foule heureuse de célébrer sans nostalgie la consécration par l'Église de deux de ses géants. Chacun à sa manière ayant laissé un héritage à l'évidence incalculable et incroyablement présent dans la vie concrète des gens :

« *Jean-Paul II a marqué toutes les étapes de ma vie, il m'accompagne encore aujourd'hui* », témoignait ainsi, sobrement, Elisabeth Portelli, venue de Paris, très engagée dans plusieurs IMI.

Devant un large groupe de Français, dont une masse de jeunes, le cardinal Vingt-Trois notait effectivement, samedi après-midi, que « *beaucoup qui doutaient de la foi ont repris courage grâce au ministère de Jean-Paul II* ». Mais ajoutait-il, « *Jean XXIII et Jean-Paul II ne sont pas saints parce qu'ils ont été papes - heureusement, cela nous laisse espérer ! - car il est plus difficile sans doute d'être saint quand on est pape.* »

De fait, le poids de cette lourde fonction, son enjeu et son impact étaient palpables dimanche au début de la cérémonie quand François est venu saluer Benoît XVI, le pape émérite. Évoquant dans son homélie le poids de la responsabilité de ces prédécesseurs canonisés, François n'a pas caché : « *Ils ont été des prêtres, des évêques, des papes du XX^e siècle. Ils ont connu les tragédies, mais n'en ont pas été écrasés. En eux, Dieu était plus fort.* » ■

Une homélie très politique



DÉCRYPTAGE
Jean-Marie Guenois
jmguenois@lefigaro.fr

LE PAPE François aurait pu consacrer l'homélie de la messe de la double canonisation de Jean XXIII et Jean-Paul II à la question du concile Vatican II. N'avait-il pas justifié sa décision d'ajouter, à la canonisation du pape polonais, celle du « bon pape Jean », qui convoqua ce concile, dont il a fait accélérer la cause pour aboutir à la cérémonie du 27 avril ?

Au lieu toutefois de regarder dans le rétroviseur un peu brisé de toutes les crises qu'a connues l'Église catholique depuis l'ouverture de ce concile, en 1962, et dont ces deux canonisations (l'« esprit d'ouverture » de Jean XXIII et une vision conciliante plus critique de Jean-Paul II) symbolisaient les lignes de fracture en esquissant une hypothétique réconciliation, François a décidé de pointer vers l'avenir.

Il a donc choisi, et utilisé, deux intuitions de ces nouveaux saints - « le pape de la docilité à l'Esprit » pour Jean XXIII et le « pape de la famille » pour Jean-Paul II - de façon à recadrer les futurs débats des deux sessions du synode sur la famille. Et pour faire passer un message très clair d'unité à ses cardinaux et évêques, car ils se montrent publiquement très divisés sur la question des divorcés remariés.

Les uns veulent une évolution de la doctrine de l'Église pour qu'elle ouvre ses portes à ces couples. Les autres la récusent car ils sentent menacée la

théologie des sacrements. Donc la foi catholique dans ce qu'elle a de plus spécifique : signification de l'eucharistie, sens du sacrement du pardon, engagement du mariage.

Comme à son habitude, François n'y est pas allé par quatre chemins, même s'il n'a pas parlé explicitement des divorcés remariés. Il a ainsi conclu son homélie : « *Que ces deux nouveaux saints pasteurs du peuple de Dieu intercedent pour l'Église, afin que, durant ces deux années de chemin synodal, elle soit docile au Saint-Esprit dans son service pastoral de la famille. Qu'ils nous apprennent à ne pas nous scandaliser des plaies du Christ et à entrer dans le mystère de la miséricorde divine qui toujours espère, toujours pardonne, parce qu'elle aime toujours.* »

« Toujours pardonner »

« *Ne pas se scandaliser* », « *toujours pardonner* » : François demande donc aux opposants de cette réforme - plutôt proches ou disciples de Jean-Paul II et de Benoît XVI... - d'entrer dans l'attitude d'ouverture de Jean XXIII, qui osa l'évolution majeure du concile Vatican II.

Ce message sera toutefois difficile à avaler pour beaucoup de cardinaux car ils savent que Jean-Paul II fut tout autant un pape du concile que Jean XXIII. Et tout autant un pape de la miséricorde, puisque c'est lui qui institua le « dimanche de la miséricorde », une semaine après Pâques. Mais ils savent surtout qu'avec ces mêmes préalables Jean-Paul II ne lâcha rien sur la question du mariage et de la famille. ■

Manuel Valls : « Ne reconnaître aucun culte, ce n'est pas les ignorer »

GUILLAUME TABARD @gtabard
ENVOYÉ SPÉCIAL À ROME

ENTRÉ l'épreuve de force avec une partie de sa majorité et le casse-tête du dossier Alstom, ce week-end romain a eu des airs d'agréable parenthèse pour Manuel Valls, visiblement heureux d'honorer au nom de la France « deux géants de l'histoire », comme il a désigné les papes Jean XXIII et Jean-Paul II.

Cette étape vaticane aurait pu être un piège pour le premier ministre, qui a choisi d'assumer face aux critiques des deux camps adverses. En répondant d'abord aux tenants les plus sourcilleux à gauche d'une laïcité de combat. « *Il n'y a aucun débat à avoir sur ma présence. L'indépendance à l'égard de toutes les religions ne veut pas dire l'ignorance de ce qu'elles représentent* », a-t-il fait remarquer en soulignant la présence de « plusieurs dizaines milliers de Français » à la double canonisation.

Assumer aussi face aux opposants au mariage pour tous plus que nombreux parmi les jeunes pèlerins. Devant le palais Farnese, où la célébration était retransmise sur écrans géants, des sifflets ont d'ailleurs été entendus à l'apparition du visage du premier ministre saluant le pape François. Mais, dans la soirée de samedi, en se promenant dans les quartiers romains où se trouvaient les Français, Manuel Valls a rencontré un



Manuel Valls a rencontré le pape François, dimanche à Rome, après la messe de canonisation des papes Jean-Paul II et Jean XXIII.

accueil le plus souvent aimable. Juste une fois, deux jeunes lui ont lancé : « *Tu loi, on n'en veut pas* », slogan des manifestants d'il y a un an. « *On ne va pas polémiquer un jour comme celui-ci* », leur a rétorqué Valls. Les jeunes ont souri.

De fait, ce déplacement à Rome, le chef du gouvernement l'a voulu sous le signe de l'apaisement. « *La République ne reconnaît aucun culte, mais*

elle en reconnaît les mérites », a-t-il ainsi commencé son discours au vieux cardinal Roger Etchegaray, à qui il remettait samedi les insignes de grand-croix de la Légion d'honneur.

« Volonté de réformer »

Le mea culpa n'est pas loin lorsqu'il admet : « *On ne peut pas vouloir tirer les leçons des municipales et continuer comme avant sur les questions de société.* » Ou lorsqu'il se réjouit de la rencontre de ce lundi entre Laurence Rossignol, la ministre de la Famille, et les responsables de la Manif pour tous. Dans la délégation, Valls avait d'ailleurs emmené deux députés PS qui n'avaient pas voté la loi Taubira, Dominique Potier et Jean-Philippe Mallé. Il confie par ailleurs que le gouvernement s'opposera à tout texte ou amendement sur la procréation médicalement assistée « *jusqu'à la fin de la législature* » ; et que la question de la fin de vie ne sera traitée qu'en cas de « consensus entre tous les parlementaires ».

À Rome, où il était notamment accompagné par l'ancien ministre UMP Xavier Darcos, Manuel Valls a retrouvé Bernadette Chirac et François Fillon, qui avait représenté la France à la béatification de Jean-Paul II, en 2011. Et il en a profité pour rencontrer son homologue italien. À l'évidence, il ne lui déplait pas d'être comparé au longueux Matteo Renzi, avec qui il partage « la volonté de réformer et d'aller vite ». ■

LE FIGARO santé

lefigaro.fr/santé

PSYCHO
POURQUOI
ON S'ACCROCHE
À DES IDÉES

PAGE 14



DOSSIER
MÉLANOME CUTANÉ :
DE VRAIES RAISONS D'ESPÉRER

PAGE 12

La mouche tsé-tse livre certains secrets

L'attitude du médecin avec son patient a un impact sur sa santé

En coupant la parole à un malade qui relate ses symptômes ou en gardant les yeux sur son ordinateur, le praticien réduit l'efficacité de sa consultation.



Un patient qui décrit ses symptômes serait interrompu au bout de dix-huit secondes en moyenne, selon une étude canadienne. GOODLUZ/FOTOLIA

DELPHINE CHAYET
dchayet@lefigaro.fr

PSYCHOLOGIE Regarder son patient dans les yeux, lui donner le temps de décrire ses symptômes sans l'interrompre ou poser des questions ouvertes ne sont pas seulement de banales marques d'attention, mais une véritable compétence clinique. Selon une étude publiée dans la revue scientifique *PLOS ONE*, la qualité de la relation entre le médecin et ses malades influe directement sur le résultat de la consultation. « Des interventions visant à améliorer la communication ont un effet mesurable sur certains marqueurs de l'état de santé, comme la pression artérielle, la perte de poids ou les scores de douleur », indique le Dr John Kelley, chercheur à l'université de Harvard dans le Massachusetts.

Avec son équipe, ce spécialiste de psychologie médicale a passé en revue treize études scientifiques mesurant de manière concrète le bénéfice thé-

rapeutique d'une meilleure relation médecin-patient. Les critères subjectifs, comme la satisfaction du malade ou son adhésion à la prescription médicale, ont été ignorés. L'analyse montre que des efforts portés sur la communication ont un impact « faible, mais statistiquement significatif » qui peut être comparé, selon les chercheurs, à la prise d'aspirine pour réduire le risque d'infarctus du myocarde ou aux conséquences d'un sevrage tabagique sur la mortalité masculine après huit ans.

« Comme il y a des millions de consultations médicales, un effet limité à l'échelle individuelle est très intéressant du point de vue de la santé publique », relève le Dr Jacques Puichaud, psychiatre et président d'une association de formation continue aux techniques relationnelles. Au Canada, cet enseignement est obligatoire dès la faculté de médecine. Il est réalisé sous forme de jeux de rôle, lors desquels les futurs médecins développent leur sens de l'empathie et de l'écoute. On apprend notamment à falsifier parler son patient, à se positionner physiquement face à lui, à interpréter les signes non verbaux d'andété ou encore faire face à ses émotions.

Des compétences en partie innées, mais qui s'avèrent peu utilisées dans la pratique quotidienne. Un patient qui décrit ses symptômes serait par exemple interrompu au bout de dix-huit secondes en moyenne, selon une étude canadienne. En début d'année, une autre recherche révélait qu'un médecin passe un tiers du temps de la consultation les yeux rivés à son écran. Enfin, il a été démontré que médecin et patient ont souvent du mal à s'entendre sur la nature du problème.

Le Dr Puichaud résume ainsi l'objectif des techniques relationnelles : « Parvenir à une compréhension partagée du problème et de la décision médicale prise, en faisant du patient un acteur à part entière de la consultation ».

Médecin de campagne en Charente-Maritime, le Dr Jacques Auger applique ces recettes depuis vingt-cinq ans. Sa pratique en a été bouleversée. « Après mon installation, j'ai vite découvert que beaucoup de mes patients n'écoutaient pas mes prescriptions médicales ou ne prenaient pas leurs médicaments », raconte-t-il. En réalité, être bien intentionné et aimable ne suffit pas ; il faut aussi que le message médical soit acceptable.

Au Canada, on apprend aux futurs médecins à développer leur sens de l'empathie et de l'écoute

Le médecin généraliste a donc pris l'habitude de vérifier la demande de son patient en la reprenant avec lui, mais sans traduire ses phrases en jargon médical. Il a aussi appris à tenir compte des convictions du malade qui lui fait face, tout comme de son mode de vie, de sa volonté et de sa capacité à changer ses habitudes alimentaires ou sportives. « De manière générale, les jeunes médecins ont tendance à donner trop d'informations », relève le Dr Chloé Delacour, médecin libéral et enseignante à la faculté de médecine de Strasbourg. Il est inefficace, par

exemple, de noyer un diabétique sous les conseils nutritionnels.

Alors que les maladies chroniques constituent une part de plus en plus importante de l'activité médicale et qu'une consultation dure seize minutes en moyenne, s'assurer la coopération du patient permet au médecin d'être plus efficace. Il en retire un grand confort de travail, selon le Dr Auger, « car il se sent moins exposé aux échecs et à la répétition des consultations ».

La démarche est une source de satisfaction pour le malade. Mais l'amélioration de la communication est aussi bénéfique pour la collectivité. La Haute autorité de santé estime que des aides à la décision fournies au patient pour augmenter son implication peuvent contribuer à « améliorer la qualité et la sécurité des soins ». Des chercheurs néerlandais, eux, ont démontré qu'une formation à la communication peut avoir un effet sur les prescriptions de médicaments. Face à des personnes souffrant d'infections respiratoires, les médecins participant à cette étude devaient explorer les peurs de leurs malades, demander leur opinion sur les antibiotiques ou encore souligner la durée normale d'une bronchite. Grâce à cette simple intervention, les prescriptions d'antibiotiques sont passées de 54 à 27 %.

PARASITOLOGIE Une équipe internationale de 145 chercheurs vient d'annoncer, via un article dans la revue *Science*, avoir réalisé le séquençage complet du génome de la mouche tsé-tse. Cet insecte est porteur d'un parasite, un trypanosome, qui provoque la fameuse maladie du sommeil. Contrairement à son nom, elle n'endort pas mais provoque des fièvres, des douleurs articulaires et des atteintes au système nerveux central avec des troubles du comportement et du sommeil qui peut conduire en phase terminale à un état semi-comateux. Elle peut s'avérer mortelle sans traitement. Elle touche le bétail, entraînant chez les animaux une réduction de la fertilité, de la prise de poids et de la production de lait du bétail. Elle touche actuellement 10 000 personnes par an en Afrique subsaharienne et 3 millions d'animaux.

« C'est une avancée scientifique majeure », estime Kostas Bourtis, membre d'un organe commun à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). « Cette connaissance va accélérer la recherche sur les méthodes de contrôle de la mouche tsé-tse ».

Car cette mouche, aussi appelée glosse, n'est pas comme les autres. Son génome est ainsi beaucoup plus gros que ceux des autres espèces. Contrairement à une grande majorité d'autres mouches, chez lesquelles seule la femelle pique pour se nourrir de sang, dans la famille tsé-tse le mâle le fait également. Son mode de reproduction est lui aussi très singulier. « Elle possède un mode de reproduction comparable à celui des mammifères », explique Philippe Solano, entomologiste à l'IRD, qui a participé aux travaux avec, côté français, des collègues du Génomoscope et du CIRD. « Elle ne pond pas d'œufs mais donne naissance à une larve développée après une dizaine de jours de gestation dans son utérus, pendant laquelle elle nourrit sa progéniture avec une sécrétion lactée ».

Bien que plutôt discrète (le mot « tsé-tse » était utilisé par les Africains des populations Matabélé, du fait de leur bruit en vol), de la taille d'une petite abeille et d'une couleur brun foncé, c'est donc une sacrée cliente pour les scientifiques. Et le trypanosome qu'elle héberge l'est tout autant.

Les chercheurs n'ont pour l'instant pas réussi à élaborer un vaccin, car le parasite parvient à déjouer le système immunitaire des mammifères. Le principal moyen de lutte est donc d'essayer de contrôler les populations de mouches par le piégeage, les pesticides ou le lâcher de mouches stériles. Connaître l'ensemble des gènes de la mouche, leurs fonctions, devrait ainsi permettre de trouver de nouvelles stratégies et de nouveaux moyens pour la combattre.

JEAN-LUC NOTHIAIS

L'annonce du cancer, un moment délicat

L'annonce d'une maladie grave est un moment très délicat. Depuis le premier plan cancer, une consultation est dédiée à l'explication du diagnostic et des traitements dans les hôpitaux. « Le médecin doit à son patient une information loyale, claire, appropriée et délivrée avec empathie », rappelle le Dr Jean-Marie Farouj, membre du Conseil de l'Ordre. Selon l'Inca, le malade doit pouvoir bénéficier d'une écoute et d'un soutien suffisants, d'une information adaptée et d'un accompagnement personnalisé. Certains CHU proposent ainsi des jeux de rôle aux soignants pour les former à l'annonce du cancer.

D.C.



DU LUNDI AU VENDREDI À 1340
EN DIRECT

**LE MAGAZINE
DE LA SANTÉ**

Mona Carrière d'Encausse, Michel Cymes et Benoît Thievent

Questions/réponses mardi 29 avril
Le vin

Mélanome cutané : de vraies raisons d'espérer

Les résultats d'essais menés depuis 3 ans semblent annoncer une vraie révolution dans la prise en charge de ce cancer.

MARTINE LOCHOUART

PEAU Avec environ 9 000 nouveaux cas et 1 600 décès par an en France, le mélanome malin est, par sa capacité à faire des métastases, le plus dangereux des cancers de la peau. À l'échelle du globe, c'est le cancer dont l'incidence a le plus progressé dans la seconde moitié du XX^e siècle, doublant tous les dix ans. Très liée à l'exposition solaire des sujets à peau claire, elle semble s'intégrer un peu dans des régions où le mélanome est fréquent, Australie, États-Unis et Europe du Nord. Pas encore en France : il faut des décennies pour engranger les bénéfices de la prévention. « Les patients sont souvent effondrés quand ils réalisent qu'une toute petite tumeur, parfois de moins d'un millimètre, peut mettre leur vie en danger », explique le Pr Caroline Robert, dermatologue (IGR, Villejuif et Inserm). Il n'est pas toujours facile de re-

Des restrictions injustifiées

Actuellement, l'ipilimumab (coût d'environ 50 000 euros par patient) n'est pris en charge que pour les malades n'ayant pas la mutation B-RAF : une restriction qui prive les patients porteurs de B-RAF mais en échec de traitement avec les anti-B-RAF, d'une nouvelle opportunité thérapeutique. « **Totalement injustifiée sur le plan scientifique** », soulignent les spécialistes. Et qui semble avoir été surtout guidée par des considérations économiques... M.L.

pérer le mélanome, parfois assez semblable à un petit grain de beauté, mais pas toujours. La règle ABCDE (voir infographie) permet de suspecter bon nombre d'entre eux, mais certains mélanomes sont tout à fait atypiques. Chez les personnes ayant de nombreux grains de beauté, il faut aussi rechercher le « vilain petit canard », qui ne ressemble pas aux autres. Mais le mélanome survient assez peu sur un naevus qui dégénère : 90 % apparaissent de novo. D'où l'importance de bien se connaître pour repérer toute lésion nouvelle : « **Connaissez votre peau pour sauver votre peau** », répète le Pr Robert.

Souvent, le mélanome est identifié par le dermatologue de ville, qui enlève la tumeur et l'envoie au laboratoire. Le diagnostic est donné par cet examen. Il évalue le stade et l'épaisseur de la tumeur, exprimée par l'indice de Breslow, qui détermine le pronostic et le traitement. Le plus souvent, il s'agit d'un mélanome primitif, et le patient en est quitte pour une surveillance régulière après qu'on ait enlevé une marge de sécurité autour de la tumeur.

Risque de récurrence

Malgré cette précaution, des métastases peuvent apparaître des années plus tard, si des cellules cancéreuses ont déjà migré hors de la tumeur avant qu'on l'enlève. « Ce risque est lié à l'épaisseur du mélanome. C'est pourquoi quand il dépasse 1 mm, nous proposons au patient d'analyser le ganglion sentinelle, le plus proche de la tumeur, et de l'enlever s'il y a des cellules anormales », explique le Pr Robert. Le risque de récurrence est plus important si ce ganglion est positif, et connaître ce résultat permet d'entrer dans un essai. « D'ici quatre ou cinq ans, nous devrions disposer de marqueurs moléculaires d'agressivité de la tumeur primitive plus



performants », espère le Pr Jean-Jacques Grob, dermatologue (CHU Timone Marseille).

Si la tumeur et un ganglion sentinelle positif montrent qu'il existe un risque pour l'avenir, un traitement adjuvant va être proposé. « Actuellement, ce traitement repose surtout sur l'interféron », précise le spécialiste. Mais il est assez toxique et d'une efficacité inconstante. « Des molécules nouvelles, thérapies ciblées ou immunothérapies, sont en essais cliniques comme traitements adjuvants. Les progrès actuels dans les formes métastatiques du mélanome seront probablement transférés assez vite aux phases plus précoces de la maladie, où les chances d'être efficaces sont encore plus grandes. »

Et des progrès, il y en a eu beaucoup dans le mélanome métastatique. Surnommé le « drug killer » car il résistait

à toutes les molécules essayées contre lui dans ces formes avancées, il est aujourd'hui attaqué de tous côtés. Mieux comprendre les multiples étapes de la division cellulaire et du processus de cancérisation a permis d'identifier des cibles thérapeutiques nouvelles. « Nous étions très démunis en cas de métastases », rappelle le Pr Caroline Robert. « Il y a trois ans, l'ipilimumab pour la première fois a démontré une nette augmentation de la survie de ces malades, avec des réponses prolongées de trois, cinq, voire dix ans maintenant pour certains malades. Cet anticorps anti-CTLA-4 inhibe un récepteur qui freine la réponse immunitaire. Mais seule 10 % des patients répondent à cette immunothérapie et rien ne permet de prévoir lesquels. »

Un an plus tard arrivaient deux thérapies ciblées, le vemurafinib puis le

dabrafinib, qui inhibent une mutation du gène B-RAF, impliquée dans la croissance cellulaire. Ils n'agissent que chez les porteurs de la mutation (50 % des patients), avec 50 à 60 % de réponses rapides, mais souvent des rechutes après six à huit mois.

« Maintenant, on a encore mieux, avec deux immunothérapies, le nivolumab et le MK3475. Très bien tolérées, avec 30-40 % de réponses, souvent durables, et 80 % de survies à un an, le second est en développement accéléré et déjà disponible aux États-Unis. Nous espérons en disposer très vite en France », précise le Pr Caroline Robert qui a participé aux essais. Même alors, il restera encore 60 % de non répondants. « Tous ces résultats sont un vrai message d'espoir, car les choses bougent très vite même si l'air reste prudent », conclut-elle. ■

Pour la prévention, beaucoup reste encore à faire

LE 22 MAI PROCHAIN se tiendra la journée annuelle de prévention des cancers de la peau. Ce jour-là, chacun pourra faire examiner gratuitement sa peau par un dermatologue (voir www.dermatos.fr) pour lequel ce sera aussi l'occasion de rappeler les règles classiques de prévention du mélanome : pas d'exposition au soleil sans protection efficace, surtout pour les sujets les plus à risque, roux ou blond à peau claire, sujets aux coups de soleil, avec de nombreux grains de beauté ou des antécédents de mélanome dans la famille... « J'ai l'impression qu'on répète toujours la même chose et que ce sont un peu toujours les mêmes qui se sentent concernés... », regrette le Pr Caroline Robert. « Mais les parents semblent quand même mieux protéger leurs enfants depuis quelques années. » Dans quelques pays d'Europe et aux États-Unis, un fléchissement de la courbe d'incidence des mélanomes se fait sentir, qui pourrait être le signe d'un premier effet positif de cette prévention. En France, jusqu'à présent, l'inflexion n'est pas flagrante. Comme l'effet du soleil est cumulatif, la prévention doit commencer très tôt dans l'enfance, et ses effets globaux ne se font sentir qu'à long terme.

S'appuyer sur Internet

La prévention secondaire aussi est importante. Pour le Pr Robert, « il faudrait que chacun connaisse ses grains de beauté, sache s'il en a dans le dos, sur le tronc... Souvent, quand on interroge un patient sur un grain de beauté ou une petite lésion cutanée, il ne sait pas s'ils étaient déjà présents auparavant... Chacun, et en premier lieu les personnes à risque, devrait avoir une photo de son propre corps. En cas de besoin, elle pourrait servir de référence et serait une aide précieuse lors du dépistage ».

La prévention du mélanome reste insuffisante pour une autre raison, estime



Des études ont établi le danger des cabines UV, auxquelles près de 5 % des mélanomes pourraient être attribués. GREG VOTÉ/ICOMAGES/GETTY IMAGES

le Pr Jean-Jacques Grob. « On surveille les sujets dont on connaît les facteurs de risques, ceux à peau claire, couverts de naevus, à taches de rousseur... Et on dépiste de mieux en mieux leurs mélanomes, qui sont dans l'ensemble peu agressifs. Mais on ne sait toujours pas dépister les mélanomes à croissance rapide, les plus agressifs, ceux qui surviennent sur tous les types de peau, à n'importe quel âge, et sont responsables de la majorité des décès. Ils ne répondent pas aux critères classiques et nous ne disposons pas encore de marqueurs pour repérer ces mélanomes extrêmement dangereux. » Contrairement à une idée répandue, un mélanome ne ressemble pas toujours à un grain de beauté.

Selon le spécialiste, la prévention, pour être efficace, devrait s'appuyer sur Internet pour montrer plus souvent des images de mélanomes et habituer le public à mieux les repérer. « On pourrait

ainsi le préparer à réagir devant toute lésion nouvelle, grandissant vite, et à consulter rapidement. Mais pour qu'un tel dispositif soit efficace, il faudrait permettre dans ces circonstances un accès rapide, direct, au dermatologue, juste pour écouter ou confirmer ce risque. On éviterait ainsi un retard de diagnostic très préjudiciable au patient. »

Des études ont aussi établi le danger des cabines UV, auxquelles près de 5 % des mélanomes pourraient être attribués. Loin de remplacer l'exposition solaire ou d'y préparer la peau, ces séances d'UV viennent s'ajouter aux effets néfastes du soleil. « De plus, souligne le Pr Grob, si des mécanismes biologiques protègent quand même un peu la peau contre le rayonnement solaire naturel, ces mécanismes protecteurs pourraient être inefficaces en cas d'exposition à une fraction seulement du spectre UV comme c'est le cas dans ces cabines. » M.L.

Une tumeur qui est encore assez mal connue

LE MÉLANOME NAÎT de la transformation maligne d'un mélanocyte, la cellule qui produit la mélanine qui pigmente plus ou moins notre peau, la protégeant ainsi en partie des UV. « Parfois, cette cellule se transforme sous l'effet cumulé de mutations génétiques, de mécanismes épigénétiques ou liées à son micro-environnement - les cellules et le milieu qui l'entourent, les molécules circulantes... etc. - ou à son environnement, comme les UV auxquels les mélanocytes sont exposés », explique Lionel Larue, spécialiste de la question (Institut Curie-Inserm, Orsay).

Certaines de ces mutations héréditaires sont responsables des 10 % de formes familiales du mélanome. C'est pourquoi les proches d'un malade devraient se faire dépister fréquemment. Un grand nombre de mutations sont aussi impliquées dans les mélanomes sporadiques, les plus fréquents. « B-RAF est une mutation présente dans 50 % des mélanomes. Mais il y en a bien d'autres, qui touchent aussi le cycle de prolifération cellulaire B-RAF, N-RAS et NF1 expliquent ainsi 70 % de la prolifération des cellules du mélanome. » Normalement, le système est bien fait car cette prolifération induit aussi à un moment la sénescence, le vieillissement inéluctable de la cellule, qui finit par mourir. « Parfois une cellule trouve un chemin pour devenir immortelle, parce que d'autres mutations court-circuitent ce processus de sénescence. Il n'y a donc pas un mélanome, mais de nombreux types de mélanomes, très hétérogènes génétiquement. Beaucoup de mécanismes permettent à la cellule anormale d'échapper à la mort cellulaire, aux défenses immunitaires. Nous sommes encore très loin d'avoir une idée précise, en termes moléculaires, de ces processus d'échappement. »

Plus la recherche avance, plus le paysage qui se dessine paraît complexe.

Mettre au point les bons tests in vitro, puis in vivo, pour découvrir des protéines sur lesquelles on pourra avoir une action thérapeutique demande un gros effort. « La mise au point d'inhibiteurs de B-RAF a été un progrès énorme, et les recherches sur les formes mutées de N-RAS semblent très prometteuses. Mais même avec ces bons résultats, il faut s'attendre à devoir gérer des résistances, car toute l'évolution a programmé les cellules pour survivre aux agressions de toutes sortes. » De plus, la recherche ne peut pas se limiter à identifier ces protéines d'intérêt, sous peine de passer à côté de processus importants. « Par exemple, il semblerait que le mélanocyte, contrairement aux autres cellules, soit parfois capable de redevenir quiescent après être entré en prolifération », explique le chercheur. Peut-être faudrait-il y voir une raison à la résistance particulière du mélanome aux chimiothérapies, qui agissent sur les cellules en division rapide...

« Bloquer la migration »

Autres questions, celles soulevées par la formation de métastases. Dans le mélanome cutané, elles touchent surtout le poumon, le foie et le cerveau. Entre la tumeur primaire et la métastase, la cellule cancéreuse s'est modifiée. Comme l'explique le chercheur, « cette migration met en jeu des récepteurs à la surface du mélanocyte, sensibles à de multiples molécules chimio-attractives du milieu ou produites par les vaisseaux. Nous ne savons pas encore bloquer cette migration autrement que par la chirurgie, et il y a là tout un domaine de recherche à explorer. L'autant que certains arguments nous conduisent à penser que les cellules tumorales ne migrent pas seulement dans la circulation sanguine ou lymphatique, mais peut-être aussi par l'extérieur, le long de ces vaisseaux. » ■ M.L.

DES MEMBRES
DE L'ACADÉMIE
DE PHARMACIE
VOUS RÉPONDENT.
POSEZ VOS
QUESTIONS
SUR LEFIGARO.FR

www.lefigaro.fr/sante

QUESTIONS-RÉPONSES SANTÉ 13

Pourquoi éviter de trop cuire les aliments ?



**PROFESSEUR
JEAN-LUC
WAUTIER**
Faculté de médecine
Université Denis-Diderot
Paris. Membre
correspondant
de l'Académie nationale
de pharmacie

Cinq fruits et légumes par jour, c'est bien, encore faut-il savoir les cuire. La chaleur, en effet, produit une réaction chimique, connue depuis plus de cent ans sous le nom de « réaction de Maillard », dont les conséquences sur la santé, via l'alimentation, sont aujourd'hui connues et scientifiquement démontrées. En effet, notre organisme réagit aux sucres que l'on fait chauffer pour brunir les aliments et leur conférer leur odeur et leur saveur. Cette « glycation » est un facteur déterminant du vieillissement de nos cellules. On la mesure chez les diabétiques à travers l'hémoglobine « glyquée », mais ce processus chimique silencieux, très lent, est plus généralement un marqueur de notre hygiène, voire de notre espérance de vie, car il atteint toutes les protéines de notre organisme au cours de la vie : surtout, il est irréversible. C'est pourquoi il faut savoir s'en prémunir.

Faut-il instaurer une nouvelle règle diététique ?

Il faudrait tenir compte dans tout régime alimentaire équilibré non seulement de la teneur en lipides, en glucides et en protéines, mais aussi en produits de Maillard, couramment appelés AGE (Advanced Glycation End-product). On en trouve essentiellement dans les aliments riches en amidon, comme les pommes de terre, cuits à haute température, grillés, rôtis, frits ou au four. Il se forme alors un composé chimique, l'acrylamide, retrouvé dans des produits comme les chips, les frites, le pain, les biscuits ou le café, mais aussi dans toutes les boissons « brunes », bière, sodas ou whisky, par exemple. Toutefois, pas question de se priver définitivement de grillades ou encore moins de sucre, dont notre organisme, notre cerveau en particulier, ne peut se passer.

Mieux cuire permet-il de mieux vieillir ?

Tout d'abord, rappelons que la cuisson comporte de nombreux avantages. En plus d'augmenter la saveur et le goût, elle réduit également le risque d'intoxication alimentaire et permet de libérer d'autres nutriments essentiels à notre organisme. Mais la température et la durée d'exposition à la chaleur peuvent présenter des risques pour la santé. En effet, même s'ils ne disposent actuellement que de données issues de l'expérimentation animale, les chercheurs ont de bonnes raisons de penser qu'une alimentation trop riche en AGE favorise l'augmentation de facteurs de risque du diabète de type 2, des maladies cardiovasculaires et de certains cancers, le colorectal en particulier. Enfin, les travaux les plus récents ont identifié une relation entre les AGE et un vieillissement vasculaire accéléré caractérisé par une inflammation des vaisseaux et de la rigidité artérielle, qui pourrait conduire à l'hypertension et à ses conséquences sur les organes cibles : infarctus du myocarde, accident vasculaire cérébral, insuffisance rénale et démence sénile.

Comment faire en pratique ?

Pas d'affolement : depuis la nuit des temps, depuis que l'homme a commencé à cuire sa viande, il consomme de l'acrylamide et, selon l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), les niveaux d'exposition de la population française sont 100 à 700 fois inférieurs aux doses toxiques obtenues chez l'animal... Ce qu'il faut éviter, c'est l'abus d'aliments ayant un index glycémique élevé, surtout s'ils sont frits ou cuits au four à haute température,



Les fruits et les légumes figurent toujours en tête du hit parade des aliments les plus recommandés pour la santé. Et on peut ne pas renoncer à son toast du matin en évitant simplement de le griller trop. OLGA NAVASHKOVA / FOTOLIA

comme les gâteaux, le pain et les frites, sachant qu'on trouve aussi de l'acrylamide dans l'eau de cuisson et la cigarette ! Il suffit donc de remplacer les aliments à base de farine blanche, qui augmentent rapidement et fortement le taux de sucre sanguin, par des aliments à base de farine complète. De même, les fruits et les légumes figurent toujours en tête du hit-parade des aliments les plus recommandés pour la santé. Et on peut ne pas renoncer à son toast du matin en évitant simplement de le griller trop, à une bonne grillade sur barbecue à condition d'enlever tous les restes brûlés après chaque utilisation, et aux frites et pommes frites dans les faisant juste dorer, sachant qu'une cuisson à 175° permet de réduire de 15 % leur teneur finale en acrylamide.

Et les autres modes de cuisson ?

Il est aussi conseillé de respecter les instructions qui figurent sur les conditionnements des denrées alimentaires et de disposer d'un bon équipement de cuisson. Pourquoi, enfin, ne pas envisager plus souvent de faire bouillir ou de cuire à la vapeur les aliments ? D'ailleurs, les produits qui contiennent beaucoup d'acrylamide sont également très énergétiques, autant les consommer avec modération.

Certains pays mettent déjà en garde contre la présence de cette substance dans les aliments : ainsi, aux États-Unis, une chaîne de fast-food prévient les consommateurs des risques courus dès l'entrée du restaurant. De même, en Grande-Bretagne, une étiquette est apposée sur les appareils de cuisson pour alerter sur le danger des trop hautes températures. En Belgique, on peut choisir ses frites selon leur couleur et donc leur degré de cuisson, et les pommes de terre sont classées en fonction de leur qualité et de leur mode de production par rapport à leur risque de glycation, plus important, par exemple, si elles sont conservées au réfrigérateur...

En France, en revanche, le consommateur n'a pour le moment aucun moyen de s'informer car il n'existe pas d'étiquetage spécifique sur les emballages des aliments. Toutefois, sur l'injonction des autorités sanitaires internationales, les fabricants de produits alimentaires ont déjà pris des mesures pour réduire la formation d'acrylamide dans les aliments comme les pains croustillants, les biscuits et produits cuits au four, ainsi que les chips, en resserrant les contrôles de qualité et en modifiant les recettes et processus de cuisson. Par ailleurs, les chercheurs étudient actuellement la possibilité de réduire la présence d'acrylamide dans les denrées alimentaires en bloquant la réaction pendant la cuisson, et les techniques agricoles pourraient être modifiées : on pourrait augmenter, par exemple, le taux de soufre dans le sol et diminuer le taux d'azote afin de réduire la teneur de certaines céréales en acrylamide.

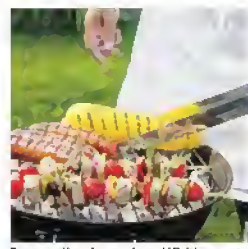
Donc prévenir, c'est possible ?

L'accumulation des AGE est certes irréversible, mais peut-être plus influen-

table. De nombreuses pistes sont actuellement à l'étude à la fois pour diminuer autant que possible l'apport ou la formation d'AGE et pour limiter son action dans l'organisme, à partir d'un récepteur aux produits de glycation avancés (RAGE) découvert dans différents tissus. En expérimentation in vivo chez des rats ou des lapins, on s'est ainsi aperçu que, alors que l'administration d'AGE induit des modifications vasculaires comparables à celles observées dans le diabète, le développement des lésions artérielles est au contraire prévenu par l'injection de molécules qui captent les AGE, en ne modifiant ni la concentration des graisses, ni celle du glucose dans le sang (1). Mais, en l'absence actuelle d'études chez l'homme, la prévention de la formation des AGE passe d'abord par la li-

mitation de leur consommation parallèlement à l'augmentation d'aliments et de boissons qui fournissent à contrario des molécules inhibitrices de la formation d'AGE, comme les fruits et les légumes, mais aussi le thé - vert ou noir - dont l'activité antioxydante permet de neutraliser les intermédiaires de la glycation. Enfin, il sera bientôt possible, par une simple analyse de sang ou d'urine, de connaître son taux de glycation, ce qui, pour les sujets à risques, sera un moyen simple d'apprécier précocement ses effets délétères pour la santé. Avec une bonne hygiène de vie, mais aussi, à terme, avec des médicaments actuellement à l'étude. ■

(1) Wautier JL, Schmidt AM. « Protein glycation : a firm link to endothelial cell dysfunction ». *Circ Res*. 2004 Aug 6 ; 95 (3) : 233-8. Review.



Pas question de se priver définitivement de grillades, à condition d'enlever tous les restes brûlés après chaque utilisation. S.MCSWEEENY/SLV/FOTOLIA



En Belgique, on peut choisir ses frites selon leur couleur et donc leur degré de cuisson, et les pommes de terre sont classées en fonction de leur qualité. DEVIAN/FI



On peut aussi plus souvent faire bouillir ou cuire à la vapeur les aliments. BARREY/ARTHAUD/PHIL/FOTOLIA

Du 28 septembre au 8 octobre 2014

LE FIGARO
CROISIÈRES

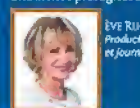
*Croisière
Musicale*

EXCLUSIVEMENT RÉSERVÉE AUX LECTEURS DU FIGARO

11 jours/10 nuits
À partir de 1755€*
TOUT COMPRIS

SICILE • GRÈCE • ITALIE

Une invitée prestigieuse



Avec la présence de



Une programmation
exceptionnelle orchestrée par :



pour cette croisière d'un plateau
d'artistes de renom : Dominique
Merlet, pianiste, Elisa Cengiz, soprano,
Philippe Muller, violoncelliste,
Emmanuel Bonifant, guitariste,
Sophie Lemaître-Waller, violoniste,
Philippe Perrot, flûtiste et
Philippe Neuboom, pianiste.

Avec la participation d'ANDRÉ LARQUIÉ



LE FIGARO
CROISIÈRES

Demandez ou téléchargez la brochure sur notre site : www.lefigaro.fr/croisiere

Pour recevoir GRATUITEMENT et sans engagement la documentation, téléphonez au **0800 034 272**
Prix de la carte : 4516 (appel gratuit depuis un poste fixe)

Pourquoi on s'accroche à des idées

On en sait plus sur les mécanismes psychologiques qui amènent à penser de manière dogmatique et à refuser toute contradiction.

PASCALLE SENK

ÉPILOGUE Vous en connaissez probablement, de ceux qui souffrent d'une maladie en «-isme» : dogmatisme, sectarisme, extrémisme, terrorisme intellectuel... Au départ, pourtant, ils avaient en eux des moteurs positifs, qu'il s'agisse d'un idéal, de valeurs, de convictions. Mais peu à peu leur idéologie est devenue un système fermé. Ils souffrent de détenir la vérité absolue, du moins telle qu'ils l'envisagent. Cette rigidité psychique peut se rencontrer dans tous les milieux, scientifiques ou artistiques, politiques ou religieux. Ce qui prouve qu'elle relève d'une manière de penser plus que d'une idéologie particulière.

Prenez Yves, 50 ans, musicien. Il est devenu végétarien, il y a une vingtaine d'années, par pacifisme et solidarité envers tous ces animaux comestibles qui, selon lui, «ont un système nerveux central et donc souffrent forcément lorsqu'on les abat pour les manger». Ses amis l'ont souvent admiré et soutenu dans sa quête, tant il se montrait touchant de considération pour nos amis animaux... Mais, peu à peu, ses revendications ont changé. Il est devenu de plus en plus critique envers les carnivores, puis insultant, refusant désormais de venir dîner chez des «mangeurs de cadavres». Sa non-violence est devenue caduque : il ne cesse d'agresser ceux qui ne partagent pas sa philosophie nutritionnelle, refusant même de dialoguer avec eux, sauf s'ils acceptent d'être «enrôlés».

Pour Françoise Mevel, psychologue et psychanalyste à Talence, qui a écrit dans l'ouvrage collectif *Croyances* (revue *Le Divan familial*, n° 32, printemps 2014), cette dérive extrémiste menace toute personne dont la conviction ne lui laisse aucun écart pour pouvoir penser et douter.

Pourtant, au départ, les idéologies sont nécessaires à tout un chacun pour pouvoir se construire : «Des croyances préconscientes, des valeurs, nous en avons tous, note la psychanalyste. Elles sont essentielles puisqu'elles nous permettent de penser, rêver, imaginer.» Et de rappeler que, grâce à elles, notamment à l'adolescence, grand moment «idéologique», nous pouvons passer de la filiation familiale au sentiment d'appartenance à d'autres groupes : groupes de pairs, mouvements religieux ou politiques... «Malheureusement, parmi ces croyances fondatrices, certaines peuvent devenir aliénantes, constate Françoise Mevel, notamment lorsqu'elles apparaissent incontrôlables à l'individu.» Si elles peuvent se «fixer» dans différents domaines, quelles sont leurs spécificités communes ? «Ce sont souvent des raccourcis de pensée, estime Illos Kotsou, chercheur en psychologie des émotions à l'université de Louvain

La précarité sociale, la solitude conduisent à chercher refuge dans de tels mécanismes

FRANÇOISE MEVEL, PSYCHOLOGUE ET PSYCHANALYSTE À TALENCE

qui vient de publier *Éloge de la lucidité* (Éd. Robert Laffont). Elles s'appuient sur des faits réels – par exemple, je stresse si je suis menacé –, mais la personne confond peu à peu ses pensées et les faits réels – je stresse à la seule pensée que quelqu'un me menace, même si, dans la réalité, il n'en est rien.»

Daniel Favre, chercheur en neurosciences, qui a longtemps enquêté sur la violence en milieu scolaire, confirme qu'il a souvent dû «dé-dogmatiser» les propos d'enseignants qui affirmaient haut et fort : «Nos élèves sont de plus en plus violents», simplement parce qu'ils avaient un jour aperçu deux élèves se battre dans la cour. Dans ce travail, le chercheur explique que l'emploi généré du verbe «être» au présent de l'indicatif est souvent le signe d'une «certitude aliénante». Mais quelles per-

sonnes sont susceptibles d'adhérer sans distance à une telle manière de penser ? «La précarité sociale, la solitude conduisent à chercher refuge dans de tels mécanismes, estime Françoise Mevel. Cela permet de faire l'économie de respecter l'altérité.» L'addiction idéologique peut aussi avoir été apprise dans un mode de pensée familial où ni la nuance ni le doute n'avaient leur place.

«Plus longtemps et plus la personne a investi dans une croyance, y compris sur elle-même – "Je suis maladroit, donc je n'agis pas", par exemple –, plus il lui sera difficile de la remettre en question, explique Illos Kotsou, car ces certitudes donnent essentiellement l'illusion d'un moi stable.» Elles peuvent aussi donner l'illusion d'un monde stable : ainsi, parmi les personnes qui se lancent dans une vente pyramidale, ce sont souvent celles qui ont investi le plus d'argent qui ont du mal à admettre que cette entreprise les a fourvoyées.

C'est sans doute là le point commun entre les dogmatiques de bords pour tant divergents : «L'instabilité cognitive, les "nuances du penser" les agissent», observe le chercheur. Ainsi, à certains moments, une idéologie peut ressembler à un éden dans lequel on a envie de plonger : ne nous promet-elle pas de combler tous nos manques ? ■



DANIEL FAVRE
Docteur en neurosciences et professeur en sciences de l'éducation

«La certitude libère un sentiment de puissance»

Daniel Favre est docteur en neurosciences et professeur en sciences de l'éducation à l'université de Montpellier. Il a publié *L'addiction aux certitudes*, ce qu'elle coûte et comment s'en sortir (Éd. Yves Michel).

LE FIGARO. – Pourquoi, parfois, tenons-nous tant à nos idées ?
DANIEL FAVRE. – En neurosciences, on peut constater qu'il n'y a pas d'un côté les neurones nous rendant objectifs et, de l'autre, ceux qui font de nous des passionnés. Nos émotions filtrent et modulent toutes nos pensées. Cependant, nous ne ressentons pas la même émotion quand nous disons «peut-être» et quand nous affirmons «c'est ça et rien d'autre !», cette certitude libérant en nous un sentiment de puissance. Quand une idée devient une certitude, c'est-à-dire quand elle cesse d'être une hypothèse et devient une vérité absolue, elle nous procure ce type d'émotion qui diminue l'anxiété, et dont on

peut devenir dépendant comme le boulimique à la nourriture ou le «geek» à son ordinateur.

Par quels mécanismes ?
Depuis 1982, des travaux ont montré que certains comportements générant en nous une production accrue d'endorphines (le stress, le sport intensif, la violence...) sont potentiellement addictifs. Nous avons besoin de les répéter, voire de les intensifier, pour retrouver la satisfaction qu'ils nous apportent... L'addiction aux certitudes repose sur ce même mécanisme.

En quoi peut-elle être destructrice ?
Certains épisodes sont bénins : vous vous apprêtez à sortir de chez vous, et ne retrouvez plus vos clés de voiture. Vous commencez à fulminer, parlez mal à votre épouse ou vos enfants qui se défendent d'y avoir touché... Peu à peu, vous voyez ces familiers comme des ennemis potentiels. Retrouver les clés calmera

le processus, mais dans le domaine idéologique, cela a des conséquences plus graves. Les guerres mondiales illustrent la façon dont l'attachement aux idées de certains peut conduire les peuples aux pires excès.

Pourquoi le doute nous attire-t-il moins ?
Le doute nous procure un sentiment d'insécurité inconfortable tant qu'on ne sait pas où il nous mène. Dans nos actions, nos choix, nous sommes en effet guidés par trois types de motivations : la première, héritée de l'enfance, nourrit notre sécurité dans une relation de dépendance à autrui. Prendre plaisir à réaliser des tâches que nous maîtrisons bien ou à discuter avec un ami qui partage les mêmes valeurs que nous relèvent de celle-ci. Nous sommes aussi motivés par le goût d'innover, d'exploiter... Même si nous risquons alors de nous tromper, nous avons là aussi la possibilité de croître, de devenir autonome, et

cela efface la dimension désagréable du doute. Enfin, troisième type de motivation, liée à l'addiction : nous avons intériorisé des injonctions émises par d'autres – «tu es nul» ou «tu es géniale» – qui parasitent nos ressentis et nos comportements. Nos satisfactions, dans ce cas, sont associées à la répétition inconsciente de comportements, mais aussi de contenus de pensées. La personne qui fonctionne comme cela peut éventuellement remettre en question ses idées, mais au prix d'une crise personnelle.

Mais n'avons-nous pas besoin de conviction pour vivre ?
La seule certitude dont nous aurions besoin, c'est celle de se sentir aimé pour nous-même sans jugement. Comme souvent elle nous fait défaut, nous cherchons ailleurs des certitudes et nous nous y accrochons comme à des bouées. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR P. S.

Au théâtre de la nuit, nous sommes les marionnettes de notre cerveau

Toutes les espèces du monde animal n'ont pas la chance d'en profiter, ou des s'en inquiéter. Les animaux à sang froid n'en n'ont pas. Les mammifères si, à des degrés divers. Les rêves ne sont pas l'apanage des humains. Mais nous sommes peut-être les seuls à vouloir les connaître et les comprendre. Et pour cela, les yeux fermés, il faut suivre le P^{re} Isabelle Arnulf, neurologue, directrice de l'unité des pathologies du sommeil de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris). Dans *Une fenêtre sur les rêves*, à travers un récit passionnant qui fourmille d'anecdotes, d'informations, de nouveautés scientifiques, elle nous fait découvrir cet univers parallèle qui peuple nos nuits. Mais pas de tout le monde. Car 0,4 % ou un peu moins de la population n'ont

jamais eu aucun souvenir de rêve de toute leur vie. Ce sont les «non-révères». À l'autre «extrême», certains rapportent cinq à dix rêves par nuit. Pour la population «normale», c'est en moyenne deux rêves par semaine. Et les femmes en moyenne se souviennent plus de leurs rêves que les hommes. Et Isabelle Arnulf de poser la question : comment mesurer les rêves ? «Alors quel est l'instrument de mesure des rêves. L'uniromètre ? Et que mesure-t-il ? » Si, intuitivement, nous pensons tous comprendre le sens de la majorité de nos rêves puisqu'il semble bien qu'ils naissent d'un remodelage, d'une reconstruction onirique de notre vie réelle, la quête d'Isabelle Arnulf va bien plus loin que cela. Elle veut comprendre la «mécanique» neurologique et biologique à l'œuvre

LE PLAISIR DES LIVRES

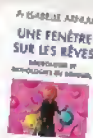
PAR JEAN-LUC NOTHIAS
janluc@lefigaro.fr

et, ce faisant, aider à en soigner les dysfonctionnements. C'est pour cela qu'elle et ses équipes sont allés voir, par exemple, des moines et moniales cloîtrés, avec des rythmes de veille et de sommeil très particuliers et ont étudié leur sommeil et leurs rêves et parfois, leurs cauchemars et hallucinations. Pour ces religieux qui parlent très peu dans la journée mais prient beaucoup, leurs rêves sont très «parlants» mais très peu «priants».

Elle est également allée voir les personnes souffrant d'un handicap, inné ou acquis, comme la surdité, la surdité-mutité, la cécité, la paraplégie ou l'amputation d'un membre. Et les résultats sont étonnants. Ainsi, l'une des expériences consistait à étudier les rêves d'un groupe de dix personnes sourdes-muettes depuis la naissance et d'un groupe entendant normalement. Tous sont invités à noter dans un carnet au réveil leur(s) rêve(s). Puis quatre évaluateurs, sans savoir qui avait rêvé quoi, devaient indiquer quels étaient les rêves des sourdes-muettes. Résultat, les évaluateurs se trompent constamment tellement les thèmes évoqués sont proches. «Au total, 49 % des sourdes-muettes révalent de parole entendue et 43 % parlent en rêve». Et, clin d'œil de l'auteur, elle

précise que sur les quatre évaluateurs, ceux qui se trompaient le plus étaient... les deux psychologues cliniciens. L'un psychanalyste, l'autre comportementaliste. «Finalement, on voit, grâce à toutes ces expériences, que la plupart des personnes handicapées en rêve ne le sont pas en rêve.» Bien d'autres questions sont abordées dans ce livre, comme «les somnambules rêvent-ils», «réviser en dormant... et en rêvant ?» ou «les rêves peuvent-ils être prémoniteurs ?».

UNE FENÊTRE SUR LES RÊVES
P^{re} Isabelle Arnulf.
Éd. Odile Jacob, 220 p.
21,90 €.



Viol à l'antigang : deux policiers mis en examen et suspendus

Un troisième fonctionnaire a été placé sous le statut de témoin assisté et également suspendu.

PAULE GONZALES ET JEAN-MARC LECLERC
pgonzales@lefigaro.fr jmlclerc@lefigaro.fr

JUSTICE Quatre gardes à vue de 48 heures, une audition chez le juge d'instruction dans la nuit de samedi à dimanche, deux mises en examen pour viol en réunion assorties d'un contrôle judiciaire, un témoin assisté, les trois policiers étant suspendus... Voilà le bilan désastreux de l'affaire de la jeune Canadienne qui a porté plainte pour viol en réunion par trois policiers de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) du 36 quai des Orfèvres. Sont impliqués un gardien de la paix, un major et un capitaine de l'antigang. « Ces faits sont hors norme. Ils ont eu lieu dans l'enceinte même du palais de justice, qui intègre la PJ à Paris », note un haut magistrat.

Ils se sont déroulés dans la nuit de mardi à mercredi dernier. Après une soirée trop arrosée au Galway, un pub irlandais où ont l'habitude de se retrouver les policiers de la PJ, une femme de 34 ans, fille d'un commissaire à la retraite de Toronto, est invitée pour une visite nocturne du 36. Sous l'emprise de l'alcool, le flirt enlaidi avec l'un d'entre eux se transforme en coït. À ses dires, elle aurait été violée par plusieurs policiers dans les bureaux de la BRI. Face à ses cris qui résonnent dans la cour en sortant, elle sera conduite au commissariat du IV^e arrondissement pour porter plainte, se plier à des expertises médicales et reconnaître sur photo ses agresseurs.

Pendant ce temps, ces derniers se seraient évertués à masquer les preuves du drame à grands craps d'eau de javel et de disparition d'objet personnels (bas, lunet-



Dans la nuit de mardi à mercredi dernier, une jeune femme aurait été violée par plusieurs policiers dans l'enceinte du Palais de Justice.

tes). Pour la justice, qui a confié l'enquête à l'inspection générale de la police nationale (IGPN, par ailleurs saisie administrative), l'urgence est d'isoler, par un contrôle judiciaire serré, les acteurs supposés pour éviter qu'ils ne se concertent.

« Le niveau de recrutement aurait-il baissé ? »

Ce viol présumé au 36 est-il un épiphénomène ou faut-il en tirer des leçons d'ordre général ? À l'IGPN, un ancien de la PP spéciale : « Pour un policier, s'endormir dans des lieux publics n'est déjà pas glorieux, amener une femme au service sans motif valable constitue une faute, la faire boire dans les locaux est impardonnable, et si un viol est commis, ce sont les règles qui guettent, avec circonstances aggravantes s'il a eu lieu en réunion. »

Les syndicats de policiers font le dos rond, ne voulant « pas accabler les collègues ». Un commissaire croit défendre l'institution en s'étonnant, lui, « que la fille soit rentrée si vite au Canada ». Mais c'est bien un comportement collectif qui est en cause. Avec des officiers contraints de

s'expliquer. « Le niveau de recrutement aurait-il baissé ? », interroge un ex-patron de l'antigang proche du pouvoir en place. « L'encadrement n'est peut-être plus ce qu'il était », ajoute un ancien chef adjoint du 36. La nouvelle génération de la BRI vit auréolée d'une gloire construite surtout par les anciens. Une reprise en main pourrait bien suivre pour des hom-

mes qui travaillaient autrefois à visage découvert et ne sortent plus en intervention désormais que sous des cagoules. Aujourd'hui, on ne sait même plus qui est le patron de l'antigang. Et pourtant, le nouvel arrivant depuis un mois, Christophe Molmy, a fait ses classes dans les plus grands services. Triste baptême du feu pour ce commissaire chevronné. ■

EN BREF

Un conducteur de go-fast abattu par des douaniers
Le conducteur de la voiture ouvreuse d'un « go-fast », un convoi de drogue à grande vitesse, a été tué par balle dimanche lors d'une course-poursuite avec des douaniers sur l'autoroute A7 à hauteur du péage de Lançon-de-Provence. Selon les premiers éléments, la victime aurait tenté d'échapper au contrôle de la douane.

La Courneuve : un sexagénaire battu à mort

Un homme de 69 ans est mort samedi matin dans son pavillon de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) après avoir été roué de coups. Vers 6 heures, les pompiers ont découvert cet homme agonisant à son domicile. L'enquête a été confiée à la brigade criminelle de Paris. Une autopsie sera réalisée en début de semaine.

Un gardien d'école mis en examen pour viols hors du cadre scolaire

Le gardien d'une école élémentaire d'Étampes (Essonne) a été mis en examen et écroué pour viols et agressions sexuelles sur une mineure de moins de quinze ans. Les agressions se seraient produites hors du cadre scolaire. Le suspect, qui aurait reconnu une partie des faits, a été placé en détention provisoire à la prison de Fleury-Mérogis.

Un séducteur en série jugé pour assassinat

Jamel Leulmi est accusé d'avoir fait souscrire une assurance-vie à ses conquêtes avant de s'en débarrasser.

AGNÈS GROSSMANN

JUSTICE Séducteur ou assassin ? Lundi s'ouvre à Evry le procès de Jamel Leulmi, défendu par pas moins de quatre avocats dont l'un des témoins du barreau, M^e Eric Dupond-Moretti. Ex-professeur de génie civil reconstruit en chef d'entreprise, ce Franco-Algérien de 36 ans est accusé d'assassinat, de tentative d'assassinat et d'escroquerie aux assurances.

Selon les psychologues qui l'ont expertisé, l'accusé a un « ego surdimensionné », un « narcissisme sans faille » et chez lui « la séduction est utilisée comme une arme ». Entre 2006 et 2010, Jamel Leulmi a séduit trois jeunes femmes qu'il a convaincues de souscrire des assurances-vie à son profit. À leurs risques et périls.

Kathlyn Vasseur, ravissante brune de 26 ans, rencontrée dans une salle de sport, a été tuée en janvier 2007 dans un accident de vélo deux mois après avoir épousé Jamel Leulmi et huit mois après l'avoir rencontré. Il était avec elle lorsqu'elle s'est fait percuter par une voiture. Selon des témoins, il aurait tout fait pour retarder les secours. Kathlyn Vasseur avait souscrit plusieurs assurances vie. À sa mort, son époux a obtenu 1,2 million d'euros. Un pactole qui a permis au jeune veuf de mener la grande vie. Appartement, voiture, jet ski, montres et téléphones dernier cri, Jamel Leulmi n'a pas caché sa fortune soudaine. Il l'a aussi investie dans un parc de jeux pour enfants, le Coco Island, dont il est devenu le gérant. C'est là que, en octobre 2009, il a rencontré Julie Derouette, une jolie blonde de 26 ans, mère célibataire de deux enfants. Elle est tombée folle amoureuse de lui. Il était si prévenant, Un

véral prince charmant. Un mois après leur rencontre, elle a accepté de l'épouser. Il lui a alors demandé de souscrire pour près de 5 millions d'euros d'assurances-vie. C'est lui qui a payé les cotisations. En décembre 2009, lors d'un voyage en amoureux au Maroc, Julie Derouette a été victime d'un accident de voiture dont elle a réchappé miraculeusement. Dès qu'elle a été couchée, pour de longs mois, sur son lit d'hôpital, Jamel Leulmi l'a oubliée. C'est elle qui a alerté la police en juin 2010 après un cambriolage sans effraction où tous ses contrats d'assurance-vie avaient disparu. Pour elle, tout est devenu clair, Jamel Leulmi, qui avait ses clés, avait voulu faire disparaître des preuves.

« Tous les coups vont être permis »

Lors de son arrestation le 3 août 2010, l'accusé s'était lié à une jeune femme, qui avait déjà souscrit pour plus de 2 millions d'assurances-vie et qu'il s'appropriait à l'emmenant en voyage.

Jamel Leulmi clame son innocence et crie au complot orchestré par Julie Derouette. L'axe de la défense est clairement de décrédibiliser la jeune femme, principale accusatrice. Celui qui se présente comme un libertin à la Casanova arrivera-t-il à convaincre les jurés de son innocence ? À deux jours du procès, ses avocats ont cité trente-trois nouveaux témoins, ce qui porte à cent dix le nombre de ceux qui devraient témoigner à la barre. Pour l'avocate de Julie Derouette, M^e Cathy Richard, il s'agit d'une manœuvre de la défense qui vise à désorganiser le procès la veille de son ouverture. « Cette façon de faire annonce que tous les coups vont être permis. » ■

Toulon défendra son titre européen

Victorieux du Munster (24-16), le RCT va tenter la passe de deux contre les Saracens.

ARNAUD COUDRY [@ArnaudCoudry](#)
ENVOYÉ SPÉCIAL À MARSEILLE

À Cardiff, pour un double

Vainqueur au forceps du Munster en demi-finale, le Rugby Club Toulonnais disputera le 24 mai (18 heures) sa deuxième finale de H Cup d'affilée, face aux Saracens qui ont laminé Clermont dans l'autre demi-finale (lire encadré). Une performance dans la continuité qu'avaient réussie par le passé deux autres équipes françaises : Brive (1996, 1997) et Toulouse (2003, 2004, 2005). Bernard Laporte va disputer sa 5^e finale depuis qu'il a pris en main le RCT. Im-

pressionnant. Après avoir déroulé en quart contre le Leinster, les Rouge et Noir ont plus souffert face à l'autre province majeure. Comme prévu, l'affrontement a été féroce au Stade-Vélodrome entre les Irlandais qui disputaient leur onzième demi-finale de H Cup (record devant Toulouse, 10) et les Varois. Et, dans cette épreuve de force, les défenses se sont plus mises en évidence que les attaques. Le match s'est longtemps résumé à un duel de buteurs. Et le RCT, qui avait réussi lors de ses dernières sorties à produire un jeu alerte, est revenu à un rugby plus restrictif, plus pragmatique. Au retour des vestiaires, après un ballon contré récupéré par Bryan Habana, Steffon Armitage pensait marquer en coin, mais Simon Zebou l'avait préalablement propulsé en touche (43'). Ce même Zebou s'appliquait, dix minutes plus tard, après un bon travail des avants dans les 22 mètres toulonnais (18-16, 53'). Acculés, les joueurs de Bernard Laporte semblaient alors accuser le coup. Mais le carton infligé à Keith Earls pour une obstruction sur David Smith (64') et la pénalité réussie, dans la foulée, par Wilkinson relançaient les Varois (21-16), qui poussaient mais n'arrivaient pas à forcer le verrou irlandais. L'ouvreur anglais passait, dans les derniers instants, la pénalité qui sécurisait le succès varois (24-16, 80'). Mourad Boudjellal pouvait aller exulter.

Un rude combat d'avants

Lors de la démonstration de force et d'efficacité infligée aux Toulonnais en quart de finale (47-23), les Irlandais s'étaient appuyés sur des avants redou-



Comme prévu, l'affrontement a été féroce entre Irlandais et Varois, dimanche au Stade-Vélodrome. Ici, Simon Zebou et Bryan Habana à la lutte. BERTRAND LANGLOIS/APP

tables, dans le sillage de l'émblématique deuxième ligne Paul O'Connell. Face au RCT, également réputé pour la puissance de son pack, le mano à mano a été féroce, après. Le Munster a construit sa légende sur la férocité de ses avants et, s'il a étoffé son jeu pour revenir au premier plan, il reste toujours une référence dans le secteur de la conquête. Les Munstermen ont d'ailleurs fait des bal- lons portés l'une de leurs armes de pré- diction. C'est après l'un d'entre eux que Toulon a encaissé un essai par l'ailler Zebou. En mêlée, les deux équipes se sont rendu coup pour coup. Le duel

entre l'ancien All Black du RCT, Carl Hayman, et l'Irlandais Dave Kilgusne a été épique, chacun poussant l'autre à la faute à tour de rôle. Privé de plusieurs de ses hommes forts (Beith, Williams, Masse, Sheridan), Toulon a su rempor- ter l'épreuve de force. Solide, comme l'an passé.

Wilkinson, le retour du « serial buteur »

Hormis une pénalité de Delon Armitage, il a inscrit la totalité des points de son équipe avec six pénalités et un drop. Déterminant, « match winner ».

Lyon retrouve le Top 14 et montre les crocs

Deux ans après son unique apparition en Top 14, Lyon retrouvera l'élite du rugby français la saison prochaine. À deux journées du terme de la Pro D2, le Lou a été sacré champion de France samedi, en battant Tarbes à domicile (31-13) et signant ainsi une 14^e victoire dans son Maimot Stadium, en l'espe du coup de sifflet final. Si Sébastien Chabal devrait annoncer la fin de sa carrière, son compère Lionel Nallet pourrait, lui, prolonger l'aventure d'une année. L'équipe lyonnaise, entraînée par l'Australien Tim Lane, a survolé la saison en Pro D2 et a pu préparer au mieux son retour dans l'élite. Sept signatures ont déjà été actées : G. Smith, Tul, Felsina, Ghezal, Puricell, Gunther (prêté par Toulon), Brett. Et d'autres pourraient suivre (Poncal, Matadigo, Lorée...). Avec un budget qui avoisinerait les 20 M€, Lyon, soutenu par la société GL Events, entend évidemment s'installer durablement en Top 14, mais aussi rapidement rivaliser avec les meilleurs. La saison 2011-2012 s'était soldée par un pitoyable bilan de 5 victoires en 26 matchs (3 nuls). Le Lou a cette fois les crocs. A.C.

Clermont, humilié, se relèvera-t-il ?

L'ASM a été violemment éliminé samedi à Twickenham par les Saracens (46-6), qui ont inscrit six essais. Clermont détient désormais un triple record en demi-finale de la H Cup : plus grand nombre de points et d'essais encaissés, plus grand écart concédé. L'ailler Chris Ashton, auteur d'un doublé, est devenu le recordman des essais marqués en une saison européenne (11). Les doutes récents concernant les sautes de concentration des Clermontois étaient donc justifiés. Les joueurs de Vern Cotter, en partance pour l'Écosse, parviendront-ils à se relever en Top 14 ? A.C.

Touche à l'ischio-jambiers dès la 29^e minute du quart de finale contre le Leinster à Mayol, Jonny Wilkinson faisait son retour face au Munster. Dans une rencontre tendue, l'Anglais a une nouvelle fois fait mouche au pied mais il a également apporté de la sérénité, balle en main, permettant aux Varois de se maintenir à flot. La saison dernière, l'ouvreur anglais avait littéralement porté son équipe, en quart face à Leicester et en demi-finale face aux Saracens. Avec le retour aux affaires de sa « machine à scorer », le RCT défendra chèrement sa peau en finale face aux Saracens, qui doivent forcément se souvenir que l'Anglais avait inscrit la totalité des points de son équipe (24-12) l'an dernier en demi-finale. Face à un Owen Farrell, qui faisait figure de petit élite totalement dépassé par son maître... ■

Pourquoi le Paris SG coince...

Le leader tire la langue et n'a pas été capable de s'imposer à Sochaux, en lutte pour sa survie dans l'élite. Son sacre est repoussé au plus tôt au 7 mai.

ROMAIN SCHNEIDER [@schneiderRomain](#)

FOOTBALL. Décidément le Paris SG a bien du mal à conclure dans la dernière ligne droite. Ou est passé le leader flamboyant qui a survolé la Ligue 1 depuis le début de saison ? Battu par Lyon (1-0), laborieux contre Evian à domicile (1-0), et accroché par un relégable (1-1), le club de la capitale marche à l'ordinaire.

RÉSULTATS

35^e JOURNÉE LIGUE 1

NANTES	1-1	MARSEILLE
AJACIO	1-4	MONACO
RENNES	1-1	LOIRET
MONTPELLIER	2-1	TOULOUSE
NICE	1-0	REIMS
EVYAN TG	1-2	ST-ÉTIENNE
GUINGAMP	1-0	VALENCIENNES
SOCHAUX	1-1	PARIS SG
LYON	4-1	BASTIA
LEZÉ	0-0	BORDEAUX

CLASSEMENT

	PTS	V	E	N	D	P	D	Diff.
1 → PARIS SG	83	35	25	8	2	26	20	+56
2 → MONACO	75	35	22	8	4	50	28	+31
3 → LILLE	64	34	18	10	6	38	20	+18
4 → SAINT-ÉTIENNE	60	35	17	9	9	48	32	+16
5 → LYON	58	35	16	10	9	53	39	+14
6 → MARSEILLE	53	34	11	11	10	47	37	+10
7 → BORDEAUX	48	34	12	12	10	45	39	+6
8 → REIMS	45	35	11	12	12	41	47	-6
9 → TOULOUSE	45	35	11	12	10	45	39	+6
10 → NANTES	44	35	12	8	15	36	39	+3
11 → BASTIA	44	35	12	8	15	39	55	-16
12 → LOIRET	43	35	11	10	14	45	49	-4
13 → MONTPELLIER	42	35	8	18	9	45	45	0
14 → NICE	42	35	12	6	17	30	39	-9
15 → RENNES	40	35	9	13	13	41	41	0
16 → GUINGAMP	38	35	10	8	17	31	40	-9
17 → EVIAN TG	38	35	9	11	15	34	50	-16
18 → SOCHAUX	34	35	8	10	17	33	57	-24
19 → VALENCIENNES	29	35	7	8	20	35	59	-24
20 → AJACIO	20	35	3	11	21	34	67	-53

depuis la déception en quart de finale de la Ligue des champions contre Chelsea le 8 avril (défaite 2-0 et élimination).

Le PSG devra donc patienter avant d'avoir une nouvelle chance de remporter le championnat. Un titre qui lui tend les bras, le deuxième d'affilée, le quatrième sacre de son histoire. La fin de saison semble interminable depuis l'élimination contre Chelsea. Dimanche, le leader, dans le dur, a frôlé la correctionnelle dans le Doubs. Les Parisiens ont pourtant mené 1 à 0 à la pause. À l'inverse de ce dont ils étaient capables précédemment dans la saison, les hommes de Laurent Blanc n'ont pas trouvé les ressources nécessaires pour faire la différence en attaque après l'égalesation sochalienne. Fébriles en défense, ils auraient même pu perdre la rencontre.

Le président du Paris SG, Nasser al-Khelaifi, a logiquement affirmé que son équipe « ne méritait pas de gagner ce match ». L'assure semble contagieuse dans le groupe. Plus mentale que physique, selon l'entraîneur Laurent Blanc : « Paris a été trop moyen pour gagner face à une très bonne équipe de Sochaux qui a été très vaillante et qui, en contre, aurait pu nous faire mal. Il y avait beaucoup de motivation sur le terrain : être champion pour les uns et se sauver pour les autres. Et ce soir, la motivation pour le sauvetage a été beaucoup plus palpable. »

Auteur d'un beau but pour l'ouverture du score, Cavani a également fait preuve d'inefficacité en fin de match. L'Uruguayen - 27 buts quand même cette saison - a relancé le débat sur les mondialistes levant quelque peu le pied d'un peu plus d'un mois du grand rendez-vous brésilien. « Il ne faut pas s'écarter que les joueurs pensent à la Coupe du monde. Je n'ai pas senti de frein dans



Le jolif du Edinson Cavani (notre photo) ne peut pas faire oublier le spectacle très moyen offert par les Parisiens, dimanche à Sochaux. SEBASTIEN ROZDOL/APP

l'engagement, assure Blanc. Il reste un petit effort pour prendre des points contre Rennes. On va d'abord bien récupérer, car les joueurs sont fatigués physiquement et aussi psychologiquement. »

Thiago Silva, qui a été privé de la PSG du sacre en marquant contre son camp à la 56^e minute, a perdu de sa superbe habituelle ces dernières semaines. Il n'a

eu une excellente saison. Il a eu un coup de moins bien, défend le technicien parisien. C'est avant tout un problème physique, les joueurs, notamment au milieu, ont beaucoup donné cette saison. »

Avec huit points d'avance sur Monaco à trois journées du terme de la L1, le club de la capitale possède, cela dit, une marge très confortable et personne n'imaginerait les hommes de Laurent Blanc coiffés sur le fil par les Monégasques... Le PSG pourrait d'ailleurs être sacré champion le 7 mai prochain sans jouer si son dauphin ne gagne pas son match contre Guingamp programmé deux heures plus tôt... Si le club de la Principauté bat l'EAG, il faudra en revanche que le PSG s'impose au Parc contre Rennes pour être champion. Une bonne nouvelle finalement pour les supporters, qui fêteront le titre à domicile. Moins appétissant et moins affamé, le leader a encore un petit effort à effectuer dans son antre. Bonne nouvelle, Zlatan Ibrahimovic pourrait fêter son retour ce jour-là... ■

Bonne nouvelle, Zlatan Ibrahimovic pourrait fêter son retour face à Rennes

pourtant pas démerité, dimanche. On n'en dira pas autant de Thiago Motta, épaulant toute la saison mais méconnaissable dans le Doubs (malgré une belle passe décisive). La tête ailleurs. À l'image de Marco Verratti. Rentré à la place de Cabaye, l'Italien est passé complètement à côté de son sujet, accumulant les ballons perdus et ratant seul face au but une énorme occasion. « Marco Verratti

EN BREF

Judo : record pour les Bleus

L'équipe de France a battu son record de médailles lors des championnats d'Europe de Montpellier. Aux 13 récompenses individuelles, dont 6 titres (avec celui de Teddy Riner), 4 médailles d'argent et 3 de bronze, il faut ajouter l'or dimanche dans la compétition par équipes féminine et le bronze pour les hommes.

Voile : suspense à Saint-Barthélemy

Quatre duos, regroupés en 16 milles, pouvaient encore gagner la Transat AG2R La Mondiale, qui livrera son verdict ce lundi à Saint-Barthélemy. Suspense garanti notamment entre Gabinet-Michal (Sofran-Guy Cotten) et Delahaye-Richomme (Mucif) séparés par 6 milles.

Cyclisme : Guerrans vainqueur à Liège

L'Australien Simon Guerrans a remporté la 100^e édition de Liège-Bastogne-Liège dimanche en devançant au sprint Alexandro Valverde et Michal Kwiatkowski. Romain Bardet a pris la 10^e place.

Golf : première pour Lévy

Alexander Lévy, 23 ans, a remporté le Volvo China Open en devançant de quatre longueurs Tommy Fleetwood avec un score total de -19. Le Varois remporte le premier titre de sa carrière et devient le premier tricolore sacré sur le Tour européen cette année.

Résultats du week-end

Moto : la Kawasaki n°11 de l'équipage français Leblanc-Lagrive-Salchard vainqueur du Bol d'Or à Magny-Cours. Tennis : Nishikori (Jap) vainqueur à Barcelone face à Giraldo (Col) 6-2, 6-2 ; Dimitrov (Bul) vainqueur à Bucarest contre Rosol (Tch) 7-6, 6-1 ; Sharapova (Rus) vainqueur à Stuttgart face à Ivanovic (Ser) 3-6, 6-4, 6-1.

LE CARNET DU JOUR

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité

par téléphone

0156 52 27 27

par télécopie

0156 52 20 90

par courriel

carnetdujour@figaromedias.fr

en nos bureaux

14 boulevard Haussmann,

75009 Paris,

sur notre site :

www.carnetdujour.lefigaro.fr

Tarif de la ligne C TTC :

Du lundi au jeudi

24 € jusqu'à 25 lignes

22 € à partir de 26 lignes

Vendredi ou samedi

27 € jusqu'à 25 lignes

25 € à partir de 26 lignes

Reduction à nos abonnés : nous consulter

Les lignes comportant des

caractères gras sont facturées

sur la base de deux lignes ;

les effets de composition

sont payants ;

chaque texte doit comporter

un minimum de 10 lignes.

Reprise des annonces sur :

www.carnetdujour.lefigaro.fr

www.dansnoscoeurs.fr

Tel Abonnements :

0170 37 3170

conférences

Le Collège des Bernardins propose une table ronde, le mardi 29 avril 2014, à 20 heures,

Comment retrouver la valeur du travail ?

avec notamment Philippe Chaminade, économiste et professeur à l'université Paris Dauphine, Hugues de Montfaucon, président des Semaines sociales de Paris, Bertrand Maccabéo, associé fondateur de MyCircle et vice-président des Entrepreneurs et Délégués Chrétiens. Débat animé par Henri Lecœur, journaliste.

Participation à prévoir : 20, rue de Philary, Paris (5^e), téléphone : 01 53 10 74 44, www.collegedesbernardins.fr

commémoration

Commemoration de la déportation des Juifs de France par l'association Les Hiv et Filles de Déportés Juifs de France, avec le soutien de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah.

Une cérémonie rappellera la mémoire des déportés du convoi n°72 parti, il y a 70 ans, du camp de Drancy pour le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau, avec à son bord 1004 personnes dont 179 enfants.

Le mardi 29 avril 2014, à 12 heures, au Mémorial de la Shoah, 17, rue Geoffroy l'Asnier, Paris (4^e). Les noms des déportés du convoi n°72 seront lus à cette occasion. Remerciements : FFHJ, téléphone : 01 45 61 18 78, klarsfeld.ffhjd@wanadoo.fr

dents

Mme Christophe Bouzoud, son époux, Stanislas, Adrien, Gaëlle et Thibault, ses fils,

Mme Albert Bouzoud, sa mère, la marquis de Sainte-Marie d'Agneaux, sa belle-mère,

Véronique et Jacques (†) Widemann-Gulran, Laurent et Isabelle Bouzoud, Pauline et Philippe Queille, le marquis et la marquise de Sainte-Marie d'Agneaux, le comte et la comtesse de Sainte-Marie d'Agneaux, ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, et leurs familles

ont la douleur de vous faire part du décès de

Christophe BOUZOU

endormi dans la Paix du Seigneur le 22 avril 2014.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine.

Ni fleurs ni couronnes, des prières et des messes.

M. et Mme Roger Clément, ses parents, M. Pierre Clément et sa compagne, son frère et sa belle-sœur, et toute la famille

ont la douleur de vous faire part du décès de

Mme Anne Clément

survenue le 21 avril 2014, à l'âge de 58 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 30 avril 2014, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre, 3, rue Alfrede-Sauvère, à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne), où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale, au cimetière La Plie, 45, boulevard du Général Girard, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), dans le caveau de famille.

25, avenue Saint-Louis, 44210, La Varenne-Saint-Hilaire, 5, villa de la Musique, 62040 Combréville.

Jean-Marie Sander, président de Crédit Agricole SA

Jean-Paul Chifflet, directeur général de Crédit Agricole SA,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Mme Annick Clément

directrice du management des carrières et des talents de Crédit Agricole SA,

survenue le 21 avril 2014, des suites d'une longue maladie, à l'âge de 58 ans.

L'ensemble des collaborateurs du groupe Crédit Agricole s'associe à la peine de sa famille.

La messe d'obèques sera célébrée le mercredi 30 avril 2014, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre, 3, rue Alfrede-Sauvère, à Charenton-le-Pont.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

Jean Chapon, son époux, Bénédicte et Alain Besson, Jean-Paul Chapon, Christine et Alain Korman-Chapon, ses enfants, Florence, Pierre, Pascal, Jules, Vincent, ses petits-enfants, Luis Acosta, Annie Quéré, sa sœur, Jacinta, Lucia, Louis, et toute la famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Sabine CHAPON

née Laroche,

le 25 avril 2014, dans sa 89^e année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 30 avril, à 16 h 30, en l'église de Châteaufort de Gagny (Seine-Saint-Denis), suivie de l'inhumation au cimetière de Châteaufort de Gagny.

Une messe sera dite à son intention le mardi 5 mai, à 19 heures, en l'église Notre-Dame de Nazareth, 381, rue Lecourbe, Paris (15^e).

196, avenue Félix-Faure, 75015 Paris.

Mme Léon Delesalle, sa mère, Alix, Marie et Maxime, ses enfants, Salomé, Ulysse, Tatiana, Joseph et Louis, ses petits-enfants, Laurence, Sylvie, Ilenn et Thierry, ses frères et sœurs, ses nombreux neveux et nièces ainsi que leurs époux, épouses et conjoints

ont la douleur de vous annoncer le décès de

Mme Paoline DELESALLE

le 25 avril 2014.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-François de Sales, rue Ampère, Paris (17^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Thierry Gauthier, M. et Mme Patrick Cambert, Alexandra, Jacky, Benjamin, Sarah, Jonathan, Milena, Nastasia, Léopold

ont la douleur de vous faire part du décès de

Mme Myriam GAUBERT

survenue le 25 avril 2014, à l'âge de 89 ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 28 avril 2014, à 11 heures, à la porte principale du cimetière paréolien de Bagneux.

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. et Mme Ali Bourd

et leurs enfants, le comte et la comtesse Olivier de Gaulmyn et leurs enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. et Mme Ali Bourd

et leurs enfants, le comte et la comtesse Olivier de Gaulmyn et leurs enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. et Mme Ali Bourd

et leurs enfants, le comte et la comtesse Olivier de Gaulmyn et leurs enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. et Mme Ali Bourd

et leurs enfants, le comte et la comtesse Olivier de Gaulmyn et leurs enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. et Mme Ali Bourd

et leurs enfants, le comte et la comtesse Olivier de Gaulmyn et leurs enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. et Mme Ali Bourd

et leurs enfants, le comte et la comtesse Olivier de Gaulmyn et leurs enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. et Mme Ali Bourd

et leurs enfants, le comte et la comtesse Olivier de Gaulmyn et leurs enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. et Mme Ali Bourd

et leurs enfants, le comte et la comtesse Olivier de Gaulmyn et leurs enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. et Mme Ali Bourd

et leurs enfants, le comte et la comtesse Olivier de Gaulmyn et leurs enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. et Mme Ali Bourd

et leurs enfants, le comte et la comtesse Olivier de Gaulmyn et leurs enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. et Mme Ali Bourd

et leurs enfants, le comte et la comtesse Olivier de Gaulmyn et leurs enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. et Mme Ali Bourd

et leurs enfants, le comte et la comtesse Olivier de Gaulmyn et leurs enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. et Mme Ali Bourd

et leurs enfants, le comte et la comtesse Olivier de Gaulmyn et leurs enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. et Mme Ali Bourd

et leurs enfants, le comte et la comtesse Olivier de Gaulmyn et leurs enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. et Mme Ali Bourd

et leurs enfants, le comte et la comtesse Olivier de Gaulmyn et leurs enfants

Pottiers (Vienne).

Hubert Genestier, François Genestier, Anne-Lise Valade, ses enfants, et leurs familles, le docteur et Mme Jacques Sébaux

et sa famille

vous font part du décès de

général Joseph GENESTIER

commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, croix de guerre des TOE, croix de la Valeur militaire,

le 25 avril 2014, à son domicile, à l'âge de 93 ans.

La messe sera célébrée le mardi 29 avril 2014, à 10 heures, en l'église Saint-Hilaire de Pottiers.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 15 h 30, au cimetière de Saint-Victor-sous-Aixe (Creuse).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Moullenn en Pareds (Vendée).

Pottiers (Vienne).

Le capitaine de frégate (R.) Xavier Gossard de la Droitière, son époux,

Cécile et Françoise Gossard de la Droitière, son fils et sa belle-fille, ses petits-enfants

ont la douleur de vous faire part du décès de la

baronne Xavier Gossard de la DROITIÈRE

Clotilde née de Carcnot,

survenue le 25 avril 2014, à l'âge de 89 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril 2014, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre de Moullenn-en-Pareds, suivie de l'inhumation au cimetière de Menard-la-Barotière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Gossard de la Droitière repose à son domicile, 10, place Marchand-de-Lattre, à Moullenn-en-Pareds.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anne-Marie et Jean Roussau, Bernadette et Philippe Galy, Marie-Noëlle et Philippe (†) Mancron,

Clair et Michel Nollé de Bazoumelle, ses filles et gendres, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Marie-Thérèse GRENET

née Galy,

le 26 avril 2014, dans sa centième année.

Elle a rejoint son mari, le docteur Pierre Grenet décédé le 16 août 1999.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

518, promenade du Vieux-Pont, 72400 Menthon-Saint-Bernard, 134, rue du Chêne, 92100 Boulogne-Billancourt, 12, parc du Château, 78430 Louveciennes, 81, avenue André-Mourlet, 92100 Boulogne-Billancourt.

survenue le 24 avril 2014, dans sa 81^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 30 avril, à 11 heures, en la cathédrale Saint-Louis des Invalides, Paris (7^e).

Sassierges-Saint-Germain, Saint-Acan-de-Monts.

Mme Jean Guériveau, son épouse,

Catherine de Beaufort, Antoine et Florence Penot, Philippe Guériveau, ses enfants,

Augustin et Anne Girard, Guillaume de Beaufort, Jean-Robert et Édouard Penot, ses petits-enfants, Arthur et Alexis, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Jean GUÉRIVEAU

le 25 avril 2014, dans sa 95^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril 2014, à 10 h 30, en l'église de Sassierges-Saint-Germain.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 18 heures, au cimetière de Saint-Jean-Monts.

Greuille, 36120 Sassierges-Saint-Germain.

Hôtel de la Plage, 63160 Saint-Jean-Monts.

Apne Claude Horowitz, née Maissi, son épouse, et son fils, Fabien,

Hélène Roupiol, née Horowitz, sa fille, et son fils, Jérôme,

ont la tristesse de vous annoncer le décès de leur

marie, père et grand-père,

vous font part du décès de

Roman Aaron HOROWITZ

survenue le 26 avril 2014, à l'âge de 94 ans.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

Anne Claude Horowitz, 10, route de Chaurmont, 92080 Cœur-la-Forêt.

Hélène Roupiol, 41, rue de l'Abbé-Cruille, 75015 Paris.

survenue le 26 avril 2014, à l'âge de 94 ans.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

Anne Claude Horowitz, 10, route de Chaurmont, 92080 Cœur-la-Forêt.

Hélène Roupiol, 41, rue de l'Abbé-Cruille, 75015 Paris.

survenue le 26 avril 2014, à l'âge de 94 ans.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

Anne Claude Horowitz, 10, route de Chaurmont, 92080 Cœur-la-Forêt.

Hélène Roupiol, 41, rue de l'Abbé-Cruille, 75015 Paris.

survenue le 26 avril 2014, à l'âge de 94 ans.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

Anne Claude Horowitz, 10, route de Chaurmont, 92080 Cœur-la-Forêt.

Hélène Roupiol, 41, rue de l'Abbé-Cruille, 75015 Paris.

survenue le 26 avril 2014, à l'âge de 94 ans.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

Anne Claude Horowitz, 10, route de Chaurmont, 92080 Cœur-la-Forêt.

Hélène Roupiol, 41, rue de l'Abbé-Cruille, 75015 Paris.

survenue le 26 avril 2014, à l'âge de 94 ans.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

Anne Claude Horowitz, 10, route de Chaurmont, 92080 Cœur-la-Forêt.

Hélène Roupiol, 41, rue de l'Abbé-Cruille, 75015 Paris.

survenue le 26 avril 2014, à l'âge de 94 ans.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

Anne Claude Horowitz, 10, route de Chaurmont, 92080 Cœur-la-Forêt.

Hélène Roupiol, 41, rue de l'Abbé-Cruille, 75015 Paris.

survenue le 26 avril 2014, à l'âge de 94 ans.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

Anne Claude Horowitz, 10, route de Chaurmont, 92080 Cœur-la-Forêt.

La comtesse de Leissègues de Pennayen, née Jacqueline Dorange, son épouse,

Arnaud et Bertille de Leissègues de Pennayen, ses filles et gendres, ses petits-enfants et ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Mme Jean PAULHAC

née Pierrette Rahis,

h l'âge de 88 ans, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 30 avril 2014, à 15 heures, en l'église d'Ivy-le-Vie (Cher).

Correspondances : 10, rue de Rosnayvilliers, 75016 Paris.



Le milliardaire serbe Miroslav Miskovic arrive au Tribunal spécial à Belgrade pour l'ouverture de son procès, le 14 novembre dernier. (D. KORDJIC/REUTERS)

Serbie, le théâtre des corrompus



Thierry Portes
tportes@lefigaro.fr

ENVOYÉ SPÉCIAL À BELGRADE

En haut de sa tour Delta, dans la vaste salle à manger de son holding dominant le nouveau Belgrade, Miroslav Miskovic ne semble pas le moins du monde affecté par les affaires et rumeurs autour de sa personne. À 68 ans, l'homme le plus riche de Serbie est un tranquille milliardaire en liberté sous caution. Un chef d'entreprise qui ne parle et ne vit que pour le business, insensible, au moins en apparence, à la campagne contre la corruption menée par son pays et l'Union européenne, dont il est pourtant, à ce jour, la seule victime à Belgrade.

Le succès électoral d'Aleksander Vucic, chargé de former le prochain gouvernement en Serbie dans la foulée des législatives du 16 mars dernier, doit beaucoup à cette croisade et à l'arrestation de Miroslav Miskovic, le symbole des « tycoons » balkaniques, ceux que l'on nomme ailleurs oligarques. Inculpé avec son fils et huit de ses associés pour des détournements présumés dans une de ses entreprises travaillant à la construction de routes, le milliardaire, après six mois de préventive, a versé en juillet dernier 12 millions d'euros, la plus grosse caution jamais payée en Serbie. Il a depuis recouvré la liberté, en attendant que son procès ne reprenne.

Miroslav Miskovic, qui a accepté mi-mars une rencontre avec *Le Figaro* qu'il avait toujours refusée aux autres médias nationaux et internationaux, reçoit donc à déjeuner, dans la salle à manger attenante à son tout aussi vaste bureau, avec sa collaboratrice qui assure la traduction en anglais. Fils d'un savetier de Krusevac, ce sexagénaire au corps sec de coureur qu'il fut dans sa jeunesse, consacrée également aux études économiques, dit avoir toujours voulu être « le numéro un ou rien », au nom d'une philosophie personnelle : « en noir et blanc ».

Petits arrangements entre amis du pouvoir

Dans l'économie grise balkanique, l'origine et les contours actuels de l'empire Delta constitué par Miroslav Miskovic n'en demeurent pas moins troubles. La fortune du premier Serbe à être entré dans la liste des personnes les plus riches du monde établie par le magazine *Forbes* est née dans l'ombre du régime de Slobodan Milosevic, durant la guerre en ex-Yougoslavie. Miskovic fut, en 1989, vice-président pendant six mois du parti du dictateur communiste défunt. Un câble de l'ambassade américaine à Belgrade, dévoilé par WikiLeaks, l'accuse d'avoir eu partie liée avec Mihail Kertes, le patron des douanes yougoslaves dans les années 1990, condamné à huit ans de prison pour trafic de devises. Dans une Serbie frappée alors par un blocus, Miskovic, grâce à ses relations politiques, pouvait importer des biens, en jouant de surcroît sur le différentiel entre la monnaie nationale, qui ne cessait d'être dévaluée, et les fortes monnaies étrangères.

Durant ces années de guerre, la contrebande sur les devises, la nourriture, l'essence et les cigaretes a servi de marchepied à nombre de futurs millionnaires. Les privatisations, poursuivies après la chute de Milosevic par les gouvernements démocrates à partir des années 2000, ont ensuite favorisé l'émergence de ces fameux tycoons. Le crime organisé s'est, lui, surtout occupé d'extorsions, de trafics de drogue, d'armes et

de filières de prostitution. Dans les petits États balkaniques, passant alors de l'univers communiste à l'économie de marché, politiques, entrepreneurs et mafieux partageant cependant les mêmes ambitions et fuit plus que se croiser. En 2001, Miskovic est ainsi brièvement kidnappé par le clan de Zemun, qui trempe deux ans plus tard dans l'assassinat du premier ministre démocrate Zoran Djindjic.

Entre deux mets fins et verres de vin soyeux, Miskovic préfère aujourd'hui parler des entreprises qu'il avait en Russie, de son usine chimique et de sa banque, de sa compagnie d'assurance et de sa chaîne de superettes, vendues l'une et l'autre à des Européens, de ses projets dans l'agroalimentaire, l'immobilier, l'hôtellerie et, enfin, arrivé au dessert, de son innocence attestée par ses conseillers et avocats américains.

Le journaliste d'investigation Dragan Bujosevic affirme, lui aussi, qu'« il n'y a rien dans le dossier ouvert au tribunal contre Miskovic ». « Son conseiller juridique l'avait prévenu, mais Aleksander Vucic voulait désigner le plus détesté, car le plus riche », assure le journaliste, qui croit plus en un coup politique qu'aux prémisses d'une opération anticorruption. Durant sa campagne législative victorieuse, Aleksander Vucic a bien promis que toutes les affaires seraient purgées « avant la fin de l'année », mais, là encore, confie le journaliste dans un sourire, « je ne sais pas ce qu'il voulait dire ».

Si l'étendue de la corruption en Serbie n'est plus à démontrer, à ce jour peu de dossiers paraissent sérieusement instruits. Seul le procès de Miskovic est en cours et une première condamnation pour de tels crimes se fait toujours attendre. Régnant depuis plusieurs années sur les services de sécurité et de renseignement, Aleksander Vucic a plusieurs fois parlé d'une liste de 24 privatisations douteuses, qui nourrit à Belgrade et à Bruxelles de nombreuses spéculations.

Ces 24 dossiers émanant du Conseil anticorruption et trônant sur le bureau de son vice-président, Miroslav Miskovic, figurent sur cette liste des magnats serbes, tels Miroslav Miskovic, Milan Belo, Danko Djuric, Miroslav Kostic, Bobiljub Karic. Des hommes politiques, à commencer par Vojislav Kostunica, qui favorisa la transition démocratique et les privatisations lancées au début de ces années 2000 durant lesquelles les nouveaux riches prirent leur essor. Et puis, parmi les plus hauts représentants de l'État serbe et de ses principales villes, des ministres, notamment de l'Économie, un directeur de l'agence de privatisation, un président du tribunal de commerce, le gouverneur de la Banque centrale, des directeurs de banques...

À en croire le Conseil anticorruption, aucun secteur de l'économie n'a été épargné ces vingt dernières années par les petits arrangements entre amis du pouvoir. Les millions ont valse autour des banques, assurances, laboratoires, médias, projets immobiliers, routes, usines, centres commerciaux et terres agricoles, qui ont changé de mains durant cette période. Conduites dans une grande opacité, ces transactions

ont mobilisé de nombreux intermédiaires, prête-noms, sociétés écrans et paradis fiscaux. Mais, à chaque fois, l'État serbe – qui s'est souvent porté garant, quand il n'a pas épousé des dettes – fut perdant.

« La corruption a toujours été dans le gouvernement », assure Miroslav Milosevic dans son bureau du Conseil anticorruption. Son agence gouvernementale, installée dans le même immeuble que le gouvernement de Belgrade depuis 2001, n'est jamais parvenue à se faire entendre... du gouvernement. On peut comprendre que des ministres corrompus ne fournissent pas la preuve de leurs crimes... « Nous ne sommes que des observateurs », plaide Miroslav Milosevic, qui veut pourtant croire au pouvoir d'influence de son agence et, cette fois-ci, à la volonté du futur premier ministre Vucic de nettoyer les écuries d'Aulgas.

La justice débordée

Les « affaires » ayant été les unes après les autres enterrées, Verica Barac, qui a longtemps incarné le Conseil anticorruption, a fini par constituer cette fameuse liste de 24 privatisations douteuses, qu'elle a transmise aux médias et à l'Union européenne. Cette liste, à laquelle Aleksander Vucic s'est réitéré, a pris aujourd'hui de l'importance, la future adhésion de la Serbie à l'UE étant conditionnée à une baisse substantielle de la corruption et à l'instauration d'une justice digne de ce nom dans le pays. « Le problème avec Verica Barac », explique le journaliste Dragan Bujosevic, « est qu'elle n'avait pas un jugement juridique mais moral sur ces privatisations. Or le Conseil anticorruption n'a pas apporté de preuves formelles démontrant l'aspect criminel de ces transactions ».

Ancien avocat réputé, Rodoljub Sabic confirme les propos du journaliste, en notant au passage que cette liste de 24 privatisations douteuses « aurait pu comporter deux fois ou trois fois plus d'affaires ». Rodoljub Sabic préside la Commission pour l'information du public et la protection des données personnelles. Cette fonction, qui s'apparente à celle d'un médiateur de la République aux pouvoirs élargis, ne le prédisposait pas à participer à la lutte contre la corruption. Mais, fondée à demander des comptes aux institutions à partir des plaintes que lui adressent les citoyens, la commission de Sabic a gagné la confiance du public et s'est imposée parmi la dizaine d'agences anticorruption qui sont, plus formellement que la sienne, liées au gouvernement de Belgrade.

Rodoljub Sabic n'en a vu pas moins une certaine impuissance. « La loi stipule que mes décisions doivent être exécutées, mais, interroge-t-il, que peut-on faire si le ministre de la Justice ne les applique pas ? » La réponse se trouve sur le site de sa commission ou sur son blog personnel qui recensent, comme le fait ailleurs le site du Conseil anticorruption, toutes les « affaires » auxquelles les tribunaux serbes devraient s'intéresser. « Malheureusement, même la justice française serait débordée par le nombre des dossiers de corruption à traiter ! », s'exclame Sabic.

La justice serbe, notoirement incompétente et politisée, a de surcroît été désorganisée par une récente réforme, payée par les États-Unis, qui ont imposé leur vision du droit. Des procureurs à l'américaine, mais sans aucun moyen, sont désormais censés mener les enquêtes qu'ordonnait jadis, comme en France, le parquet. Si d'aventure les procureurs parvenaient à rassembler des preuves de corruption, ce qui est extrêmement difficile, explique Rodoljub Sabic, ils risqueraient d'être bloqués parce que leur pouvoir n'est pas adapté à la Constitution... ■



Il n'y a rien dans le dossier ouvert au tribunal contre Miskovic. Son conseiller juridique l'avait prévenu, mais Aleksander Vucic voulait désigner le plus détesté, car le plus riche

DRAGAN BUJOSEVIC, JOURNALISTE D'INVESTIGATION

L'Allemagne va-t-elle réviser ses relations avec la Russie ?

La crise ukrainienne rebat les cartes d'un partenariat ancien et spécial entre Berlin et Moscou. Face au régime de Vladimir Poutine, l'Allemagne se trouve partagée entre ses intérêts économiques, son empathie géopolitique pour l'Est et le poids de sa culpabilité historique.



Nicolas Barotte
@NicolasBarotte
Correspondant à Berlin

ALLEMAGNE Jusqu'où l'Allemagne est-elle prête à se battre face à la Russie ? En Ukraine, la crise s'aggrave un peu plus chaque jour. Après avoir été en pointe de l'offensive diplomatique, Berlin est gagné par le pessimisme. « Chaque jour qui passe rend une solution de plus en plus difficile », a-t-il trouvé, a expliqué mercredi le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, en visite en Moldavie. Le même Steinmeier déclarait, quelques jours avant, que l'Europe devait cesser de brandir la menace de sanctions contre le régime de Vladimir Poutine, ce débat pouvant être contre-productif s'il n'est pas suivi d'effets concrets. Depuis des mois, le chef de la diplomatie allemande cherche, avec la chancelière Angela Merkel, une solution d'apaisement entre Kiev et Moscou. Pour les États-Unis, voire le reste des États européens, l'Allemagne était en meilleure position pour dialoguer avec Vladimir Poutine, au nom de cette relation spéciale. Mais, depuis le début de la crise, Berlin appuie sur le frein quand ses partenaires, en premier lieu la Pologne, plaident pour une ligne dure.

Les liens sont forts et anciens entre l'Allemagne et la Russie. « Il n'y a pas d'autre pays dans le monde où la littérature russe soit davantage traduite, où il y ait plus de documentaires sur la Russie à la télévision », rappelle Stefan Meister, expert sur la Russie au sein de l'ECFR, un think tank spécialisé dans les relations internationales. Culturels, les liens sont aussi politiques. Depuis 2001, les deux gouvernements ont l'habitude de se retrouver lors des rencontres du « Dialogue de Saint-Petersbourg ». Mais cette année, Angela Merkel et Vladimir Poutine ont décliné, et la semaine dernière, à Leipzig, le rendez-vous s'est donc tenu dans une ambiance embarrassée où les désaccords géopolitiques n'empêchaient pas les convergences économiques ou culturelles.

Les Allemands sont-ils prêts à tenir tête au Kremlin ? La crise ukrainienne constitue le premier défi diplomatique pour Berlin, où l'on revendique une responsabilité internationale. « L'Allemagne ne peut pas se contenter de commenter », avait expliqué Steinmeier en janvier.

Mais pour une partie de l'opinion, la Russie n'est pas un adversaire. Le pays est partagé entre ses intérêts économiques, son empathie géopolitique pour l'Est et sa culpabilité historique inhérente.

COMMENT L'OPINION ALLEMANDE JUGE-T-ELLE LA RELATION GERMANO-RUSSE ?

Depuis le début de la crise, les sondages indiquent tous la même chose : si l'annexion de la Crimée est dénoncée, les Allemands plaident pour la manière douce. En mars, une enquête Infratest Dimap indiquait que 62 % des Allemands étaient favorables à des pressions politiques sur la Russie, mais ils étaient seulement 38 % à préconiser des sanctions économiques. Beaucoup d'Allemands se sentent proches de la Russie, comme le montre un autre sondage de l'institut, publié en avril. Pour 49 % des personnes interrogées, l'Allemagne doit tenir une position médiane, à mi-chemin entre l'Europe et la Russie. Ils sont seulement 45 % à considérer que leur pays est ancré à l'Ouest. La tendance est toutefois à la prise de distance, comme le montre un sondage réalisé sur plusieurs années par l'institut Allensbach, dont les derniers résultats ont été publiés en avril. Pour 32 % des personnes interrogées, l'Allemagne doit travailler étroitement avec la Russie. C'est beaucoup, mais moins qu'auparavant. La politique de Vladimir Poutine, qui suscite beaucoup de critiques, a terni l'image du pays. La société est divisée. Il y a quelques jours, le quotidien populaire Bild, le plus lu du pays, lançait d'ailleurs une pétition pour que soient retirés les chars russes qui commémorent la libération de Berlin. Elle n'a toutefois pas été suivie.

LE COURANT PRORUSSE EST-IL PUISSANT EN ALLEMAGNE ?

La Russie ne manque pas de soutiens dans le paysage politique allemand. Depuis le début de la crise ukrainienne, plusieurs figures de premier plan ont appelé à la modération face à Vladimir Poutine. Gerhard Schröder incarne cette proximité avec le pouvoir russe. Après avoir quitté la politique, l'ancien chancelier SPD s'est reconverti dans les affaires au service de Gazprom, le géant russe de l'énergie. Son amitié avec le président russe est connue, à tel point que certains auraient voulu qu'il joue les intermédiaires pendant la crise. « Quels intérêts aurait-il défendus ? », s'interroge néanmoins l'expert Stefan Meister. Sans prendre la défense de Vladimir Poutine, Gerhard Schröder a

clairement minimisé la portée de l'annexion de la Crimée. « Moi-même j'ai violé le droit international », a-t-il expliqué en faisant référence à l'intervention de l'Otan au Kosovo.

Au sein du SPD, il n'est pas le seul à faire preuve d'une grande modération. L'ancien chancelier Helmut Schmidt a fait part de sa « compréhension ». Pire, à ses yeux, c'est l'Europe qui serait responsable de la dégradation de la situation. La situation devient dangereuse « parce que l'Ouest s'énervait », a-t-il expliqué le mois dernier. Chancelier dans les années 1970, Helmut Schmidt avait poursuivi la politique de rapprochement avec l'Est, engagée par Willy Brandt, de « transformation par le rapprochement ». Cet héritage pèse encore lourd dans la doctrine du SPD. Mais les défenseurs de Poutine se trouvent aussi dans les rangs des conservateurs de la CDU. L'un de ses vice-présidents, Armin Laschet, a mis en garde contre « l'anti-Poutine de bon aloi ». Et l'expert des relations internationales au Bundestag, Philipp Missfelder, a plaidé contre les sanctions économiques sur la Russie. La ligne prorusse anti-Poutine dépasse les clivages politiques. À la gauche de la gauche, le courant anti-américain, minoritaire mais grandissant, plaide aussi pour plus de tolérance face à la Russie, au nom d'un nouvel équilibre des relations Est-Ouest. Depuis le scandale de la NSA et la déception qui en a suivi, l'opinion n'est pas insensible à l'argument. Les critiques contre l'Union européenne fonctionnent aussi. « Tout ce que l'Otan et l'UE pouvaient faire de faux, ils l'ont fait », a déclaré en mars le leader de Die Linke, Gregor Gysi, rejetant la responsabilité de l'escalade à l'Ouest.

QUELLE EST LA LIGNE DU GOUVERNEMENT D'ANGELA MERKEL ?

Au sein du gouvernement d'Angela Merkel, on se dit « préoccupé » par « la minorité qui fait preuve d'indulgence face à Poutine ». Mais en matière diplomatique, la chancelière évite d'énoncer des doctrines catégoriques. Elle se veut pragmatique et depuis le début de la crise ukrainienne, elle s'est surtout contentée de communiquer écrits pour s'exprimer. Les mots sont choisis et équilibrés : volonté de dialogue, mais dénonciation claire de la violation du droit international par Moscou. Si elle ne veut pas rompre les discussions, Angela Merkel est partisans de la fermeté face à la Russie. Si cette ancienne fille de l'Est comprend la Russie (elle en parle la langue) mieux que d'autres, son passé dans l'ex-RDA l'a vaccinée contre toute sympathie pour les régimes autoritaires, à l'inverse,

son ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier est un tenant de la politique de rapprochement avec l'Est. En tant qu'ancien directeur de la Chancellerie sous Gerhard Schröder, il a été l'un de ceux qui ont ouvert pour que les deux pays tissent des liens plus étroits. Pendant la décennie 2000, ces relations ont connu un fort développement. Au ministère des Affaires étrangères, on assure que le climat s'est dégradé ces dernières années, compte tenu de l'évolution du régime de Vladimir Poutine. Au sein du gouvernement allemand, les poids lourds partagent tous cette fermeté. Le vice-chancelier Sigmar Gabriel a assuré que l'Union européenne ne devait pas avoir peur de prendre des sanctions contre la Russie, malgré les conséquences économiques. Quant au ministre des Finances Wolfgang Schäuble, il a comparé - d'une manière qui lui a été reprochée et qu'il a minimisée - l'annexion de la Crimée à celle des Sudètes par Adolf Hitler en 1938.

L'HISTOIRE EXPLIQUE-T-ELLE LES HÉSITATIONS ALLEMANDES ?

Les relations entre les deux pays remontent : au XVIII^e siècle, précisément. Catherine II envoie des travailleurs allemands pour coloniser les terres au sud de la Russie. Entre 1764 et 1766, ils sont environ 30 000 à être installés dans la Volga, où ils jouissent d'un statut spécifique. Après la réunification, les descendants de ces colons ont pu faire valoir un droit au retour. Pendant les années 1990, ils sont près de 40 000 par an à s'installer en Allemagne. L'immigration russe en tant que telle est importante dans le pays. En Allemagne, on dénombre environ 200 000 Russes. Mais, évidemment, c'est la Seconde Guerre mondiale qui explique la complexité de la relation. Avec 25 millions de morts, l'URSS a payé le plus lourd tribut humain. « Pour beaucoup d'Allemands, c'est l'URSS qui a libéré le pays », explique Stefan Meister. « Le sentiment de culpabilité est très fort, encore aujourd'hui. Beaucoup de personnes, parmi les élites comme dans la société, considèrent qu'il n'est pas possible de critiquer la Russie pour cela ». C'est d'ailleurs le motif invoqué par exemple par la féministe Alice Schwarzer, qui a signé un manifeste prorusse le mois dernier. « Ce n'est pas si loin, quand l'Allemagne nazie a envahi la Russie », a-t-elle justifié. L'argument n'a rien à voir avec la réalité de la Crimée, mais il porte. Paradoxalement, le souvenir de la dictature communiste en RDA ne joue presque aucun rôle. Au contraire, une partie de l'opinion, celle qui souffre de la compétition économique, est sujette à « l'ostalgie ».

QUELLE EST L'INFLUENCE DE L'ÉCONOMIE SUR LEURS RELATIONS ?

Le poids des relations économiques explique aussi les réticences d'une partie des élites vis-à-vis de Moscou. « Il y a une symbiose entre l'économie et la politique » en Allemagne, explique Meister : la diplomatie du pays a longtemps été calquée sur les intérêts de ses entreprises. L'Allemagne est le premier partenaire économique européen de la Russie (le deuxième derrière la Chine) avec 76 milliards d'euros d'échanges commerciaux. Les investissements allemands en Russie s'élevaient en 2013 à 22 milliards de dollars. Plus de 6 200 entreprises allemandes sont actives en Russie. Les relations germano-ukrainiennes pèsent en compensation beaucoup moins : les investissements allemands en Ukraine s'élevaient en 2013 à 6,3 milliards de dollars. Dès lors, on comprend mieux pourquoi le patronat s'est montré réticent vis-à-vis d'éventuelles sanctions économiques contre Moscou. L'Allemagne est aussi très dépendante au niveau énergétique : 39 % du gaz importé provient de Russie. Pour autant, la pression politique a conduit les représentants des employeurs à soutenir l'action d'Angela Merkel. « Le respect du droit international passe avant tout », a déclaré Ulrich Grillo, le président du BDI, la fédération des industries. Marqués par leur histoire et leur culture démocratique, la plupart des Allemands considèrent qu'ils ne peuvent pas se permettre l'indifférence.

1 Une opinion allemande hésitante

SONDAGE : L'ALLEMAGNE DOIT-ELLE TRAVAILLER ÉTROITEMENT AVEC LA RUSSIE ?



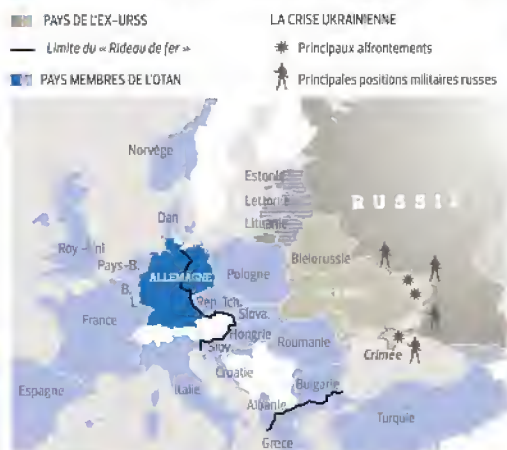
SONDAGE : AVEZ-VOUS UNE BONNE OPINION DE VLADIMIR POUTINE ?



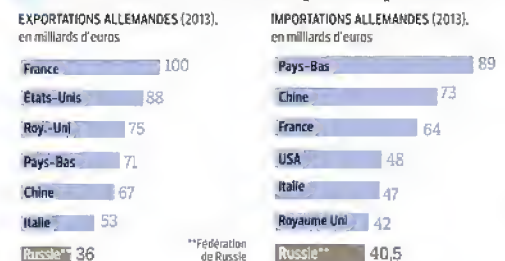
SONDAGE : QUELLE PLACE L'ALLEMAGNE DOIT-ELLE OCCUPER ENTRE LA RUSSIE ET L'OCCIDENT ?



2 Un contexte historique et géopolitique tendu

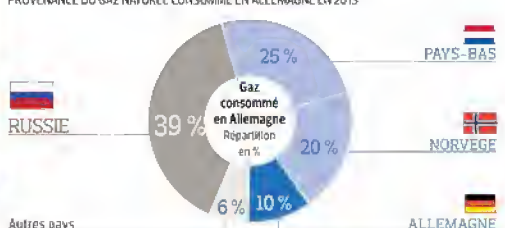


3 Des relations économiques importantes...



... marquées par une certaine dépendance de l'Allemagne au gaz russe

PROVENANCE DU GAZ NATUREL CONSOMMÉ EN ALLEMAGNE EN 2013



Sources : Statistisches Bundesamt (Destatis), AFP, Reuters

Lire aussi PAGES 8 ET 20

Russie En dépit du compromis international signé il y a quinze jours à Genève, l'escalade entre Moscou et Kiev a repris. Les récents affrontements dans l'est de l'Ukraine, bastion prorusse, entre forces loyalistes et séparatistes inquiètent fortement la communauté internationale. RAN HALÉVI, directeur de recherche au CNRS, met en garde ceux qui se laisseraient séduire par la politique nationaliste de Vladimir Poutine. Il dénonce ses

coups de canif dans la démocratie, telles l'absence de liberté d'expression ou la mise sous tutelle de la société. L'ambassadeur de France Bernard de Montferrand tance l'Europe pour son silence sur ce dossier. Il la presse de trouver un accord entre les deux protagonistes. Il propose que l'Ukraine ne soit ni membre de l'Union européenne ni de l'Otan et que la Russie respecte son intégrité territoriale.



RAN HALÉVI « POUR LE FIGARO »

Le directeur de recherche au CNRS souligne les menaces que fait porter la politique d'extension de sa sphère d'influence de Vladimir Poutine à l'ordre international.

Un vent de guerre froide

Raymond Aron le déplorait déjà à l'époque de la guerre froide : certains de nos politiques et de nos intellectuels pèsent à comprendre - ou à admettre - la nature totalitaire du régime soviétique. De Gaulle parlait toujours des Russes, comme si le bolchevisme n'était qu'un avatar de la Russie éternelle ; il pensait nationalisme là où il fallait comprendre marxisme-léninisme. Valéry Giscard d'Estaing, en bon rationaliste, croyait qu'un peu d'équivalence et de bonne volonté pouvait accommoder les pires adversaires ; il prônait une détente idéologique avec Moscou pour se voir aussitôt rabrouer publiquement par les intéressés. Vladimir Poutine, qui s'est défilé de la culture communiste sans renoncer à ses méthodes, a longtemps bénéficié lui aussi - et bénéficie encore - de l'espèce de mansuétude que nous réservons d'ordinaire à ceux qui partagent nos principes politiques et nos habitudes de pensée.

Autrefois, en France, c'est sur la gauche communiste et ses compagnons de route que l'URSS pouvait compter. Aujourd'hui, le maître du Kremlin rencontre l'approbation tant à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche, chez les « souverainistes » de diverses obédiences, les populistes et jusqu'au sein de la droite traditionnelle. Chacun y trouve de quoi entretenir son

Indulgence : la revendication sans complexe de l'idée nationale, l'appel aux valeurs chrétiennes, l'hostilité aux homosexuels, les nationalisations, l'aversion pour l'euro, pour la globalisation, pour Bruxelles, pour l'Otan, pour l'Amérique...

Seulement, un régime ne se juge pas suivant tel choix politique ou telle posture mais dans son rapport aux trois piliers du système démocratique que sont les libertés individuelles, la séparation des pouvoirs et le droit international. Or le gouvernement russe n'a cessé de les piétiner et de plus en plus ; il a muselé la liberté d'expression, mis sous tutelle la société civile, jette en prison à volonté ses opposants et viole la souveraineté des États, chose impensable à l'époque de l'équilibre de la terreur - mais aujourd'hui qui n'existe plus, que peut redouter une Russie surarmée de nos forces militaires amenuisées ?

Le régime russe est un curieux atelage de nationalisme exacerbé « encadré » par les habitudes soviétiques. On pourra disserter à l'infini sur les frustrations russes, les humiliations, la mentalité d'assilés - et, du côté occidental, les erreurs et les maladroites - qui auraient exacerbé la politique néo-impériale de Moscou. Il est cependant un objectif qui transcende tous ces griefs, et les explique en grande partie : celui d'étendre coûte que coûte la sphère d'influence chaque fois que les circonstances le permettent, en les aidant en sous-main au besoin. M. Poutine, du reste, ne s'en cache guère. Cette stratégie au long cours paraît comme la conséquence logique du refus opposé par George W. Bush à

« l'arrangement » imaginé par le président russe : lui-même reconnaît la suprématie américaine en échange d'un statut hégémonique de la Russie sur l'empire. M. Poutine n'avait pas plus de succès avec son projet d'union eurasiennne avec les anciens satellites, qui n'a pas intéressé grand monde. Du coup, il cherche à reconstituer par la force ce qu'il n'a pu obtenir par la négociation.

Ceux qui, en Europe, consentaient gracieusement à l'annexion de la Crimée auront plus de mal à expliquer les agissements russes dans l'est de l'Ukraine

C'est une stratégie passablement irrationnelle parce qu'elle contredit les aspirations démocratiques des anciens peuples captifs de l'URSS, mais d'autant plus redoutable qu'elle reste « ouverte » aux opportunités, sans un terme prévisible. Ceux qui, en Europe, consentaient gracieusement à l'annexion de la Crimée auront plus de mal à expliquer les agissements russes dans l'est de l'Ukraine.

Le mode opératoire est le même : une subversion « patriotique », canalisée par des milices téloguidées à leur tour par des officiers de renseignement russes, le tout enrobé dans un système de mensonge généralisé. Les Russes signent d'une main l'accord de Genève pour avaliser d'une autre le refus d'obtempérer des militants à leur solde. Et dans les manifestations contre le gouvernement de Kiev, les milices paramilitaires plantent des

« femmes patriotes » en tête des cortèges, ce qui met les forces de sécurité ukrainiennes devant un choix impossible : ou ils tirent sur des civils avec les conséquences qu'on imagine, ou ils y renoncent faisant la preuve de leur impuissance à maintenir l'ordre ; ce qui conduit les Russes inamoviblement à déclarer qu'il n'existe plus d'État en Ukraine, que les populations russes y sont menacées, qu'il est du devoir de la Russie de leur porter secours - on commence à connaître... Moscou est déterminé à faire déprimer une Ukraine qui échappe à son emprise. Sans nécessairement y expédier des troupes. Il suffit d'y entretenir une instabilité de basse intensité, qui débilite le pouvoir de Kiev en « fédéralisant » le pays par le bas. Rien ne dit que le scénario ne se reproduise ailleurs.

Cette politique risque de perturber l'ensemble de l'équilibre européen. Elle nous concerne au premier chef, nous qui croyons depuis longtemps n'avoir plus d'ennemis. On peut continuer plaisamment à gloire les divers mérites du président russe, mais il devient chaque jour plus difficile d'ignorer les menaces que pose sa politique à l'ordre international : une tactique brillante, une stratégie extravagante et incertaine et, au bout, le spectre d'un nouveau chaos à nos portes. * Professeur au Centre de recherches politiques Raymond Aron

L'urgence d'un pacte européen de stabilité pour l'Ukraine

La crise ukrainienne a atteint un niveau de violence qui peut à tout moment dégénérer en affrontement ouvert. Elle viole les principes agréés au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et du Conseil de l'Europe comme les accords de garantie de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Elle peut menacer du jour au lendemain notre sécurité énergétique comme cela est déjà arrivé en 2009.

Elle a deux aspects : il s'agit de minorités et de frontières. Il s'agit d'organisation du continent européen et des relations entre l'UE et l'Otan, et la Russie. Il faut traiter l'un et l'autre. La solution aux problèmes de minorités et de frontières est connue. Pour préparer les élargissements de l'UE, le « pacte de stabilité », dit « plan Balladur », lancé en 1993 et approuvé en 1994, a montré le chemin. Le principe était simple : des accords de bon voisinage garantissant les droits des minorités en échange d'une reconnaissance bilatérale des frontières. Tous ces accords étaient placés dans une corbeille et l'OSCE en était l'observatrice et la garante. Ils permirent de créer un climat entièrement nouveau pour apaiser les situations si sensibles des minorités russes dans les pays Baltes,

des minorités hongroises en Roumanie et en Slovaquie, pour ne citer qu'elles. Pour l'Ukraine un accord devrait garantir les droits de la minorité russe mais aussi tatar en échange d'une reconnaissance par la Russie de l'inviolabilité de la frontière russo-ukrainienne.

Mais il faut aussi une organisation satisfaisante du continent européen. Or la Russie, ses dirigeants comme son opinion, a eu l'impression au cours de la dernière décennie d'une avancée de l'UE et de l'Otan vers l'est qui la plaçait en position défensive et qui risquait de toucher un pays qui, comme l'Ukraine, lui est si intimement lié. Naturellement,

Ce serait une régression historique si l'Europe redevenait le champ clos d'un affrontement Est-Ouest. Il faut donc une solution nouvelle

tous les pays d'Europe orientale qui se sont rapprochés de l'UE ou de l'Otan l'ont décidé de la façon la plus démocratique. Pour éviter toute fracture du continent, des accords de dialogue et de « partenariat » ont été lancés avec la Russie.

Mais le problème reste. Ce serait une régression historique si l'Europe redevenait le champ clos d'un affrontement Est-Ouest. Il faut donc une solution nouvelle. L'accord de bon voisinage dont nous avons parlé devrait être englobé dans un accord de stabilité qui affirmerait que l'Ukraine ne deviendrait membre ni de l'UE ni de

l'Otan et que la Russie respecterait son intégrité territoriale. L'OSCE serait l'observatrice du respect de ce statut original enregistré à l'ONU.

Il faut agir vite et fort tant la situation se dégrade dans la partie orientale de l'Ukraine. Pour mobiliser l'UE, pourquoi l'Allemagne, la Pologne et la France, qui avec des sensibilités différentes ont une conscience aiguë de la gravité de la situation, ne porteraient pas un projet mobilisateur ? Dès le début de la crise leurs ministres des Affaires étrangères ont agi à Kiev. Puis le silence européen a été assourdissant. Pour faire exister à nouveau l'Europe, l'initiative

doit être reprise au niveau des chefs d'État avec une réunion d'urgence. Pourquoi pas à Vienne au siège de

l'OSCE ? Y serait proposé un plan de stabilité pour l'Ukraine garanti par l'UE et la Russie.

Il faut agir en liaison étroite avec l'Amérique dès lors que la sécurité commune est en jeu et que l'Alliance atlantique et son article V en sont la pierre de touche. Mais les Européens ont clairement une vision du continent qui leur est propre. En 2009, lors du sixième anniversaire du traité de l'Atlantique Nord, nos amis américains avaient souhaité avancer dans une perspective d'adhésion à terme de l'Ukraine à l'Otan. La France et l'Allemagne avaient souligné l'irréalisme

d'une telle perspective et s'y étaient opposés. Les conditions n'ont pas changé.

La parole de l'UE ne sera crédible que si elle est accompagnée d'actes. La priorité est à la réduction de sa vulnérabilité énergétique qui est accablante. Le remède est simple : les États ont la responsabilité de renforcer le pouvoir de négociation des Européens. Il suffit pour cela que les accords entre énergéticiens pour leurs achats ne soient plus considérés comme des « ententes » ce qui permettrait de créer une ou des centrales d'achat. Ce signal serait aussitôt compris par la Russie.

Des sanctions nouvelles et sévères doivent aussi être liées à l'arrêt de la distillation de l'est ukrainien. Quelque soit les principes communs agréés par l'ensemble des pays du continent doit désormais savoir qu'il risque des conséquences graves. Les relations économiques avec la Russie et l'Ukraine risquent d'en pâtir. Mais n'est-ce pas la violence actuelle qui affecte en premier la confiance nécessaire aux affaires, fait fuir les capitaux de Russie, affaiblit un peu plus son économie et sème le doute sur l'avenir ? Il faut prendre en compte les intérêts de la Russie lorsque ceux-ci sont légitimes. Elle est un très grand pays. Mais elle doit savoir que si elle ouvre la boîte de Pandore des vieux démons de la violence le prix à payer sera élevé. Il est temps que l'Europe se réveille ! * Ancien conseiller diplomatique d'Edouard Balladur

» Lire aussi PAGES 6 ET 19

LE FIGARO
MAGAZINE
présente



FIG
MAG
JOUX

Édition Collector

6,90

EN VENTE ACTUELLEMENT
en kiosque, en librairie
et sur www.figaro-store.fr





CHRONIQUE
Nicolas Baverz
nbaverz@lefigaro.fr

Les États-Unis entre renouveau économique et désengagement

Après la chute du mur de Berlin et de l'Union soviétique, les États-Unis ont cédé à la tentation de la démesure. Depuis 2000, quatre chocs ont détruit le mythe de l'hyperpuissance : les attentats du 11 septembre 2001 ; le cycle des guerres perdues d'Irak et d'Afghanistan ; la crise économique qui a éclaté en 2007 ; la puissance émergente de la Chine qui, forte de ses Trente Glorieuses, va supplanter le leadership des États-Unis dans les prochaines décennies.

En 2003, Robert Kagan, à l'occasion des désaccords transatlantiques autour de l'intervention en Irak, avait opposé des États-Unis adeptes de Mars et du hard power à une Europe vouée au culte de Vénus et du soft power. Une décennie

et une grande crise économique plus tard, les États-Unis convergent avec l'Europe en se repliant sur leur territoire et en se désengageant du monde sous couvert de priorité au smart power.

Le grand mérite de Barack Obama consistait à s'être fidèlement et efficacement acquitté du mandat reçu en 2008, qui consistait à éviter une grande déflation comparable à celle des années 1930. Six ans après sa première élection, l'économie américaine a surmonté la crise et connaît une reprise durable.

Cette sortie de crise ne doit rien au hasard. Elle résulte en premier lieu d'une politique économique cohérente et innovante : aidée par le privilège du dollar, elle a lutté en priorité contre la déflation grâce à une politique monétaire non conventionnelle, puis réalisé des réformes pour restaurer la compétitivité

avant d'engager l'ajustement budgétaire. La relance est soutenue par la reconstruction d'un appareil de production concurrentiel grâce à la diminution des coûts du travail et de l'énergie, à la restructuration de l'industrie financière et à un formidable effort d'innovation. Les États-Unis sont portés par le renouveau de leur industrie qui leur vaut d'être la terre d'élection des relocalisations. Le choix de l'Arizona pour la nouvelle usine d'Apple est exemplaire du dynamisme de l'investissement manufacturier qui dépassera 500 milliards de dollars en 2014.

Mais sous ces signes de renouveau économique pointent le retour de l'isolationnisme et le désengagement stratégique. Le principe du « leading from behind » masque une réticence de plus en plus ouverte à assumer le fardeau du leadership. Le bilan diplomatique de Barack Obama est très décevant et inquiétant pour les alliés des États-Unis. L'Amérique demeure la première puissance militaire avec un budget de défense de 496 milliards de dollars. Mais le retrait d'Irak laisse le champ libre à l'Iran et à al-Qaïda, tandis que le refus d'Ismail Karzai de signer le projet d'accord de sécurité ouvre la voie aux talibans en Afghanistan.

La réaffirmation du pivot vers l'Asie se heurte à la confusion dans la gestion des crises qui décrédibilise les États-Unis et mine la confiance de leurs alliés dans leur garantie de sécurité, y compris dans le Pacifique. Le soutien implicite donné aux révolutions du monde arabo-musulman, notamment en Égypte, débouche sur une explosion de violence, des guerres civiles en Syrie et en Libye au retour en force des militaires au Caire qui ouvre une lutte à mort avec les Frères musulmans. La réouverture du dialogue avec l'Iran met en porte-à-faux l'Arabie saoudite et Israël tandis que la tentative

de relancer les négociations israélo-palestiniennes est mort-née.

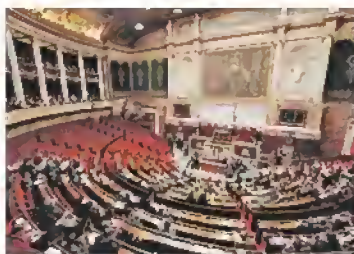
Surtout, le leadership des États-Unis est mis en défaut par le grand écart entre les mots et les actes. Ils se sont limités à un soutien sans engagement lors de l'intervention de l'Otan en Libye puis de la France au Mali. À leur initiative, les frappes contre le régime syrien ont été annulées in extremis, permettant à Bachar el-Assad de reprendre la main. Enfin Vladimir Poutine a créé la surprise en engageant méthodiquement et en toute impunité la reconstitution de l'empire russe avec l'annexion de la Crimée et la déstabilisation de l'est de l'Ukraine. De la Syrie à l'Ukraine, ce sont trois piliers majeurs de l'ordre international qui ont ainsi été mis à bas : l'interdiction d'emploi des armes chimiques ; la garantie des frontières et le respect des traités en Europe ; le mémorandum de Budapest de 1994 liant dénucléarisation, souveraineté et garantie de sécurité de l'Ukraine. Or ces mêmes questions se trouvent posées en Asie, où la Chine, forte de sa nouvelle puissance, a basculé d'une posture d'émergence pacifique vers un nationalisme débridé et des revendications territoriales pour s'assurer le contrôle de la mer de Chine et de l'accès au Pacifique.

Contrairement à l'Europe, les États-Unis n'ont pas renoncé au leadership et démontrent leur capacité à se réinventer dans la mondialisation. Pour avoir chèrement payé leurs rêves d'hyperpuissance, ils ne doivent pas céder aux illusions de la technologie et d'une diplomatie purement économique. De l'Europe au Pacifique, les ambitions impériales, la volonté de puissance, les gains de territoire et de population, le recours à la force armée n'ont pas désemparé l'histoire du XXI^e siècle. Et ces risques seront très difficiles à contenir sans un leadership solide des États-Unis.

100 000 citations et proverbes sur [entre-guillemets.fr](http://www.entre-guillemets.fr)

ENTRE GUILLEMETS

Certains députés PS sont opposés au programme de stabilité des finances publiques qui sera voté demain à l'Assemblée nationale. JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO



Édouard Rey

On appelle famille un groupe d'individus unis par le sang et brouillés par des questions d'argent



ANALYSE
Mathieu de Tallac
@mdetallac
MADRID

Après la Catalogne, le « droit à décider » gagne le Pays basque

Après l'indépendantisme catalan, l'émancipation des Basques ? Le discours du président de la région Euzkadi - le Pays basque espagnol -, Iñaki Urkullu, lors de la fête de la patrie basque il y a huit jours, a résonné en tout cas comme un écho dans le reste de l'Espagne. « Euzkadi, nouvelle nation européenne, voilà le défi de notre peuple ! », a lancé le lehendakari, autrement dit le président basque. Représentant des nationalistes de centre droit, dits modérés, du Parti nationaliste basque (PNV), Urkullu a rappelé à qui voulait l'entendre les aspirations identitaires d'une partie de ses administrés. Des revendications que certains avaient un peu oubliées en Espagne, soit qu'ils fussent assourdis par le bruit de fond du débat catalan, soit qu'ils aient enterré un peu vite l'indépendantisme basque avec l'adieu aux armes. Il y a deux ans et demi, de l'organisation terroriste ETA.

Le discours d'Aberri Eguia (« Le jour de la Patrie », en basque) résonne du coup comme un brusque rappel à la réalité. « Nous ne nous résignerons pas. Le temps de l'Espagne "une, grande et libre" est celui du passé », a proclamé Urkullu, démentant le vieux slogan franquiste pour discréditer Madrid.

« Madrid », un concept qui, dans l'imaginaire nationaliste, englobe péjorativement le gouvernement national, les deux grands partis qui s'alternent au pouvoir

(Parti populaire - PP - et Parti socialiste - PSOE) et les autres institutions incarnant l'unité nationale. Un terme que l'on utilise autant à Vitoria, où siège le gouvernement basque, qu'à Barcelone.

Toutefois, la similitude entre le propos nationaliste d'Iñaki Urkullu et la rhétorique séparatiste d'Artur Mas, le président catalan, trouve ses limites. D'abord parce que la méthode se veut différente. « Dialogue, négociation, accord et ratification. Voilà l'alternative basque », a lancé le lehendakari. On est loin, a priori, de l'inflexibilité des Catalans sur la tenue, quel qu'il advienne, d'un référendum sur l'indépendance. À Vitoria, on parle, comme à Barcelone, du « droit à décider », la nouvelle formule pour évoquer le vieux principe d'autodétermination. Mais on l'inclut dans le nouveau statut de la région, la mini-Constitution qui détermine les relations entre la communauté autonome et le pouvoir central. Et le gouvernement basque n'en fait pas, pour le moment, une ligne jaune. « Le nouveau statut sera le fruit du consensus entre les partis basques, partis non nationalistes inclus », dit une source du gouvernement autonome.

Les nationalistes basques tiennent surtout à inscrire dans le marbre les pouvoirs de la région, pour éviter toute « ingérence » du pouvoir central. On évoque aussi un plus grand rôle au sein de l'Union européenne, qui serait

appelée à travailler davantage avec les régions. « Lorsque l'on parle de nouvelle nation européenne, on ne remet pas en cause l'appartenance à l'État espagnol », reconnaît la source du gouvernement basque. C'est là que réside l'autre différence fondamentale avec les séparatistes catalans. Certains analystes expliquent que les nationalistes basques modérés, à un mois des élections européennes, se doivent d'éviter une fuite de leurs électeurs vers des options plus radicales. Car depuis la fin de la violence, la gauche abertzale, courant héritier des vagues politiques successives d'ETA, acquiert une popularité insidieuse, aux élections locales et dans les sondages.

De là à voir dans le Pays basque une solution pour reconduire les aspirations catalanes dans le chemin légal, il y a un pas que certains ont déjà franchi. Le quotidien *La Vanguardia*, référence des élites catalanes, croit voir une piste pour « diluer le souverainisme catalan ». Au Parlement espagnol, Rajoy a appelé les nationalistes catalans à faire preuve d'« imagination ». Si Barcelone se résignait à revoir ses prétentions, l'« alternative basque » pourrait offrir un premier exemple de sortie négociée et englobée dans un débat territorial national. Pour l'heure, le débat catalan est suspendu à une date, le 9 novembre, retenue par les partis nationalistes pour organiser un référendum... dont on ignore encore s'il aura bien lieu.

FIGAROVox

Découvrez l'espace débats, opinions et controverses du [figaro.fr](http://lefigaro.fr)

EXCLUSIF

- Quand le Bangladesh célèbre André Malraux. Le discours de Bernard-Henri Lévy prononcé le 26 avril à Dacca.

ÉCONOMIE

- La chronique PhiloVox de Gaspard Koenig.
- Smic allemand : quand Angela Merkel s'inspire du modèle social français de Charles Wyplosz.
- Oublié le smic jeunes, vive le revenu universel de Van Parijs.

LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Serge Dassault
Administrateurs
Nicole Dassault, Olivier
Dassault, Thierry Dassault,
Jean-Pierre Béchier, Olivier
Castel de Beauregard, Benoit
Habert, Bernard Monasser,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président
Serge Dassault
Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuille

Directeur des rédactions
Alexis Brizot
Directeur délégué des rédactions
Jean-Michel Salviator
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Anne-Sophie von Claer
(Style, Art de vivre, Si Figaro),
Philippe Geste (Étranger),
Anne Ikert-Waldner
(Édition, Photo, Révision),

Paul-Henri du Lambert
(Politique, Société, Sciences,
Débats et Opinions),
Étienne de Montjoye
(Figaro Littéraire),
Bertrand de Saint-Vincent
(Culture, FigaroScope, Télévision)
et Yves Thévard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports)

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteurs en chef
Gazella Boutet
(Infographie),
Frédéric Picard (Édition)
Éditeur
Sofia Bergania
Éditeur adjoint
Robert Mergul

FIGAROMÉDIAS
9, rue Fléty-Wil 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurélien Domont
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann
75438 Paris Cedex 09
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression
L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Mid Print, 30600 Gargues-le-Montueux
Imprimé en Espagne
ISSN 0182-3852
Commission paritaire n° 0416 C 83022
Pour vous abonner, lundi au vendredi de 9h à 17h :
sam. de 9h à 12h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 31.
Générez votre abonnement sur <http://abonne.lefigaro.fr>
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club : 397 € - Semaine : 247 € - Week-end : 97 €



Ce journal est imprimé sur papier recyclé à 100% et est conforme aux normes de l'ISO 14001. Le papier est issu de forêts gérées durablement. Le papier est conforme aux normes de l'ISO 9001. Le papier est conforme aux normes de l'ISO 14001.

Alexandre des Isnards: «Les mots nouveaux permettent de crier plus fort que le voisin»

De «ayattollesque» à «teaser», son dictionnaire recense quelque 400 néologismes.



Marie-Arlette Lombard-Latune
mlombard@lefigaro.fr

Chaque année, «20 000 nouveaux mots apparaissent», le français est en pleine «effervescence», selon Alexandre des Isnards, déjà auteur des best-sellers *L'open space m'a tué* (Hachette Littératures, 2008) et *Facebook m'a tué* (Nul, 2011). Son *Dictionnaire du nouveau français* (Alary Éditions), en librairie depuis le 24 avril, montre combien le langage est révélateur des évolutions de la société.

LE FIGARO. – Votre dictionnaire montre que les termes anglais dominent largement, mais que les néologismes ont des origines multiples... Alexandre DES ISNARDS. – C'est vrai. Le nouveau français est français. On «matche», on «switch», on «forwarde un mail», le tout avec «efficacité». Mais d'autres sources apparaissent. De l'argot d'origine romani, vient «bicrave» (trafiquer, dealer), comme le plus ancien «chourave» (voler, carotter). S'enjailier (s'amuser) est, lui, inspiré de l'ivoirien. Quant à «bosser», il a d'abord désigné un pigeon des beaux quartiers à qui on fourgue du cannabis coupé, puis un nul, un rigolo, une tête de Turc du lycée. Le contraire du «swag» (qui a du style). Sans oublier tout le vocabulaire inspiré de l'informatique: «J'ai buggé. Il faut que je reboote» (J'ai commis une erreur, il faut que je reprenne tout à zéro).

Vous soulignez le besoin d'exagération. À quoi cela répond-il ? Ce sont des adjectifs comme «ayattollesque» (tyranique, intransigeant) ou des expressions comme «il s'est fait dévouter» (agresser ou réprimander avec véhémence). Ou, encore, le mot «tsunami», qui a remplacé celui de raz-de-marée, lequel ne faisait plus référence qu'à une simple vaguelette. Pourquoi

ces hyperboles ? Dans une société où tout le monde parle, il faut crier plus fort que le voisin pour se faire entendre. On ne dit plus d'un film qu'il est bon, mais qu'il est «juste énorme». Un fils s'écriera: «Ta bouffe, maman, c'est une turie!» sans que sa mère comprenne forcément qu'il s'agit d'un compliment. Même chose quand une petite fille lâchera devant ses grands-parents qu'elle est «en mode décompression».

Il y a aussi les expressions employées à toutes les sauces. Oui, on «fait son deuil» de n'importe quoi. De sa chaussure trouée comme d'un proche. On «réinvente» tout, sa vie comme la cuisine. On dit «ça me saoule» à tout bout de champ. «Ça m'horripile» serait plus riche.

Que dit cette novlangue sur nous-mêmes ? Aujourd'hui, on emprunte à l'informatique; autrefois, c'était au vocabulaire du textile: on «déroulait la pelote» et c'était «coussu de fil blanc». À chaque époque, ses métiers dominants. Cependant, la tendance est à mélanger de plus en plus nos vies personnelles et professionnelles, et donc le vocabulaire qui s'y rapporte. On dira de ses week-ends qu'ils sont «bookés» (pris), comme de son agenda professionnel. Un cadre n'a pas de visibilité sur ses vacances, pas plus qu'il n'en a sur le planning de son service. Dans le privé comme dans la vie active, on fonctionne avec une «to-do list» (liste de choses à faire). Quelqu'un qui est resté «corporate» (digne) en boîte de nuit suscite l'admiration.

Les jeunes ne sont-ils pas les plus gros pourvoyeurs de ces mots nouveaux ? Les jeunes sont évidemment très doués pour jouer avec les mots, créés de nouveaux sens. Y compris en s'inspirant du vocabulaire de YouPorn.com, une plateforme de vidéos pornographiques gratuites. Cela les amuse de dire d'une femme d'âge mûr qu'elle est «MILF» (mother I'd like to fuck), sans forcément mesurer la vulgarité de l'expression. Sur les réseaux



CLEMENT MANDOUZEAU

sociaux, les jeunes commencent à employer des néologismes puis leurs aînés s'y mettent, hantés sans doute par le syndrome d'une société qui ne veut pas vieillir. La frontière n'est pas tellement générationnelle. Ceux qui adoptent ce langage sont surtout des gens qui veulent être dans le coup, jeunes ou pas.

Où sont créés ces néologismes ? D'après les moteurs de recherche, ils ne sont pas l'apanage des milieux bobos urbains. L'expression «je le calcule pas» (je l'ignore) est venue du sud de la France. Un peu comme un mot de la langue d'oc absorbé par la langue d'oïl. Les mots nouveaux n'apparaissent pas de la même façon sur Facebook et sur Twitter. Sur Facebook, on en a un usage récréatif. Sur Twitter, c'est plus créatif mais aussi plus violent. La publicité est aussi une source non négligeable: «Optimisez-vous», préconisaient les compléments alimentaires Oenobiol. «Que du bonheur», vantait la barre chocolatée Mars, slogan tellement usité qu'il pourrait figurer dans les pages roses du Larousse!

Ce nouveau langage revivifie-t-il le français ? Il montre parfois une grande inventivité, mais il appauvrit le champ lexical car on prend l'habitude de

s'exprimer avec très peu de mots. Par facilité, pour être compris, on utilise un vocabulaire que tout le monde – du moins dans son cercle privé ou professionnel – comprend. Employer des termes recherchés vous classe immédiatement comme étant un peu snob. Ne dérogeant pas à la règle, les politiques adoptent un langage «moderne» et passent leur temps à «mettre en place des dispositifs» comme si un régiment complet était engagé pour appliquer quelques mesures. À force de réduire son vocabulaire, on risque de réduire sa pensée. L'usage de mots polysémiques se perd.

Quels nouveaux mots préférez-vous ? Je suis fier d'avoir déniché «fangtrier» (adorer et le faire savoir), très en vogue chez les adolescents. «Kikoolol» n'est pas mal non plus pour désigner celui qui abuse des abréviations et des smileys dans ses textos, écrivant «deml» pour «demain», ou «tki» pour «ne t'inquiète pas».

Et lesquels trouvez-vous les plus laids ? Tous ceux venant du marketing ou du langage de chef de projet. Que dire d'«aspirationnel» (censé désigner la capacité d'une marque à susciter le désir)? De «finaliser» ou «solutionner», traductions barbares de «terminer» et «résoudre»? ■

Que dirait votre voiture, si elle pouvait parler de vous ?

FORD KUGA
 > Ford SYNC® avec lecture des SMS*
 Titanium 2.0 TDCI 140 ch 4x2
169 € / mois¹ sans condition de reprise
 Entretien compris²

LOA 3 ans/60 000 km. Loyer de 6 790 €, puis 24 loyers de 169 €
 Montant total dû en cas d'acquisition: 26 420 €
 Un crédit vous engage et doit être remboursé.
 Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.

*Selon téléphones compatibles. (1) Location avec Option d'Achat pour un Kuga Titanium 2.0 TDCI 140 ch 4x2 Type 04-13. Prix maximum au 01/01/2014: 29 950 €. Prix remis: 25 150 € incluant 4 800 € de remise. Kilo kilométrage standard 25 000 km/an. Dépôt de Garantie de 1 410 €. Option d'achat: 15 574 €. Assurances facultatives. Déclassement à partir de 17 618 €/mois en sus du mensualité. Offre réservée aux particuliers pour toute commande de Kuga neuve du 01/04/14 au 30/04/14, en stock dans les concessions Ford participantes, livrée avant le 30/04/2014. Sous réserve d'acceptation du dossier par Ford Credit. 34 rue de la Croix de Fer, 78174 St-Germain-en-Laye. RCS Versailles 392 305 776. N° ORIAS: 17703709. Délai légal de rétractation: 12. Entretien optionnel à 13 €/mois. Modèle présenté: Kuga Titanium 2.0 TDCI 140 ch 4x2 avec Jantes Alliage 18" S blanches, Phares bi-Xénon, Pack Style, Pack Mains Libres et Peinture métallisée, au prix après promotion de 27 790 €, apport, dépt de garantie et option d'achat identiques, coût total: 29 118,88 €, 24 loyers de 281,40 €/mois. Consommation mixte: 5,3 l/100 km. Rejet de CO₂: 139 g/km. Ford France, 34, rue de la Croix de Fer, 78127 St-Germain-en-Laye Cedex. SIPEN 425 127 362 RCS Versailles.

Ford.fr

Retrouvez Ford France sur

Go Further



PUBLICIS
LES OBSTACLES À LA FUSION
AVEC L'AMÉRICAIN OMNICOM
SE MULTIPLIENT **PAGE 32**

Maurice Lévy et John Wren

CLINQUES
MÉDIPÔLE SUD SANTÉ
DEVIENT LE NUMÉRO 2
DU SECTEUR **PAGE 26**

**VIVENDI : VENTE
IMMINENTE DE
MAROC TELECOM**

TELECOMS Enfin bouclée ! La vente par Vivendi de ses 53 % détenus dans l'opérateur Maroc Telecom au groupe émirien Etisalat pour 4,2 milliards d'euros devrait être réalisée cette semaine, a-t-on appris dimanche auprès de trois sources proches de l'opération. Vivendi franchit ainsi une nouvelle étape dans sa stratégie de désengagement des télécoms, marquée par la cession de l'opérateur mobile SFR à Numericable pour 17 milliards d'euros.

« C'est imminent. Il reste des petits détails administratifs de rien du tout à régler. Cela ne devrait plus être qu'une affaire de quelques jours », a confirmé au Figaro une source proche du dossier. Annoncée en novembre dernier, après une année de rebondissements multiples, la vente de Maroc Telecom à Etisalat a encore traîné en longueur en raison de questions réglementaires, en particulier la nécessité de demander des autorisations dans les différents pays d'Afrique où est implanté Maroc Telecom (Mauritanie, Mali, Gabon et Burkina Faso).

Mais Vivendi devrait désormais toucher rapidement le produit de cette vente. Il devrait servir à financer en partie la distribution de dividendes annoncée par le groupe. Vivendi a en effet indiqué la semaine dernière que ses actionnaires allaient toucher les premiers bénéfices des cessions (Activision Blizzard, Maroc Telecom, SFR), soit 5 milliards d'euros entre 2014 et 2015... D'abord 1,34 milliard d'euros cette année, versés sous la forme d'un dividende d'un euro par action. Puis 3,5 milliards d'euros l'année prochaine, une fois la cession de SFR à Numericable finalisée.

Le rachat de Maroc Telecom devrait, lui, être financé pour un quart par un fonds souverain basé à Abu Dhabi, sans que son identité n'ait été précisée. L'hypothèse la plus probable serait celle d'un financement par Mubadala, un fonds qui a déjà des actifs télécoms et a noué un partenariat avec Etisalat en Afrique. Des banques fourniront les 3,15 milliards d'euros de financements restants.

Etisalat a refusé de commenter l'information, tout comme Mubadala. Vivendi n'était pas disponible dans l'immédiat.

M.-C.R.

Alstom : la contre-offensive de Siemens

Le géant allemand a remis une offre rivale de celle de General Electric. Le gouvernement réclame du temps pour examiner les deux offres. **PAGES 24 ET 25**



Les Londoniens se préparent à une grève dure du « Tube »



960 postes doivent être supprimés aux guichets du « Tube ».

TRANSPORTS Les Londoniens se préparent à affronter « le chaos » dû à une grève de 48 heures des agents de leur métro, le Tube, qui doit débiter lundi soir. Un second préavis a été déposé sur trois jours pour la semaine prochaine.

Les négociations pour tenter de trouver une solution au conflit social ont échoué la semaine dernière. Le syndicat RMT (Rail Maritime and

Transport Union) a déclenché ce mouvement contre la suppression de 960 postes aux guichets des stations du Tube. Une précédente grève en février avait entraîné la fermeture de dizaines de stations et d'importantes perturbations sur huit des onze lignes, ainsi que des embouteillages monstres dans la capitale. Elle avait été interrompue par la perspective d'une réouverture des négociations par

les dirigeants du London Underground, mais aucun accord n'a été trouvé depuis. La mairie de Londres, autorité de tutelle du métro, a lancé un vaste plan de modernisation qui passe par l'automatisation des moyens de paiement des transports publics, notamment sur les cartes bancaires, justifiant les suppressions de postes d'agents de vente.

Le premier ministre, David

Cameron, a condamné cette grève « inacceptable », à l'instar de la plupart des dirigeants politiques du pays et des médias qui agitent un manque à gagner pour la ville de 150 millions de livres (182 millions d'euros). Le maire de Londres accuse les salariés du Tube de « mépris » envers les quelque 4 millions de voyageurs qui empruntent chaque jour le plus vieux métro du monde.

JEAN-PIERRE MULIER/APP, BEN STANSALL/APP, PATRICK DEVARIC/APP, MITL/FOTOLIA, S. SORIANO/LE FIGARO

L'HISTOIRE DU JOUR

Les retraités de plus en plus nombreux à cueillir le muguet



L'Or, un actif réel

CPOR Devises
DISTRIBUÉS PAR LES BANQUES
ET LES INTERMÉDIAIRES ADRESSÉS



www.cpordevises.com

D'année en année, de plus en plus de retraités viennent cueillir le muguet. « Je n'avais jamais vu cela depuis quatre générations d'existence de notre entreprise », indique Jean-Pierre Marchais, producteur à Saint-Julien-de-Concelles dans le bassin nantais. Une région qui fournit plus des trois quarts des 60 millions de brins vendus en France à l'occasion du 1^{er} Mai. « Sur les 600 salariés que nous employons pour l'occasion, une trentaine sont retraités », poursuit-il. Même son de clochette plus au sud à Machecoul.

« C'est en constante augmentation depuis trois à quatre ans, confirme Jean-François Viner, l'un des plus gros producteurs de la région. Sur les 2685 saisonniers du muguet que l'embauche, 266 sont retraités, soit 10 % de plus que l'an dernier. Il s'agit d'une main-d'œuvre très consciencieuse, toujours à l'heure, qui respecte le pro-



duit et qui, malgré une productivité horaire moins importante, s'arrête peu », poursuit l'employeur. Les motivations de ces salariés d'un semaine sont variées. « Je m'occupe tout en rendant service. Je suis polyvalent. Je cueille dès le lever du jour, je trie et emballer. Un peu la bonne à tout faire », ironise Gérard, 72 ans, retraité de l'horticulture. La crise économique motive aussi cette nouvelle main-d'œuvre.

« À raison de 8 à 10 heures de travail par jour, la cueillette peut rapporter entre 500 et 600 euros brut », précise Patrick Verron, porte-parole du Comité départemental de développement maraîcher. Au total, ils seraient désormais plus de 400 retraités comme Gérard (sur 7000 saisonniers) à cueillir cette fleur symbolique de la Fête du travail. « Malgré leur précocité, les clochettes seront abondantes et de très belle qualité cette année », se réjouit Patrick Verron.

ÉRIC DE LA CHESNAYS

L'INES A DE GRANDES AMBITIONS POUR VOUS

COMPTEZ SUR L'UNE DES MEILLEURES
ÉCOLES PRÉPARATOIRES
AUX MÉTIERS DE L'EXPERTISE COMPTABLE ET DE L'AUDIT

DCG - DSCG - DEC

www.lines-expertises.fr
34 boulevard Haussmann 75009 PARIS

TROIS
GÉANTS
DE L'ÉNERGIE

ALSTOM

Chiffre d'affaires

20,2
milliards
d'euros

exercice 2012-2013

Résultat net

802
millions
d'euros

Effectif

92 900
personnes



Chiffre d'affaires

73
milliards
de dollars

exercice 2013

Résultat net

9,7
milliards
de dollars

Effectif

300 000 personnes
dont 11 000 en France

SIEMENS

Chiffre d'affaires

75,9
milliards
d'euros

dont 2,3 milliards € en France

Résultat net

4,4
milliards
d'euros

Effectif

362 000 salariés
dont 7 000 en France

Alstom: Bercy pousse Siemens pour contrer General Electric

Le groupe allemand propose d'acheter l'activité énergie d'Alstom, valorisée 10 à 11 milliards, et de lui céder ses trains.

IVAN LETESSIER @ivandletessier

INDUSTRIE Arnaud Montebourg a gagné une bataille dans le bras de fer qui l'oppose aux dirigeants d'Alstom et de General Electric. Ou du moins quelques jours de répit. Le conseil d'administration du groupe français, réuni dimanche soir, n'a pas pris de décision au sujet de l'offre faite mercredi par l'américain. Les deux sociétés comptaient annoncer ce lundi le rachat par General Electric des activités énergie d'Alstom, pour plus de 10 milliards d'euros payés en cash. La conférence de presse a été annulée.

Ce projet a fortement déçu à Arnaud Montebourg, sans que l'on sache ce qui l'irrite le plus : la perspective de voir la branche énergie d'Alstom passer sous pavillon étranger ou le fait d'en avoir été informé à la dernière minute. « On a appris vendredi soir que c'était plié, confie un proche du ministre, quand Clara Gayraud (qui représente l'américain en France) nous a prévenus que General Electric avait déposé une offre et qu'Alstom allait l'accepter dimanche. »

Les équipes d'Arnaud Montebourg et l'Agence des participations de l'État, qui planchent depuis des mois sur l'avenir d'Alstom, ont réactivé jeudi en urgence la piste

d'un échange d'actifs avec Siemens. Joe Kaeser, le PDG du groupe allemand, avait rencontré Patrick Kron à ce sujet le 10 février. Le patron d'Alstom lui avait alors signifié une fin de non-recevoir.

Dans un courrier transmis dimanche à l'aube aux administrateurs d'Alstom, Joe Kaeser juge que c'est désormais « le bon moment de réitérer et de détailler la proposition de Siemens en vue d'une potentielle transaction avec Alstom ». Dans sa déclaration d'intention, qui n'est pas une offre ferme, Siemens propose de reprendre l'activité énergie d'Alstom, qu'il évalue de 10 à 11 milliards d'euros. De plus, l'allemand offre au français une part importante de sa division ferroviaire, avec ses trains à grande vitesse TGV (avec un carnet de commandes de 5,4 milliards d'euros) et ses locomotives (2 milliards de commandes). À ce stade, Siemens ne propose pas ses rentables rames de métro.

Selon Joe Kaeser, ce schéma est « une opportunité unique de bâtir deux géants européens, chacun leader mondial » : l'un français dans le transport (Alstom, qui possède déjà le TGV), l'autre allemand dans l'énergie (Siemens). Tenant compte des exigences d'Arnaud Montebourg, Siemens estime que ces rapprochements n'auront pas d'impact social et s'engage à ne pas faire

PATRICK
KRON
PDG
d'Alstom

JEFFREY IMMELT
PDG
de General Electric



de licenciement pendant trois ans. Le groupe promet d'établir le siège de sa division vapeur en France, où il transférerait une part significative du siège de son activité transmission. Enfin, il se dit prêt à envisager la rétrocession des actifs nucléaires d'Alstom, afin de sécuriser les intérêts de la France.

La balle dans le camp des administrateurs d'Alstom

Fort de cette offre de dernière minute, le ministre de l'Économie a annulé le rendez-vous prévu dimanche avec Jeff Immelt, le patron de General Electric. Surtout, il lui a fait parvenir un courrier qui a tout d'un coup rappelé à l'ordre. Arnaud Montebourg lui signifie sa surprise d'avoir été mis devant le fait accompli et lui rappelle que les projets d'acquisition d'actifs dans le secteur de l'énergie, en particulier lorsqu'ils sont liés à l'industrie nucléaire, sont soumis aux autorités françaises (à l'instar du CFIUS aux États-Unis). Rappelant qu'il est en son pouvoir de les refuser ou d'y poser des conditions, Montebourg

Je suppose que les administrateurs d'Alstom seront particulièrement prudents dans l'exercice de leurs obligations fiduciaires dans un contexte si sensible

ARNAUD MONTEBOURG, DIMANCHE DANS SON COURRIER À JEFF IMMELT, LE PDG DE GENERAL ELECTRIC

conseille à Immelt d'engager des discussions avec lui avant toute annonce officielle d'un projet de transaction.

Le ministre de l'Économie met aussi la pression sur les administrateurs d'Alstom, estimant que l'offre de General Electric contrevient aux règles boursières protégeant les actionnaires minoritaires : « Je suppose que les administrateurs d'Alstom seront particulièrement prudents dans l'exercice de leurs obligations fiduciaires dans un contexte si sensible », écrit-il.

S'il a gagné du temps avec ce courrier, Arnaud Montebourg n'insulte pas l'avenir avec General Electric. Le gouvernement se dit prêt à examiner les deux projets et « à y participer financièrement », en restant vigilant au maintien de l'excellence et de l'indépendance de la filière nucléaire française.

« GE et Alstom ont leur calendrier qui est celui d'actionnaires, mais le gouvernement français a le sien qui est celui de la souveraineté économique, assure Arnaud Montebourg. C'est pourquoi le gouvernement sou-

Alstom et Siemens, frères ennemis

EMMANUEL EGLOFF @eeegloff

« Le monstre du Loch Ness » : c'est ainsi que Patrick Kron définissait, en 2004, une éventuelle alliance avec Siemens. Depuis son accession à la tête d'Alstom, en 2003, le PDG du groupe s'est opposé à bien des reprises au groupe allemand et à ses dirigeants - quatre se sont succédés ces dix dernières années. Les points de friction sont d'autant plus nombreux que les deux sociétés sont concurrentes dans plusieurs domaines : trains à grande vitesse et régionaux, métros, turbines à gaz, éoliennes...

Les premières escarmouches sont lancées par Siemens dès l'entrée en fonction de Patrick Kron. Alors que son groupe multiplie les pertes, le dirigeant français élabore un plan de sauvetage qui passe par un soutien financier de l'État français. Mais le géant allemand, arguant que ces aides publiques vont fausser la concurrence, milite auprès des Bruxelles pour que le plan soit rejeté. En vain. Mais les dirigeants du groupe allemand envisageront - en en faisant courir le bruit mais sans jamais franchir le pas - une plainte auprès de la Cour européenne de justice. Patrick Kron en gardera une rancune tenace.

Un an plus tard, Alstom n'est toujours pas redressé et les pouvoirs publics envisagent un nouveau plan. La solution Siemens refait surface. L'allemand s'intéresse d'ailleurs plus à la partie énergie - déjà - qu'aux transports. C'est à ce

moment que Patrick Kron évoque « le monstre du Loch Ness » auprès de ses salariés. Il souligne qu'une alliance Alstom-Siemens « traiterait l'ensemble des intérêts de nos actionnaires, de nos salariés et de nos clients ».

Non équilibrée

Si Siemens a plusieurs fois envisagé de porter plainte contre Alstom, c'est le groupe français qui passera à l'acte le premier. En octobre 2010, Eurostar, filiale de la SNCF, attribue à Siemens un contrat de 600 millions d'euros pour l'achat de dix trains. Jugant l'appel d'offres non équilibré (les trains Siemens ne sont pas encore homologués pour passer sous la Manche), Patrick Kron attaque Eurostar en justice. Les ministres des Transports des deux pays s'en mêlent et le sujet sera évoqué par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel lors d'un sommet européen. En 2012, Alstom retire sa plainte, après l'attribution par la SNCF d'un contrat pour des TGV d'une valeur de 900 millions d'euros.

2012, c'est aussi l'année où Siemens conteste à son tour en justice l'attribution du métro automatique de Lille. L'allemand qui a conçu le VAL (pour Villeneuve-d'Ascq-Lille), il y a trente ans, puis établi son centre de compétence mondial pour les métros automatiques à Châtillon (Hauts-de-Seine) et à Lille, se sent légitime et présente une offre moins disante. Mais, au final, c'est Alstom qui remportera le contrat...

Bouygues joue à front renversé

BERTILLE BAYART
bayart@lefigaro.fr

Acheteur, éconduit par Vivendi, de SFR il y a seulement quelques semaines, le groupe Bouygues se trouve aujourd'hui dans la position du vendeur. Bouygues est en effet le premier actionnaire d'Alstom, dont il détient 29,4 % du capital.

Un renversement de situation assez ironique. Car la bataille pour Alstom, jusqu'à l'implication d'Arnaud Montebourg, fait à maints égards écho à celle qui s'est jouée dans les télécoms. Et l'actionnaire et administrateur Bouygues se trouve placé face à des arguments qu'il avait lui-même soulevés au sujet de SFR.

Dans les deux cas, l'opération s'apparente à la vente par un groupe coté en Bourse d'un actif essentiel de son périmètre. Quand Vivendi avait décidé de se séparer de SFR, Bouygues n'avait cessé de réclamer un processus transparent de mise aux enchères, permettant à toutes les offres éventuelles de se manifester. Il estimait aussi qu'une opération aussi significative ne pouvait relever du seul conseil de surveillance mais devait être soumise au feu vert de l'assemblée générale des actionnaires.

Qu'en sera-t-il pour Alstom ? En s'invitant dans le processus par un courrier formel aux administrateurs, Siemens les oblige à y regarder à deux fois. Difficile en effet d'imaginer céder un actif pour plus de 10 milliards d'euros sans être certain d'en avoir tiré le meilleur prix.

Surtout, contrairement au choix de Vivendi, le groupe Alstom aurait, selon nos informations, prévu de subordonner toute transaction à un vote en assemblée générale. Il se conformerait ainsi aux préconisations du code de gouvernance élaboré par l'Afp et le Medef.

Porte de sortie aux actionnaires

Dans ce dossier, Bouygues joue la discrétion et se défend d'être à l'initiative du mouvement stratégique engagé par Alstom. Le groupe de Martin Bouygues souligne qu'il n'est ni l'actionnaire majoritaire ni même l'actionnaire de contrôle d'Alstom. Le point est important. Car le droit boursier impose à l'actionnaire de contrôle qui déciderait la cession d'un actif essentiel d'une société cotée d'offrir une porte de sortie aux actionnaires minoritaires de celle-ci sous la forme d'une OPA.

Un proche du dossier estime cependant que cette disposition ne s'applique pas dans le cas présent, puisque Bouygues n'occupe que deux fauteuils sur quatorze au conseil d'administration d'Alstom et représenterait moins de la moitié du quorum aux trois dernières assemblées générales. Enfin, il n'existe pas de flux d'affaires significatifs entre Bouygues et Alstom. Que Patrick Kron soit présent chaque année à la présentation des comptes de Bouygues - du reste marqués cette année par une dépréciation de 1,4 milliard d'euros sur la valeur du ticket dans Alstom - ne suffit donc pas à faire du groupe d'énergie et de transport une de ses filiales.

Le groupe se trouve placé face à des arguments qu'il avait lui-même soulevés au sujet de SFR

ARNAUD MONTEBOURG
ministre
de l'Économie

JOE KAESER
PDG
de Siemens

MARTIN BOUYGGUES
PDG du groupe
Bouygues

Un groupe pas comme les autres



DÉCRYPTAGE
Jacques-Olivier
Martin
jmartin@lefigaro.fr

La mobilisation totale d'Arnaud Montebourg et des équipes de Bercy pour retarder, voire stopper, le rachat des activités énergie d'Alstom par l'américain General Electric est à coup sûr politique. L'inaction de l'État sur le dossier du rachat de Lafarge par le suisse Holcim début avril et l'incapacité du ministre de l'Économie à peser dans la vente de SFR obligent les pouvoirs publics à intervenir et surtout à réussir à s'imposer dans ces grandes manœuvres.

Cette intervention paraît d'autant plus légitime qu'Alstom n'est pas une entreprise comme les autres. Elle revêt tout d'abord une dimension stratégique réelle, en tant qu'acteur de l'énergie et notamment de fournisseur de turbines pour les réacteurs nucléaires EPR d'Areva, en France. Avec la vente de cette activité à un groupe étranger, qu'il soit américain ou allemand, c'est un savoir-faire précieux pour le dévelop-

pement de cette filière d'excellence française qui pourrait être remis en question. Sensible sur ce point, Siemens a, du reste, indiqué qu'il n'exclut pas une cession de cette division à un acteur français si cela était dans l'intérêt de la France.

Avec le TGV, Alstom fait aussi partie du patrimoine industriel français. Épaulé par les commandes de la SNCF depuis 30 ans, le groupe est devenu le leader mondial des trains à grande vitesse. C'est une véritable vitrine technologique, au même titre qu'Airbus. Or cette activité est vulnérable. Elle nécessite des capitaux importants et n'est pas facile à exporter. Au sein d'un groupe, comme c'est le cas actuellement, cette branche est mieux protégée.

Enfin, pour François Hollande, Alstom est un dossier industriel particulier. C'est Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Économie, qui a sauvé en 2004 l'entreprise alors en quasi-dépôt de bilan. Avec ce succès, l'ex-président de la République a redonné quelque crédit à l'État stratège. Nul doute que son successeur aura à cœur de ne pas passer pour le fossoyeur passif d'un fleuron industriel.

haute disposer du temps nécessaire à un examen sérieux des propositions. Faut-il rappeler qu'Alstom vit notamment de la commande publique et du soutien de l'État à l'exportation.

Le rendez-vous prévu entre Jeff Immelt et François Hollande dimanche a lui aussi été annulé. À l'Élysée, on assure qu'il n'a jamais été programmé. Chez General Electric, on y voit une mauvaise manœuvre, après les efforts de séduction déployés mi-février par le président de la République. D'abord aux États-Unis, où il avait incité les entreprises américaines à investir dans l'Hexagone, puis à l'Élysée, où il avait reçu les dirigeants des groupes étrangers présents en France, dont ceux de General Electric.

La balle est désormais dans le camp du conseil d'administration d'Alstom, qui a désigné un comité ad hoc composé de cinq de ses membres, présidé par James W. Leng. Vouleront-ils prendre une décision dans les prochains jours, quitte à fâcher le gouvernement en donnant l'impression de passer en force ? Sont-ils au contraire prêts à

patienter plusieurs semaines, si le groupe General Electric prolonge son offre, comme il en a le projet ?

Les jours qui viennent permettront au gouvernement d'accroître la pression sur Alstom, son PDG, dans le collimateur de Bercy, et son principal actionnaire, le groupe Bouygues. Et surtout, de faire monter les enchères entre les deux candidats, ce soit sur le montant de l'offre en cash ou les promesses en terme d'emplois et de transfert de centres de décision en France.

Pour emporter l'affaire, chaque partie tentera de décrédibiliser le camp adverse ou de se donner le beau rôle. Chez Alstom, on assure ainsi que l'EPR est une technologie déclinante, et que son apport n'aurait aucun intérêt, sauf à réveiller les autorités de la concurrence. Du côté de General Electric, Interpolé sur le caractère stratégique des activités nucléaires d'Alstom, on rappelle que le groupe américain fournit les turbines des sous-marins d'attaque français et que ces contrats avec la DGA et la DCNS ne posent pas de problème.

Le projet américain mise sur la complémentarité

FRÉDÉRIC DE MONICAULT
fde monocault@lefigaro.fr

Alstom au cœur d'un bras de fer entre General Electric (GE) et Siemens. Alors que la bataille bat son plein entre l'américain et l'allemand pour prendre le contrôle de la branche énergie du français, la question du rapprochement industriel le plus pertinent se pose forcément. Patrick Kron, le PDG d'Alstom, n'a jamais caché ses réserves à l'égard d'un projet avec Siemens, qui créerait de nombreux doublons d'activités. Les deux groupes sont en effet directement concurrents sur un grand nombre de segments : équipements électriques, systèmes de transmission et bien sûr les turbines, notamment les turbines à vapeur.

Symbole fort de cette concurrence frontale, Areva, le groupe français leader mondial du nucléaire, a choisi Siemens plutôt qu'Alstom pour réaliser la partie turbo-alternateur du prototype de l'EPR, le réacteur de nouvelle génération actuellement en construction en Finlande. À Flamanville (Manche), au contraire, l'autre chantier européen de l'EPR, c'est Alstom qui a été retenu par EDF pour équiper la future centrale.

Dans l'entourage de GE, on fait valoir au contraire que les activités turbines des deux groupes se complètent naturellement : Alstom est présent en particulier dans l'hydraulique et le renouvelable, deux domaines qui ne figurent pas dans la panoplie de l'américain. En

France, associé à EDF dans le cadre des appels d'offres éolien offshore, le groupe de Patrick Kron s'est ainsi distingué en réimposant trois champs sur quatre dans le cadre du premier round. Quant à ses turbines hydrauliques, on les retrouve dans les plus grands barrages du monde comme dans les vallées françaises exploitées par le même EDF, l'électricien tricolore étant reconnu comme l'un des spécialistes mondiaux de l'hydroélectricité.

Champion européen

Chez Siemens, bien conscient du potentiel redoutable d'une alliance entre GE et Alstom, un cadre fait valoir qu'il y a aussi des synergies à dégager pour les turbines : l'allemand a affiché sa valeur ajoutée sur les centrales à gaz tandis qu'Alstom est un spécialiste du charbon. « On peut dissenter à l'infini sur le périmètre de chacun, GE offre certainement un éventail d'équipements plus complémentaire, souligne un bon connaisseur du secteur, mais les produits ne constituent pas tout. Le ticket Alstom-Siemens permettrait de constituer un champion européen, soutenu en conséquence par les institutions et les États. »

En attendant les prochains développements du dossier, Alstom, GE et Siemens ont déjà croisé le fer tous les trois sur de nombreux appels d'offres. La qualité des produits du français a souvent été reconnue à cette occasion par ses rivaux, qui voient dans son éventuel rachat une belle opportunité d'augmenter leur valeur ajoutée.

La stratégie donne la direction. La technologie vous y emmène.

High performance. Delivered.*

accenturestrategy

Stratégie | Digital | Technologie | Opérations

26 ENTREPRISES

Naissance d'un nouveau champion des cliniques

Avec l'acquisition de Médi-Partenaires, Médipôle Sud Santé devient numéro 2 du secteur.

JEAN-BERNARD LITZLER
jlitzler@lefigaro.fr

SANTÉ Le mouvement de concentration dans les cliniques se poursuit. Alors que les rapprochements et alliances régionales se multiplient ces derniers mois, le groupe Médipôle Sud Santé vient de conclure l'acquisition de Médi-Partenaires. L'acheteur est un groupe comprenant une vingtaine d'établissements de soins (dont 11 cliniques) implantés dans le sud de la France entre Albi et Arles. Quant à Médi-Partenaires, l'entreprise est plus grosse et implantée plus largement dans le pays. C'est le troisième acteur de l'hospitalisation privée en France avec plus de 550 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2013 et 24 cliniques.

Le nouvel ensemble sera piloté par Marcel Hermann, président fondateur de Médipôle Sud Santé. Avec un chiffre d'affaires cumulé de 830 millions d'euros en 2013, il deviendrait ainsi le numéro deux loin derrière la Générale de Santé (1,87 milliard), mais devant l'actuel second, le groupe Vitalia. Il

disposera de 6.300 lits et de près de 8.500 salariés et a soigné l'an dernier plus d'un million de patients. Sous réserve de l'accord des autorités de la concurrence, l'opération devrait être bouclée d'ici l'été. Pour l'instant, la fusion n'est pas encore évoquée, les deux entités conservant leur nom respectif.

Attirer les médecins

Si ce mariage crée un nouveau poids lourd des cliniques, c'est aussi l'occasion d'un va-et-vient d'investisseurs. Le fonds LBO France, entré dans Médi-Partenaires juste avant la crise à un moment où les prix étaient plus élevés, cherchait à se retirer. Quant à Bridgepoint, l'actionnaire majoritaire de Médipôle depuis 2011, il restera actionnaire à hauteur de 70 % du nouvel ensemble (les 30 % restants étant aux mains du management) et repart pour un nouveau « cycle de création de valeur ».

« Il est vital, dans notre activité, de continuer à investir dans les projets médicaux pour garantir la meilleure gestion », souligne Marcel Hermann. Mais pour cela, il faut dégager des résultats et gagner des



Le nouvel ensemble, qui disposera de 6 300 lits et de près de 8 500 salariés, a soigné l'an dernier plus d'un million de patients. SPOTIMAT/PHOTO / FIDOLIA

précieux points de marge. » Alors que le tarif de nombreux actes est revu à la baisse pour respecter l'objectif de dépenses de l'Assurance-maladie tandis que la note fiscale reste lourde, les économies d'échelle sont indispensables. Un plus grand groupe permet de se fournir à meilleur coût aussi bien sur le marché de la restauration que pour les fournitures de matériel ou de médicaments.

« L'alliance de deux groupes ayant une réputation qualitative, c'est une excellente façon d'attirer des praticiens de grande qualité et d'offrir les meilleurs soins à nos patients », poursuit Marcel Hermann. Car pour travailler avec de très bons médecins libéraux, il faut les séduire, prouver que le groupe a des perspectives d'avenir et pouvoir s'offrir du matériel high-tech. L'achat d'un robot chirurgical

s'élève ainsi à 2 millions d'euros, rappelle Marcel Hermann. « Il était important de se rapprocher d'un groupe qui partage notre philosophie et notre culture entrepreneuriale », explique le président du nouvel ensemble pour justifier le choix de cette acquisition. Nous connaissons bien l'équipe de management de Médi-Partenaires et nous nous estimons. »

Alors que 37 % des cliniques et hôpitaux privés étaient déficitaires en 2012 selon les chiffres de la Fédération de l'hospitalisation privée et la rationalisation du secteur vont se poursuivre, explique Benoît Bassi, président de Bridgepoint France. Nous sommes heureux de participer à ce mouvement pour créer l'un des acteurs les plus dynamiques du secteur. » ■

EN BREF

Un geste pour les retraités « autour de 2 000 euros »

Alors que le gouvernement doit annoncer une mesure pour limiter l'impact du gel des pensions sur les petites retraites, la ministre Marisol Touraine a indiqué un geste pour celles « autour de 1 000 euros ».

PSA Peugeot Citroën : précision

Le conseil de surveillance de PSA comptera trois représentants de la famille Peugeot (nos éditions du 26 avril). Thierry Peugeot, jusqu'ici président du conseil, et son cousin Robert y représenteront respectivement les holdings EPF et FPF, tandis que Jean-Philippe Peugeot sera censuré.

Les établissements cherchent une bouffée d'oxygène

GUILLAUME MOLLARET
@NewsduSud
MONTPELLIER

L'opération s'élève à 50 millions d'euros. Le groupe Clinipôle, bâti par le Montpellierain Serge Constantin, a cédé l'an dernier à Icade Santé les murs de cinq cliniques. « N'allez pas croire que c'est ce qui est allé dans mes poches ! Beaucoup a servi à nous désendetter et restaurer notre trésorerie », prévient le dirigeant d'un groupe de 75 millions d'euros de chiffre d'affaires et qui emploie mille personnes. L'argent est réinjecté dans l'activité pour la remise aux normes de nos établissements et financer la croissance externe. Nous avons demandé à Icade Santé de nous accompagner systématiquement dans les opérations futures. Cela nous rend moins dépendants des banques, d'autant qu'aujourd'hui, nos capacités d'investissement sont restaurées. »

Propriétaire des murs de Clinipôle, Icade Santé est une foncière créée voilà sept ans. Dedicée à l'achat des murs de cliniques et établissements de soins de suite, elle en possède aujourd'hui près de soixante. « Les cliniques ont un cash-flow récurrent, explique Françoise Delcêtre, directrice générale d'Icade Santé qui signe des baux de douze ans renouvelables. Le placement en établissements de santé permet d'envisager une activité stable sur le long terme. Les groupes régionaux du secteur font aujourd'hui beaucoup appel à nous quand ils veulent construire un nouvel établissement, car il est devenu difficile pour eux de le financer seuls. »

Le temps des SCI est révolu

Ancien chez les grands groupes, comme Générale de Santé ou Médi-Partenaires, la cession des murs est une nouveauté dans les établissements isolés, ou groupes à taille régionale. « Au regard des difficultés économiques de notre secteur, l'une

37 %
des cliniques
étaient
déficitaires
en 2012

des premières mesures est de se séparer de nos murs pour alléger la dette du groupe et avoir une meilleure visibilité ainsi qu'une stabilité sur les loyers, avance pour sa part Laïmane Charbi, président de la Fédération hospitalière privée-médecine chirurgie et obstétrique. Le temps où on nous soupçonnait d'avoir une SCI avant les bénéfices est révolu. » Et de rappeler que 37 % des cliniques privées sont déficitaires à ce jour.

Plus précis, le dirigeant d'un autre groupe régional décrypte :

« Avec les changements de normes récurrents, il n'y a pas de rentabilité sur nos murs. Un groupe mal structuré est devenu mortel. Vendre ses murs permet de remettre à niveau sa trésorerie. Au mieux, c'est le foncier sur lequel se trouve la clinique qui a de la valeur car on peut difficilement convertir un ancien établissement de soins en logements ou en bureaux. »

Plus nuancé, Serge Constantin affirme simplement : « Nous nous concentrons sur notre cœur d'activité qui est le soin. Faire de l'immobilier,

c'est un autre métier. » Outre une entrée d'argent frais, la vente des murs de Clinipôle a permis au groupe de réaliser des économies. « Payer un loyer à Icade nous permet d'économiser environ un million d'euros par an, soit une économie de 15 % », explique Olivier Constantin, dirigeant du groupe Clinipôle. Selon Icade Santé, le marché de l'immobilier de la santé, qu'elle partage avec d'autres opérateurs tels que Geclimed, s'élèverait dans une fourchette située entre « 15 et 20 milliards d'euros ». ■

Offrir de bonnes conditions de travail à ses salariés pour en obtenir le meilleur

Édouard Fourcade, président de SAS France, est l'invité de l'émission BFM-Le Figaro « Impressions d'entrepreneurs ».

CORINNE CAILLAUD
@corinnecaillaud

INFORMATIQUE Des salariés heureux, c'est bon pour le business. Selon une récente étude, le retour sur investissement d'un programme de bien-être en entreprise est de neuf pour un avec, notamment, un faible turnover, une baisse de l'absentéisme, une meilleure productivité.

SAS France, éditeur mondial de logiciels d'aide à la décision, a fait le choix audacieux d'offrir à ses collaborateurs un lieu idéal pour que chacun se sente bien et donne le meilleur de lui-même. Cette entreprise œuvre, en effet, dans un secteur d'activité très concurrentiel, qui exige des réponses immédiates et qui évolue très vite avec le big data. « Les entreprises ont de plus en plus besoin de collecter des informations, comme par exemple les données en provenance des téléphones cellulaires. Elles ont besoin de trouver de l'intelligence, pour cibler de manière plus précise leurs clients, pour connaître leur profil et leur apporter les éléments d'informations et de sollicitation qui correspondent à leurs besoins propres », explique



ÉDOUARD FOURCADE
SAS FRANCE

Édouard Fourcade, président de SAS France.

Le métier nécessitant beaucoup d'agilité et de réactivité, cette société accorde une grande importance à la qualité de ses locaux. Résultat : ses salariés sont installés dans un château entouré d'un parc de 25 hectares en région parisienne. « L'objectif est de faire en sorte que nos collaborateurs donnent le meilleur d'eux-mêmes. Outre le

cadre de vie, cela passe également par une très grande flexibilité dans le travail et le management. Donc, nous mettons à la disposition de notre personnel des outils de communication adéquats. En leur rendant la vie la plus aisée possible, on espère contribuer au fait qu'ils vont se donner un peu plus avec joie et bonne humeur au travail quotidien », poursuit le dirigeant.

« Outils sophistiqués »

Pour compléter ce dispositif, des moyens technologiques ont été déployés. « Nous avons depuis longtemps mis en place des outils de vidéoconférence sophistiqués et modernes qui sont paradoxalement les plus simples. Les tablettes, les smartphones offrent aujourd'hui avec les réseaux à haut débit des capacités d'interaction extrêmement surprenantes », ajoute Édouard Fourcade.

Dans l'Hexagone, SAS France fait partie des toutes premières entreprises où il fait bon travailler. Aux États-Unis, l'entreprise est à la deuxième place du palmarès des Best Companies to Work. Il se dit même que Google, qui occupe la première marche du podium, aurait copié sur elle. ■

En rendant la vie la plus aisée possible à notre personnel, on espère contribuer au fait qu'ils vont se donner un peu plus avec joie et bonne humeur au travail quotidien

ÉDOUARD FOURCADE

En partenariat avec **hp**

Impressions d'entrepreneurs retrouvez chaque semaine l'émission sur <http://entrepreneurs.lefigaro.fr>

JOURNÉE RTL EMPLOI

DÈS 4H30 : REPORTAGES ET ENQUÊTES DE LA RÉDACTION

DÉPOSEZ ET CONSULTEZ LES OFFRES SUR **rtl.fr** ET AU 3210*

*0,34€/min

RTL

AVEC

LE FIGARO

Plus d'infos sur rtl.fr

Interface rentabilise sa stratégie « développement durable »

Le fabricant de dalles de moquette devient leader mondial grâce à la gestion minutieuse de ses ressources.

Certaines de nos dalles sont produites à partir de dalles usagées. Et même de filets de pêche transformés

ROB BOOGAARD

ANNELOT HUIJGEN

INDUSTRIE Interface se défend de tout greenwashing : la façon de travailler du producteur américain de dalles de moquette lui a permis de prendre des parts de marché dans un environnement très concurrentiel et même d'améliorer ses marges. Le rêve fou de Ray Andersen, fondateur d'Interface il y a 41 ans, qui avait fixé en 1994 l'objectif d'être la première société totalement durable en 2020, semble devenir réalité. Désormais numéro un mondial sur son marché, le groupe, coté en Bourse, emploie 3 500 personnes et devrait dépasser

le milliard de dollars de chiffre d'affaires cette année.

« Un de nos principaux défis a été de devenir indépendant du pétrole, la base du Nylon. Certaines de nos dalles sont aujourd'hui entièrement produites à partir de dalles usagées. Et même de filets de pêche transformés par notre partenaire Aquafil », explique Rob Boogaard, PDG pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique. Des filets utilisés par les grands chalutiers de Scandinavie, mais aussi par de petits pêcheurs des Philippines, qui les laissent auparavant sur les plages. « Une ONG nous aide à les récupérer autour de 29 îles des Philippines. C'est un employé qui a eu cette idée, après un

voyage à bas », raconte Rob Boogaard. À l'usine de Scherpenzeel (Pays-Bas), d'autres initiatives lancées par des salariés sont concrétisées. « Nous pensons que notre usine est la plus propre et la plus efficace possible, mais nous aimerions progresser encore », confie-t-il.

Technologies de la Nasa

Le site utilise des machines ultramodernes avec des technologies de la Nasa, ne rejette aucun déchet, réutilise l'eau et ne consomme que de l'énergie provenant d'éoliennes et de panneaux solaires. Encore plus innovante est l'utilisation de bioplastic fabriqué à partir de carcasses de poissons récupérées à proximité.

Interface produit même des dalles avec du Nylon fabriqué à partir d'huile de ricin et doit bientôt introduire à Scherpenzeel une autre matière première naturelle, qui est un déchet de l'industrie agroalimentaire. Enfin, toutes ses usines, en Irlande du Nord, aux États-Unis, en Thaïlande, Chine et Australie, sont implantées au plus près des clients pour réduire le transport.

Récemment, Rob Boogaard a exposé son expérience au premier ministre néerlandais, Mark Rutte, et à José Manuel Barroso, président de la Commission européenne. « Les politiques ont un rôle important, car l'évolution des normes pousse à faire avancer la recherche. Pour chaque

type de moquette, nous connaissons désormais la consommation exacte d'eau, de matière première et d'électricité, des éléments que nos clients commencent à prendre en compte. »

Le cas Interface est désormais étudié à l'IEG. D'autres entreprises, telles les cosmétiques Body Shop, le spécialiste de sportswear Patagonia ou encore le fabricant de produits d'entretien Ecover ont adopté la philosophie de l'usage raisonné des ressources. À l'échelle européenne, ce « nouveau modèle industriel » permettrait, selon une étude des consultants Lavery-Pennell, de réaliser 100 milliards d'euros par an de bénéfices supplémentaires et de créer 168 000 emplois. ■

Unibail va réinventer un quartier de Bruxelles

En 2021, le groupe ouvrira un énorme centre commercial mais aussi un « Spirouland » et un parc de loisirs sur la thématique de l'Europe, à côté du stade du Heysel.

LE PROJET EN CHIFFRES

81 000

C'est la taille, en mètres carrés, du centre commercial qui comprendra 200 boutiques, 30 restaurants et 21 salles de cinéma

15 millions

de consommateurs attendus dont un million grâce aux nouveaux équipements de loisirs (Spirouland, Cité des Enfants, Euroville...)

2021

Fin de la rénovation du quartier du Heysel qui nécessitera 800 millions d'euros en investissements privés dont 550 millions pour le centre commercial. Les travaux de construction, dont 590 logements, devraient commencer en 2017

JEAN-YVES GUERIN

ENVOIÉ SPECIAL À BRUXELLES

COMMERCE Le Parc des expositions à l'architecture des années 1930, l'Atomium construit lors de l'Exposition universelle de 1958 et un stade vieillissant : le quartier du Heysel, à Bruxelles, n'est pas une mornie plaine mais manque singulièrement de cohérence urbanistique. Un groupement emmené par Unibail-Rodamco, le leader européen des centres commerciaux, vient d'être désigné par la municipalité bruxelloise pour réinventer ce morceau de ville. Une victoire obtenue au nez et à la barbe de l'autre finaliste, l'anglais Hammerson. Et, surtout, une première implantation en Belgique pour Unibail déjà présent dans douze autres pays européens.

« Il s'agit de créer un nouveau quartier qui fonctionnera en osmose avec les ouvrages existants, explique Christophe Cuvillier, président du directoire de cette foncière. Aucune autre capitale européenne n'a un projet d'une telle envergure. » Pour Unibail, habituée à construire et exploiter des « malls » géants, ce sera une première. Car, ici, il y aura bien



Le projet de centre commercial avec parc, restaurants et Cité des Enfants imaginé par Unibail. VUE D'ARTISTE

une énorme usine à vendre avec 200 magasins et 30 restaurants, mais aussi un parc de loisirs « indoor » autour du héros de BD Spirou, des logements, une promenade plantée. Une opération de 800 millions d'euros dont l'ouverture est prévue en 2021. Le temps d'obtenir les autorisations administratives puis de construire tous les bâtiments.

Pour mener à bien ce projet, la

foncière française s'est allée aux deux leaders du BTP belges, Besix et CFE avec une répartition des rôles claire : Unibail aura la main sur le centre commercial dont il possèdera 86 %. Il choisira aussi la programmation en matière de loisirs. De leur côté, Besix et CFE s'occuperont de la construction des 590 logements prévus sur la zone, soit un investissement de 250 millions d'euros. En outre, ils

posséderont 14 % du centre commercial. La cohérence du projet sera assurée par l'architecte français Jean-Paul Vigier, qui a travaillé sur beaucoup de projets d'Unibail (la tour Majunga à la Défense, le centre commercial Confluences à Lyon...). Dans cette affaire, la foncière mettra 473 millions d'euros. « Ce sera le deuxième plus gros investissement pour un centre commercial neuf

créé par le groupe derrière Mall of Scandinavia qui ouvrira en 2015 à Stockholm », souligne-t-on chez Unibail.

Marsupilami et Zorglub

Plus que le centre lui-même, doté notamment d'un grand magasin, c'est l'ouverture d'espaces de loisirs juste à côté - une demande de la mairie de Bruxelles - qui fera l'originalité de cet équipement. Unibail a retenu la Compagnie des Alpes pour gérer sur près de 115 000 m² un Spirouland « indoor ». Un espace organisé autour de trois univers (Spirou, Marsupilami et Zorglub) qui vise 500 000 entrées par an. Une Cité des enfants, sur le modèle de celle qui existe à Paris, est également prévue. La foncière compte aussi développer, sur près de 3 hectares, un parc de loisirs à l'air libre sur le thème de l'Europe, baptisé Euroville. L'opérateur n'est pas encore choisi.

Cette multiplicité d'équipements rend Unibail optimiste sur ses capacités à attirer quinze millions de consommateurs par an dans son nouveau centre commercial. « Notre métier est de gérer et créer de très gros centres commerciaux en Europe », argumente Christophe Cuvillier. ■

TOP MANAGEMENT PAR Carole Bellemare avec Corinne Caillaud

www.decideurs.lefigaro.fr



LES DÉCIDEURS de Finance Innovation

Jean-Hervé Lorenzi

DATES CLES

1986 DG de Sarl Groupe
1991 Conseiller économique d'Edith Cresson
1992 Enseigne à Dauphine, crée le Cercle des économistes, DG de CEA Industrie
1995 DG délégué de Gras Savoye
2000 Conseiller du directeur de LCF Rothschild

Plus de 500 start-up financières innovantes soutenues par Finance Innovation depuis la création de ce pôle de compétitivité mondial en 2008 : c'est un premier bilan positif que vient de dévoiler le nouveau président, Jean-Hervé Lorenzi. Agrégé de droit et de sciences économiques, le père et « patron » du Cercle des économistes a succédé en janvier comme président à Georges Pauget, l'ex-patron du Crédit agricole. Ancien dirigeant de Sarl, Cnil, CEA-Industrie et Gras Savoye, il a lui-même l'expérience de la banque, ayant intégré en 2000 la Compagnie financière Edmond de Rothschild comme conseiller du directoire et banquier conseil, et siégé dans plusieurs conseils. Le secteur de la finance représente plus d'un million d'emplois directs et indirects et 4,5 % du PIB. Un moteur clé donc du développement économique de notre pays, de la croissance et de l'emploi. Pour Loren-

zi, 66 ans, pas de doute : la transformation de la finance est au cœur du processus de relance économique par l'innovation et la recherche-développement. Grâce à son réseau de près de 300 membres (banque, assurance, gestion d'actifs...), le réseau créé par la place financière de Paris a permis de faire émerger plusieurs centaines de start-up, qui elles-mêmes ont diffusé des outils de financement innovants auprès des entreprises opérant partout sur les territoires. Un vivier très fertile de initiatives qui a aussi permis de publier plusieurs livres blancs et de dresser une cartographie de la filière des moyens de paiement notamment. « Toujours plus de start-up financières innovantes », tel est le mot d'ordre de Lorenzi qui dans cette perspective s'est aussi entouré d'une task force chevronnée, avec notamment 4 nouveaux vice-présidents et présidents de filières.

Bernard Gainier, le président de PricewaterhouseCoopers (PWC), est vice-président du pôle et préside la filière chiffres et conseil, tandis que Antoine Lissowski, DGA de CNP Assurances, également vice-président, est le « M. Assurances ». Deux autres vice-présidents entourent le président : Albert Ollivier, conseiller au comité de direction de la Caisse des Dépôts, et Alain Papiasse, DGA de BNP Paribas, qui pilote, lui, la filière banque. Pointures aussi et personnalités reconnues, trois autres hommes forts sont venus renforcer le comex. Gérard Andreck, président du groupe Nacif, du Gema et de l'AFA, préside la filière économie sociale et solidaire ; Guy Marty, DG de l'Institut de l'épargne immobilière et foncière (IEIF), pilote la filière immobilier et, enfin, Paul-Henri de la Porte du Theil, président d'AFG, la filière gestion d'actifs.

Aux côtés de ces nouvelles recrues, deux piliers et artisans de la montée en puissance du pôle depuis ses débuts : Arnaud de Bresson, le délégué général de Paris Europlace, directeur général, et Joëlle Durieux, ex-HSBC Assurance et France Mutualiste, DGA.

400 nouvelles start-up d'ici à 2017

Ainsi solidement entouré, Jean-Hervé Lorenzi entend ancrer Finance Innovation comme usine à projets innovants, diffuser de nouveaux outils de financement vers les entreprises et fédérer chercheurs, financiers et industriels autour de problématiques concrètes. Son ambition : favoriser le développement de 400 nouvelles jeunes entreprises d'ici à 2017. Son mot d'ordre : « Plus de start-up financières innovantes, un accélérateur pour plus de croissance et plus d'emplois. » C.B.

28 | CHRONIQUES

Faut-il inscrire le modèle social français au patrimoine mondial de l'humanité ?

Socialistes et libéraux en seraient d'accord, pour des raisons opposées.

Libres ÉCHANGES



Jean-Pierre Robin

Manuel Valls et Thierry Lepaon sont en désaccord sur l'ensemble de la stratégie économique. Mais le premier ministre, à la tête d'un « gouvernement de combat », et le patron de la CGT, qui se prépare à un « 1^{er} Mai de combat », utilisent exactement le même argument : « le modèle social français » (MSF). Le successeur de Jean-Marc Ayrault à Matignon jure qu'il « n'a ni touché pas ni tué le MSF ». Mieux, il considère son programme comme l'ultime rempart d'un système qui prend eau de toutes parts. Le chef syndicaliste stigmatise quant à lui « les mesures d'austérité qui vont remettre en cause le MSF ».

L'un et l'autre sont profondément sincères. On leur suggère donc de faire conjointement les démarches nécessaires pour inscrire le « modèle social français » au patrimoine mondial de l'humanité sous la houlette de l'Unesco.

Rappelons que cette noble initiative - elle remonte à 1972 - présente un double catalogue. D'un côté, le répertoire mondial des lieux naturels ou artistiques exceptionnels, tels le centre historique d'Avignon ou la ville de Carcassonne en France. Et de l'autre, et c'est plus récent (1997), il s'agit de sauvegarder des pratiques culturelles exemplaires et menacées. Ainsi « le repas gastronomique des Français » (sic) ou encore le savoir-faire de « la dentelle au point d'Alençon » sont entrés tous deux en 2010 au patrimoine immatériel mondial de l'humanité.

Une telle démarche ferait à coup sûr l'unanimité des Français. Les gens « de gauche et de progrès » y verraient le moyen de pérenniser le

MSF et ses particularismes. Les ultralibéraux, comme on dit, seraient tout heureux de le renvoyer dans une sorte de musée des antiquités.

Ce consensus ne facilite pourtant pas la définition du MSF, difficile à formuler comme tout ce qui paraît évident. « Qu'est-ce donc que le temps ? Si personne ne m'interroge, je le suis ; si je veux répondre à cette demande, je l'ignore », confessait un célèbre philosophe chrétien. « Qu'est-ce que le modèle français ? » a-t-on demandé aux administrateurs de l'Insee qui présentaient la semaine dernière un nouvel opuscule sur « La France dans l'Union européenne », fort utile à la veille des élections. « La

Les Français ont des rêves de gagne-petit, comme viennent de nous le rappeler les Suisses, qui envisagent d'instaurer un salaire minimum équivalent à 3240 euros

France est moins inégalitaire. Certes, le rapport entre les 10 % les mieux rémunérés et les 10 % du bas de l'échelle est dans la moyenne européenne. Mais les indicateurs de pauvreté nous placent dans une meilleure position, du fait de l'importance des transferts sociaux », a répondu de façon révélatrice Fabrice Lengard, le directeur des statistiques démographiques et sociales de l'Insee.

Le MSF se résumerait-il donc à la question des inégalités ? C'est sans contester une obsession française, légitime et étonnante. Pas une des études de l'Insee à caractère sociologique qui ne commence d'emblée par poser le problème des inégalités, comme le dessine ci-dessus !

Dans le débat socio-économique national français, deux chiffres occupent une place névralgique à cet égard. D'un côté, le smic (1 445,38 euros brut mensuels pour 35 heures) et de l'autre le revenu médian des Français, autrement dit le niveau de ressources qui partage la population française en deux parties égales et qui est de 1,6 fois le smic. Ainsi la nouvelle stratégie d'allègement des charges salariales des entreprises, qui est au cœur du pacte de responsabilité, s'intéresse-

1-elle exclusivement aux rémunérations inférieures à 1,6 fois le smic (elles seules bénéficieraient de « l'exonération des cotisations patronales versées aux Urssaf »).

Cette volonté de niveler le plus possible les revenus est-elle un gage d'égalité ? Rien n'est moins sûr. Dans leur livre *Changer de modèle*, les trois économistes, classés à gauche, Philippe Agillon, Gilbert Cotte et Élie Cohen prétendent le contraire : « Avant transferts et taxes, la France apparaît comme la plus inégalitaire », comparée « aux pays scandinaves, aux pays rhénans et aux anglo-saxons ». Selon les trois auteurs, que François Hollande vient de recevoir à déjeuner, la raison en est l'accès à l'emploi, plus difficile en France qu'ailleurs, principalement pour les personnes peu qualifiées. Certes, les transferts sociaux et fiscaux permettent de recycler en partie le tir. Mais cette redistribution massive, assortie de prélèvements fiscaux et sociaux parmi les plus lourds au monde, ne parvient pas à corriger l'inégalité originelle de l'accès au travail. Avec un handicap supplémentaire : « La mobilité sociale et professionnelle est faible » dans l'Hexagone, selon Agillon, Cotte et Cohen ; ils citent l'OCDE montrant que « le revenu des parents prédit le revenu des enfants ».

Tel est le modèle dont les Français seraient si fiers. Or ils ont des rêves de gagne-petit, comme viennent de nous le rappeler les Suisses, lesquels envisagent d'instaurer un « salaire minimum » mensuel de 3 240 euros. En Suisse, tous les salaires sont deux à trois fois plus élevés que chez nous. Ou est l'erreur ?

« La France a longtemps été porteuse de valeurs universelles, elle invoque désormais, à tort, ses particularismes. Un modèle français qui n'inspire plus personne (hors de l'Hexagone) n'est plus... un modèle », expliquait récemment dans un entretien à L'Express Denis Kessler, le président du groupe d'assurance Scor, et pourfendeur attitré du conservatisme tricolore. Au lieu de se regarder dans le rétroviseur, les Français et leurs dirigeants politiques devraient relire Karl Marx et ses leçons d'évolution : « Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel. » Et le smartphone ?



DES POUR DEMAIN PAR Yann Le Galès

L'innovation devient frugale

Les entreprises apprennent à innover avec peu de moyens. Renault-Nissan, Siemens, Unilever prouvent l'innovation frugale à laquelle est consacré le dernier numéro du magazine COO Insights édité par le cabinet de conseil Roland Berger. Ces grands groupes s'inspirent d'un système basé sur la débrouillardise, inventé par les Indiens, baptisé Jugaad.

Ce mot hindi signifie savoir se débrouiller et faire preuve d'ingéniosité dans l'adversité. Cette capacité à trouver des solutions exigeant plus de savoir-faire que d'argent est à la portée de tous comme l'illustre l'histoire du potier indien Mansukhbhai Prajapati. Le 26 janvier 2001, le jeune artisan perd tout quand un terrible tremblement de terre dévaste l'État du Gujarat. 20 000 personnes sont tuées. 200 000 sont blessées.

Incapable de conserver sa nourriture faute d'électricité, Mansukhbhai Prajapati invente un étrange réfrigérateur fabriqué en argile qui ne consomme pas d'électricité et n'utilise pas de produits chimiques. L'appareil, baptisé Mitticool, connaît un formidable succès dans les régions rurales.

Les géants Bosch et Siemens s'y intéressent. Mansukhbhai Prajapati devient la star d'une nouvelle génération d'entrepreneurs capables de faire beaucoup avec peu. Le mouvement de l'innovation frugale est lancé. Des sociétés explorent cette nouvelle manière d'inventer des produits. Renault lance la Logan sous la marque Dacia.

L'innovation n'est plus la chasse gardée des pays riches. Fervent partisan de l'innovation frugale, Carlos Ghosn, président de Renault-Nissan, demande à des équipes en France, au Japon et en Inde de résoudre le même problème technique. Les trois groupes proposent des solutions satisfaisantes. Mais les Indiens imaginent un procédé cinq



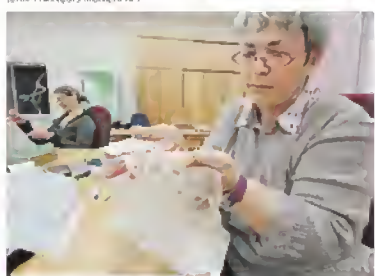
Carlos Ghosn, président de Renault-Nissan, encourage l'innovation frugale.

moins cher que les équipes françaises et japonaises. Siemens a lancé le système DR Multi Select à rayons X développé par des Allemands, des Espagnols et des Chinois. L'appareil coûte un tiers moins cher que les produits comparables.

Le temps où les groupes européens et américains inventaient des produits toujours plus sophistiqués pour les seuls consommateurs des pays industrialisés est révolu. Ils commercialisent des produits adaptés aux besoins des Chinois et des Indiens.

Samsung a lancé une machine à laver qui permet de laver les saris. Nike propose des tenues de sport pour les femmes musulmanes. Et cette tendance va se poursuivre car le marché des « produits frugaux » est promis à une belle croissance. Elle atteindra 10 % par an en Chine et en Inde. Les Siemens, General Electric, Renault et les autres sont condamnés à mener cette stratégie pour une raison simple : ils risquent de perdre la bataille qui les oppose à leurs concurrents chinois, indiens ou brésiliens s'ils ne le font pas. Ils pourraient également ne plus répondre aux besoins des consommateurs européens qui préfèrent un prix juste à des innovations trop sophistiquées.

Le savoir-faire de la « dentelle au point d'Alençon » est entré, en 2010, au patrimoine immatériel de l'humanité sous la houlette de l'Unesco.



PROSPECTIVE BOURSE

PAR Roland Laskine raskine@lefigaro.fr

L'heure des « mauvaises bonnes » nouvelles

La BCE évoque ouvertement la possibilité d'un plan de relance de l'activité

Wall Street est en légère baisse depuis le 1^{er} janvier, mais l'indice Dow Jones reste proche de ses plus hauts niveaux. En Europe, les marchés résistent et les boursiers rêvent de revanche sur les États-Unis.

► **L'aversion au risque est faible, c'est le moment idéal pour vendre !** L'indice phare de la Bourse de New York bute sur la barre des 16 500 points. Les détenteurs de capitaux ne trouvent ni dans

les perspectives de hausse des bénéfices des entreprises déjà bien intégrées dans les cours, ni dans l'orientation de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) de raison de pousser les cours vers de nouvelles terres inconnues. Dans ces conditions, la menace d'une « troisième guerre mondiale » brandie par les autorités de Kiev a constitué un excellent prétexte pour prendre des bénéfices. Le moment est particulièrement bien choisi : les actions américaines sont bien valorisées et les indicateurs techniques montrent qu'elles sont en situation de « surachat » par rapport aux moyennes historiques. L'indice de la peur, le fameux indicateur Vix qui mesure la volatilité des 500 plus grands groupes cotés à Wall Street, s'est certes légèrement tendu, autour de 14 points, il reste proche de ses plus bas niveaux depuis la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008. Dès lors, les investisseurs les plus avisés se disent qu'en bonne gestion, il est plus opportun de vendre maintenant plutôt que d'attendre qu'un vrai climat d'incertitude s'installe en Bourse.

► **L'Europe boursière rêve de revanche sur les États-Unis** Les valeurs européennes ont certes fléchi en fin de semaine, mais depuis le début de l'an-

née - une fois n'est pas coutume - l'indice Euro Stoxx 50 a fait nettement mieux que le Dow Jones (voir ci-contre). De ce côté-ci de l'Atlantique, les actions ont accumulé un important retard par rapport à celles cotées à New York, elles restent raisonnablement valorisées et offrent de bons rendements. Les Européens misent surtout sur la mise en place par la BCE d'un vaste plan de soutien à la croissance, comparable à celui lancé par la Fed aux États-Unis au début de 2009. Un plan magique qui permettrait de relancer l'activité, tout en faisant baisser l'euro et venir en Bourse d'abondantes liquidités qui contribueraient à faire monter les cours.

► **L'inflation dans la zone euro devient un indicateur clé pour les marchés** Plusieurs membres influents de la BCE, dont son président Mario Draghi, se sont en effet laissés aller à faire quelques confidences sur la forme que pourrait prendre un éventuel plan de rachats d'actifs financiers dans la zone euro. À la différence de la Fed qui s'est toujours basée sur l'évolution du chômage pour doser son effort, Mario Draghi a précisé jeudi qu'un programme d'assouplissement quantitatif pourrait être lancé si les perspectives d'inflation dans la zone euro se dégradent. Le si-

3,44 %

Hausse de l'indice CAC 40 depuis le 1^{er} janvier



gnal est donné : si l'inflation passe sous la barre de 0,5 %, l'Europe aura elle aussi son « quantitative easing » au même titre que les États-Unis et le Japon. Faire dès aujourd'hui le pari de la mise en place d'un soutien massif de la BCE paraît cependant très risqué. L'inflation est certes très faible, mais l'essentiel de la baisse est dû au recul du prix de l'énergie. Une remontée des prix n'est pas exclue au printemps. L'évolution des prix à la consommation pour avril, qui sera annoncée mercredi, permettra d'en savoir plus sur ce point. Le marché européen s'apprête donc à vivre à son tour au rythme des « mauvaises bonnes » nouvelles, en fonction des chiffres de l'inflation, comme c'est toujours le cas à Wall Street avec les chiffres du chômage. Toutes les indications qui permettront de penser que l'activité et l'inflation repartent risquent d'être mal interprétées par les boursiers. À l'opposé, tous les signes de ralentissement pourraient être bien accueillis, car ils font dans le sens d'une intervention de la BCE. ■

Les entreprises recrutent peu de seniors

Les responsables des ressources humaines hésitent souvent à proposer des postes à des seniors. Mais des groupes comme Axa développent le tutorat pour favoriser la transmission de savoir-faire.

BRUNO ASKENAZI @brunopaskenzi

DIVERSITÉ Les seniors sont les mal aimés de la France qui travaille. Le taux d'emploi des 55-64 ans était de 44,5 % en 2012 en France, contre une moyenne de 54 % dans les pays de l'OCDE, selon un rapport publié en début d'année par l'OCDE. Les « plans seniors » lancés en 2009 n'ont pas atteint leur objectif : favoriser les recrutements des plus de 50 ans. Les contrats de génération qui leur ont succédé n'ont pas eu les effets espérés par le gouvernement. « Les entreprises ont signé beaucoup moins d'accords que prévu. Et dans les accords existants, on trouve surtout des mesures de maintien dans l'emploi », résume Alain Gavand, président du cabinet conseil en RH Alain Gavand Consultants.

Rares sont les employeurs à s'être engagés à augmenter la proportion de recrutements de seniors. Le groupe Vallourec fait partie des exceptions : l'accord contrat de génération signé en février 2014 prévoit « une progression du taux d'embauche des 45 ans et plus. L'objectif est qu'ils représentent 15 % des recrutements ». Chez GDF Suez, l'effort porte sur une population plus



Des mesures concrètes ont été prises pour permettre aux seniors de conserver leur emploi. AGE FOTOSTOCK/JAVIER LARREA

agée. « La proportion de recrutements de salariés de 50 ans et plus en CDI sera de 6 % sur la période 2013-2015 », précise l'accord signé en septembre 2013.

Résistance au changement, niveau de salaire trop élevé, motivation moindre, les préjugés sont

nombreux à l'égard des seniors. Selon une enquête de l'association de cabinets de recrutement à compétence égale, menée en février 2013 auprès de 771 candidats seniors, 431 cabinets de recrutement et 161 responsables ressources humaines, seulement

45 % de ces derniers proposent des candidats seniors aux managers opérationnels. Pour l'association, la persistance des freins à l'embauche est le résultat des politiques publiques de préretraites menées pendant des années.

Les salariés très expérimentés

ne sont plus la priorité des entreprises qui recrutent. Le ralentissement économique n'a rien arrangé. En période de crise, les employeurs préfèrent se tourner vers d'autres profils. Les 30-45 ans, assez expérimentés pour être rapidement opérationnels, restent les plus recherchés.

Mais si les recrutements sont difficiles, le maintien dans l'emploi des seniors est l'objet de mesures concrètes. « Les récentes législations ont eu le mérite de mettre le sujet sur la table. Les grandes entreprises se posent maintenant des questions sur l'intergénérationnel ou la gestion des fins de carrière et se dotent d'indicateurs pour traiter ces questions », observe Alain Gavand.

Développer le tutorat

Dans l'accord gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences du 13 avril 2013 signé avec les partenaires sociaux, la direction d'Axa s'engage à maintenir un taux d'emploi des plus de 55 ans d'au moins 22 %.

Pour organiser la transmission des savoirs entre salariés seniors et débutants, le groupe d'assurances, dont la moyenne d'âge des salariés est de 47 ans, a décidé de développer le tutorat dans les services administratifs et vente.

L'un des objectifs est de faire passer à 8 % le pourcentage de seniors dans la population des tuteurs. D'ici à 2015, 88 % des seniors d'Axa bénéficieront également d'une formation.

L'EMPLOI DES SENIORS



Des étudiants handicapés participent pour la première fois à la course-croisière Edhec

YANN LE GALES @YannLeGales

EY espère former l'année prochaine un équipage mixte composé de salariés et d'étudiants handicapés. DR

Une vingtaine d'étudiants handicapés de l'Edhec, de l'Espeyme, de l'Insa Lyon, d'EM Lyon, de Skema Business School et de l'université de Nanterre Ouest Paris-La Défense participent pour la première fois

à la course-croisière organisée par l'Edhec qui se déroule du 25 avril au 3 mai aux Sables-d'Olonne. Ils seront équipiers à bord de 6 des 170 bateaux. « Réaliser ce projet a demandé beaucoup d'énergie et d'argent. Acheter un banc à bascule, qui permet à un handicapé de virer de bord, pour équiper un bateau coûte 3 500 euros », explique Lotfi Khilari, responsable du projet handisport et attaché de presse de l'équipe de 53 étudiants de l'Edhec qui organise la course-croisière à laquelle participent plus de 160 écoles et 22 nationalités. Cette initiative est soutenue par la société de services en ingénierie Informatique Sopra et le groupe de conseil et d'audit EY.

« Notre bateau est en partie sponsorisé par la mission handicap de Sopra. Notre équipage comprend dix étudiants dont une Allemande, un Portugais, un Brésilien, deux Mexicains et Brice, un étudiant handicapé de Skema Lille qui connaît la mer », témoigne Morgane Jebel,

étudiante en première année à l'Edhec, membre de l'équipage open up international crew.

Partenaire depuis plus de huit ans de la course-croisière, Sopra sponsorise 17 bateaux dont 3 bateaux avec des équipages formés d'étudiants valides et en situation de handicap. La société a également lancé deux initiatives originales pour sensibiliser au handicap. Une chambre noire baptisée « dark lab » est installée dans le village de la course. « Les étudiants sont accompagnés dans le noir complet par des personnes aveugles afin d'expérimenter une réelle situation de handicap tout en dégustant des produits de la région », souligne Philippe Baccoulet, responsable de la mission handicap chez Sopra. Elle a mis en place la régule du silence. « Des personnes sourdes présentes sur notre stand et sur le village vont à la rencontre des équipages pour les initier au langage des signes. Cette initiation ludique peut

s'avérer très utile en mer pour faciliter la communication sur le bateau », affirme Consuelo Bénicourt, directrice RSE chez Sopra.

EY est partenaire de la course-croisière Edhec depuis plus de dix ans. « Nous sommes présents toute l'année auprès de la course-croisière pour assurer un suivi permanent et apporter une aide dans sa gestion. L'entreprise conseille les étudiants qui montent le projet et audite les comptes de l'association. Nous réalisons également des efforts pour recruter des personnes handicapées dans le cadre de la mise en œuvre de notre politique de diversité. Il est donc logique de soutenir cette initiative », témoigne Serge Potteze, associé en charge de la diversité.

Le groupe de conseils et d'audit qui emploie plus de 40 personnes handicapées a le projet de franchir une nouvelle étape l'an prochain en formant un équipage mixte composé de salariés EY et d'étudiants handicapés.



L'alternance reste une carte efficace pour décrocher un CDI

Les entreprises sont prêtes à recruter des étudiants en apprentissage pour leur expérience et leur formation.

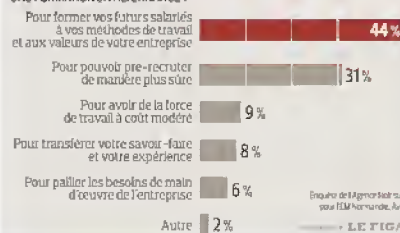
CHRISTINE LAGOUTTE @getagoutte

FORMATION Alors que l'alternance connaît depuis le début de l'année un brutal coup de frein en France, l'enseignement supérieur et notamment les grandes écoles de management souhaitent mettre en avant les avantages de ce type de formation, tant auprès des étudiants que des entreprises. Selon une enquête réalisée par l'agence Noir sur Blanc (NSB) pour le compte de l'EM Normandie (1), que Le Figaro publie en exclusivité, suivre un cursus en alternance est un véritable passeport vers l'emploi puisque 86 % des entreprises interrogées ont proposé un à dix CDI aux étudiants à la sortie de leur alternance au cours des deux dernières années.

« Neuf étudiants en alternance sur dix décrochent un CDI à l'issue de leur formation à l'école », confirme Mathilde Brossier, directrice adjointe du marketing et des relations entreprises à l'EM Normandie.

Un coup de pouce pour l'accès au premier emploi

QUESTION AUX ENTREPRISES : POURQUOI AVEZ-VOUS CHOISI UNE FORMATION EN ALTERNANCE ?



entreprises à l'EM Normandie. L'école compte aujourd'hui 230 alternants et compte passer à 400 élèves d'ici à 2015, soit 17 % de ses effectifs, grâce à la possibilité de proposer les contrats de professionnalisation et les contrats d'apprentissage sur ses trois campus (Le Havre, Caen et bientôt Paris).

C'est avant tout l'expérience professionnelle acquise en entreprise qui donne confiance aux futurs recruteurs pour 45 % des étudiants interrogés. Ils sont aussi prêts

d'un sur deux à penser que leur évolution de carrière est plus rapide que celle des étudiants ayant suivi un cursus classique. Selon l'étude de NSB, depuis leur embauche, « 57 % des anciens alternants ont vu leur salaire augmenter, dont 21 % de plus de 9 000 euros bruts par an ».

Adapter les rythmes de travail

Côté entreprises, c'est effectivement l'opportunité de « former les futurs salariés à leurs méthodes » (44 %) mais aussi de « pouvoir pré-recruter de manière plus sûre » (31 %) qui séduisent dans l'alternance. Pour autant, elles sont aussi un certain nombre (40 %) à indiquer que l'information sur l'alternance est insuffisante ; plus de 50 % jugent en outre que la mise en place d'un contrat d'alternance est « moyennement simple » et 22 % regrettent les contraintes budgétaires (l'effectif a raboté de 550 millions les aides à l'apprentissage).

« Il faut effectivement mieux ac-

compagner les entreprises susceptibles de se lancer dans l'alternance, renforcer les réseaux pour qu'elles partagent davantage leurs expériences et être, à l'échelle de l'école, un vrai trait d'union entre entreprises et étudiants », souligne Mathilde de Brossier.

Adapter les rythmes des alternants aux emplois qu'ils occupent est un autre prérequis pour les entreprises. « Nous allons passer à une semaine à l'école et trois semaines en entreprise, contre deux mois à l'école et quatre mois en entreprise précédemment. Nous nous assurons ainsi la fidélisation de nos entreprises partenaires », confirme-t-elle. Le résultat de cette initiative ne s'est pas fait attendre puisque l'EM Normandie a reçu depuis février quelque 150 offres de jobs en alternance. « Les entreprises se positionnent jusqu'aujourd'hui en mode "c'est donc un signal fort", se félicite-t-elle. »

(1) Étude réalisée auprès de 140 entreprises et 70 étudiants et diplômés en alternance, entre le 6 et le 21 mars 2014.

Neuf étudiants en alternance sur dix décrochent un CDI à l'issue de leur formation à l'école

MATHILDE BROSSIER, DIRECTRICE ADJOINTE DU MARKETING ET DES RELATIONS ENTREPRISES À L'EM NORMANDIE



Eric Plu
DRH SCA France et Belgique



Eric Plu, DRH SCA France et Belgique

« Nous mettons les candidats à l'aise »

Les recrutements du leader européen des produits d'hygiène corporelle repartent. Environ 50 postes seront à pourvoir cette année.
Par Sylvia Di Pasquale

Il suffit d'évoquer les mots « rachat » et « fusion » pour voir se profiler les termes de « réorganisation » et « doublons ». Pas chez SCA, le groupe suédois qui s'est pourtant offert en 2012 une partie des activités de son concurrent américain Georgia Pacific, et est ainsi devenu le leader européen des produits d'hygiène corporelle avec des marques comme le papier toilette Lotus, les cotons Demag'up ou les serviettes hygiéniques Nana. Sans casse sociale ? « Il n'y a eu que 150 départs volontaires », se félicite Eric Plu, le DRH France, ainsi qu'une cinquantaine de suppressions de postes au niveau européen. Une réorganisation sans encombre donc, liée à une complémentarité des activités.

« L'humour est recommandé en entretien »

Car le tout petit SCA (750 salariés en France avant le rachat) a absorbé le gros Georgia Pacific et son effectif de 2200 personnes. Mais l'un et l'autre n'étaient pas concurrents. Le premier fabriquait des produits de marque distributeurs lorsque le second disposait de marques tout court. « Aujourd'hui, nous avons une seule force de vente qui vend tous nos produits ». Cette complémentarité n'a pas été le seul amortisseur au choc de la fusion. « Nous avons volontairement limité les embauches avant le rachat ». Le nouveau groupe de 2800 personnes a désormais terminé sa réorganisation, l'atterrissage en souplesse a permis au nouveau groupe de redécoller. Et de réembaucher. Environ 50 postes seront

à pourvoir cette année, notamment des postes d'ingénieurs venus de l'automobile, avec leur bagage d'amélioration continue de la qualité, ou des spécialistes du marketing. « Sans compter les opérateurs de ligne pour nos usines. » Pas trop rebutés par l'univers de la serviette hygiénique ? « Nous mettons les candidats à l'aise pour parler de fuites urinaires. L'humour est recommandé en entretien, comme dans nos campagnes de communication. Et puis, les candidats sont préparés, ils savent où ils postulent. » Une entreprise qui embauche, qui privilégie l'humour est déjà rare. Celle-ci, en plus, ne délocalise pas. Pas en raison d'un patriotisme exacerbé, « mais parce ce n'est pas si simple, le papier hygiénique est un produit culturel ». La culture va parfois se nichier dans les récolts, ou les petits cotons.

Chaque semaine dans Le Figaro Economie et en vidéo intégrale sur lefigaro.fr et Cadreemploi.fr

Photo: DR

emplois

AVEC



LE PREMIER JOB DU RESTE DE VOTRE CARRIERE...

Michael Page

carriere.michaelpage.fr

Directeur(trice) Commercial(e)

ALGER (ALGÉRIE) • H/F • 50/60 K€ NET + PACKAGE

Notre client est une agence de conseil en communication publicitaire de premier plan en Algérie.

Rattaché(e) au Directeur Général, vous prenez en charge la gestion du portefeuille clients et contribuez au développement de la stratégie de l'agence.

Vous mettez en œuvre les campagnes de communication, coordonnez le travail des équipes et en supervisez la bonne exécution, en garantissant le respect des délais, du budget et des éléments créatifs et techniques au cahier des charges préalablement rédigé.

Vous managez au quotidien une équipe de Chefs de publicité et établissez les états budgétaires par projets.

Issu(e) d'une formation Bac +4 minimum, vous justifiez d'au moins 8 ans d'expérience en agence de publicité.

Organisé(e), méthodique et disponible, vous animeriez une équipe commerciale et saurez réussir au sein d'un environnement créatif dans un pays à fort potentiel.

Merci d'adresser votre CV par e-mail (format WORD) : afrique@michaelpage.fr avec en objet la référence QMBO 608157 à Mehdi Boutaleb (Bureau de Neuilly-sur-Seine).

Michael Page

Africa

www.michaelpageafrica.com

Gestionnaire d'Actifs Tertiaires

SEGRO

PARIS (75) • H/F • CDI • 37/42 K€

Segro, acteur majeur du secteur de l'immobilier tertiaire, recrute, dans le cadre de son fort développement, un(e) Gestionnaire d'Actifs Tertiaires.

Au sein de la Direction du Property, vous prenez en charge un portefeuille immobilier tertiaire et en assurez la gestion locative. A ce titre, vous êtes chargé(e) de la gestion du quittement des loyers et des encaissements (virements/prélèvements), de la mise à jour des états localisés et des budgets de charges. Vous êtes également responsable du suivi des dépenses réalisées, de la saisie du baux/nouveaux dossiers locatifs (acquisition ou commercialisation) et plus généralement de la gestion d'une base de données de suivi des locaux. En outre, vous gérez les contrats de maintenance, de la mise en place des prestataires à la facturation. Enfin, vous assurez la gestion administrative complète de votre portefeuille.

Idéalement issu(e) d'une formation de type Bac +2 à Bac +4 dans le secteur de l'immobilier (BTS PI, ICH, ESPI...), vous bénéficiez d'au minimum 3 ans d'expérience, idéalement dans la gestion d'actifs tertiaires. Vous avez l'esprit d'analyse et vous placez le client au cœur de vos priorités. La maîtrise de l'anglais est appréciée.

Merci d'adresser votre CV par e-mail (format WORD) : btptmno@pagepersonnel.fr avec en objet la référence TJOB 671697 à Laurent Demay (Bureau de Neuilly-sur-Seine).

Page Personnel

Immobilier & Construction

www.pagepersonnel.fr

OFFRES D'EMPLOI

Vous recrutez :
01 56 52 21 00
ou
figaro@figarocare.fr

PRIX DES RESSOURCES HUMAINES 3^{ÈME} ÉDITION GRAND-OUEST

Michael Page



DRH et RRH, vous avez développé un projet RH novateur et performant ? Participez à la 3^{ème} édition Grand-Ouest du Prix des Ressources Humaines !

Michael Page et l'ANDRH se sont associés depuis 2012 pour créer le Prix des Ressources Humaines afin de mettre à l'honneur les entreprises régionales qui s'engagent et innove en matière de Ressources Humaines.

Quels sont les critères de candidature ?

- Avoir son siège social ou un établissement situé dans la région Grand-Ouest (Bretagne / Basse-Normandie / Pays-de-Loire / Poitou-Charentes / Centre)
- Avoir un effectif d'au moins 50 salariés

Comment participer ?

- Demander votre dossier de candidature à contact@prixdesressourceshumaines.fr

CONTACT

Florent GILLET : Manager Exécutif Michael Page - florentgillet@michaelpage.fr - Tél : 02 51 17 37 10



LE PREMIER JOB DU RESTE DE VOTRE CARRIÈRE...

...vous attend chez Michael Page, devenez Consultant(e) en recrutement.

« J'étais Responsable de production au sein d'un grand groupe automobile.

Aujourd'hui, chez Michael Page, je conseille les DRH et les Directeurs Industriels dans le recrutement de leurs collaborateurs, et j'accompagne les candidats au quotidien dans leur évolution professionnelle.

Tout en appuyant sur mon expérience, j'ai élargi mes compétences au recrutement, au management commercial et renforcé mon expérience du management.

« C'est un nouvel élan à votre carrière, intégrez vous aussi Michael Page. »

Fatine, 33 ans, Executive Manager Senior chez Michael Page Ingénieurs

Michael Page

REJOIGNEZ-NOUS : carriere.michaelpage.fr

Experts recrute pour son client, leader industriel dans le domaine de l'équipement automobile.

GESTIONNAIRE DE PAIE h/f

Seclin (59)

Vous produisez la paie en industrie selon le processus intégral de la saisie des éléments, au contrôle jusqu'à l'édition des fiches.

Vous êtes obligatoirement spécialiste de la paie spécifique 3/8 (gestion de 450 bulletins mensuels sous décodim).

Reconnu comme un expert dans votre domaine, vous possédez une expérience similaire d'au moins 3 ans sur un poste identique et connaissez parfaitement l'environnement industriel en termes de droit social et paie.

Interlocuteur privilégié des collaborateurs, vous avez une réelle aisance relationnelle.

Votre rigueur, votre analyse et votre sens du détail sont des atouts indéniables pour mener à bien votre mission.

Merci d'adresser votre candidature à :
Julie.destoc@experts-recrutement.fr

Experts

Finance, Comptabilité et Gestion

experts-recrutement.frHAYS Recruiting experts
in IndustryRESPONSABLE QUALITE
MANAGEMENT OPERATIONNELh/f - Région Centre
Rémunération : 42 000 à 50 000 €

Notre client, acteur majeur du secteur industriel au niveau international, cherche à renforcer ses équipes.

Le Responsable qualité est capable de mettre en œuvre la politique qualité des produits, du processus de fabrication et des nouveaux produits. Il gère la coordination des mesures et des tests effectués sur les produits. Celui-ci pilote et fait progresser le système des certifications et des produits. Pour cela, il assure le suivi du système qualité et élabore un schéma directeur permettant de prendre en compte les objectifs de la Direction Générale, les contraintes de l'entreprise et les demandes clients. Il effectue des audits internes et définit les objectifs annuels en précisant les moyens à mettre en œuvre, les modalités de contrôle ainsi que le budget. Il assure la formation du personnel dans son domaine d'expertise, anime des réunions et des groupes de résolution de problèmes.

Notre recherche est principalement axée sur des profils de formation Bac+5 de type Ingénieur spécialisé en Qualité, bénéficiant d'au moins 5 ans d'expérience avec management d'équipe dans une industrie de process. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Contactez Hays Industrie
en précisant la réf. 997513
tours@hays.fr ou 01 71 76 77 36

hays.fr

Recruiting experts in Industry/Recrutement d'experts industriels

Directeur Général - h/f
Paris (75)

Par délégation de la Présidente, sur ce poste à facettes multiples (développement, fundraising, organisation, et accompagnement), vous coordonnez et évaluez les orientations stratégiques de la Fondation.

Formation supérieure
Expérience poste de direction
Référence de l'offre 01432174860CETTE ANNONCE
VOUS INTÉRESSE ?

COMMENT CONSULTER L'ANNONCE ?

- 1- Lancez une application de QRcode
- 2- Scannez le QRcode
- 3- Accédez à l'annonce complète SUR candidat.fr



MANAGEMENT et EMPLOIS

Affaires

Capitaux, associations

PRODUCTEUR RECH pour son firm sortir début 2015

INVESTISSEUR

300.000€ et associés au 10% immobilier et industrie en France et l'étranger
TEL : +33 67 549 9947
et +33 47 274 444
loisier.fondations@p.jmail.com

Partenariats financiers

Prof. Bérard recherche professeurs de 700.000€ INFIRME 30 mois maxi - salaires 32% - Garantie Hypothécaire - Cautionnement - Acte Notaire 06 99 95 83 01

Propositions commerciales

Entrepreneur Généraliste du Bâtiment rechs tous travaux neuf ou rénovation Plus de 15 ans d'exp. Travail de qualité. Devis gratuits. SATISFAIT OU REMBOURSÉ. Tél. 06 67 37 37 45. www.ardabament.fr

Offres d'emplois

Métiers commerciaux

Négociateurs immobiliers

Emile Garcin

Le leader en France de l'immobilier haut de gamme (Bureau à l'international recherche)

RESPONSABLE VENTE H/F

Programme neuf PARIS

NEGOCIATEURS H/F

NEUILLY SUR SEINE MOULINS Solde expérience réussie dans l'immobilier Bilingue Remunération motivante Acc. CV photo lettre à recrutement@emilegarcin.fr

Personnel de maison

Employés de maison

Dirigeant sociétés, créateur, fondateur, sur Paris et Sud France rechs gouvernante (h/f) 3 à 5 ans d'exp. Minimum d'indépendance, ménage, linge repassage, courses, etc. Discret 6 mobile 07 88 36 54 45

Demandes d'emplois

Divers

Ces propositions de travail sont disponibles sur candidat.fr

Divers

Employés divers

Médiateur haut niveau Intervient Conflits, accords amiables, Banques, créanciers, successions, Confédération, etc. Pour premier contact FRANCE MEDiateur 01 49 52 09 66

Personnel de maison

Chauffeurs de maître

Chauffeur de direction et personnel, grande disponibilité horaires et géog. région Paris, 20 ans exp. rechs place stable 06 22 78 36 34

Employés de maison

Homme expérimenté, emploi de maison, cuisine, ménage, repassage, linge, etc. Permis de conduire Tél. 06 51 63 50 04

Garde-malades

Aide-soignante rechs, emploi auprès de personnes âgées à Paris, 75 et 92. Services : nettoyage et grande disponibilité. Tél. 06 98 78 76 66

Gardiens, concierges

Couple de gardiens espagnols recherche place sur tout le futur, pour garder châteaux ou propriétés privées Tél. 02 33 45 93 89

Maires d'hôtel, valets

Majordome francophone, en pré-retraite, courtois, disponible à temps partiel déplacements ponctuels France et étranger Tél. +33 03 05 98 95 51 07



Le Groupe Waterair (300 p, 45 Millions d'€ de CA), leader Européen de la piscine en kit depuis plus de 40 ans est reconnu dans le monde et présent dans plus de 30 pays, recherche son/sa/s :

Directeur Général
Commerce H/F

Vous participez à la définition de la stratégie et concrétisez son déploiement sur le terrain en fédérant une équipe commerciale et un service client de 200 collaborateurs (France et International) : atteinte d'objectifs de CA, marge et satisfaction client, réalisation des budgets, ratios de productivité, plans de développement, évolution de la démarche commerciale... Gestionnaire reconnu, leader et charismatique, vous trouverez le bon équilibre entre les dimensions opérationnelles et stratégiques que recouvrent cette fonction.

De formation Bac+5 vous avez une expérience en qualité de **Directeur Commercial ou Directeur Général** dans une entreprise structurée, en France et à l'international et souhaitez aujourd'hui vous investir dans la durée au sein d'une ETI (possibilité d'ouverture au capital). **Anglais courant impératif.** Espagnol et/ou Italien apprécié **Résidence en Alsace**, à proximité du siège indispensable.Merci d'adresser CV (en Anglais et en Français) ainsi qu'une lettre de motivation à notre conseil, sous la référence DGC/08/FIGARO : contact@leclerc-executive.frP&P
LECLERC EXECUTIVE
RECRUTEMENT - TRAVERSATIONLE FIGARO
économie5 mai 2014
DOSSIER SPÉCIAL

L'emploi des commerciaux

Vous recrutez ?

01 56 52 21 00
figaroeco@figarocms.fr

OFFRES D'EMPLOI

Vous recrutez :
01 56 52 21 00
ou
figaroeco@figarocms.fr

32 MÉDIAS et PUBLICITÉ

Plusieurs obstacles menacent la fusion Publicis-Omnicom

Des difficultés fiscales mais surtout des désaccords entre Maurice Lévy et John Wren se font jour.

ALEXANDRE DEBOUTE @alexdeb

17,5 milliards d'euros

Chiffre d'affaires cumulé d'Omnicom et Publicis Groupe en 2013

COMMUNICATION La fusion annoncée en juillet 2013 entre le français Publicis et l'américain Omnicom, qui doit donner naissance au numéro un mondial de la publicité, aurait-elle du plomb dans l'aile au point d'être remise en cause ? Selon la presse américaine, ce ne serait pas les questions réglementaires et fiscales qui poseraient le plus de difficulté pour boucler l'opération, mais des désaccords entre Maurice Lévy, le patron de Publicis, et John Wren, son homologue d'Omnicom.

Pour expliquer le retard pris dans le bouclage de l'opération,

initialement prévu au premier trimestre 2014, les deux groupes avaient jusqu'à présent mis en avant des obstacles réglementaires. L'affaire était entendue : le chemin possible vers le bouclage de l'opération ne devait être jalonné que par les autorisations successives des gendarmes nationaux de la concurrence. Ce qui a été le cas, ne restait plus à obtenir que la bénédiction des autorités chinoises. Publicis a assuré que rien ne laissait supposer que cette étape ne puisse pas être franchie « dans des délais raisonnables ».

Mais l'affaire a pris la semaine dernière une nouvelle tournure, fiscale cette fois. John Wren a semé le trouble en faisant état

d'un processus « extrêmement complexe » rendant impossible de prédire la date exacte de la finalisation de la fusion. Il a par ailleurs souligné que cette dernière était conditionnée à « l'obtention des approbations pour l'établissement du statut fiscal du futur groupe ».

Choix du directeur financier

En fusionnant, Publicis et Omnicom cherchent à économiser 80 millions de dollars d'impôts par an en créant une nouvelle structure fiscale domiciliée aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Un choix que d'autres multinationales, comme Fiat qui a pris le contrôle total de Chrysler en dé-

but d'année, ont aussi fait. Or dans un contexte d'austérité budgétaire en Europe, chaque pays veut augmenter ses recettes fiscales, ce qui ne facilite pas les négociations. Si la société Publicis Omnicom Group NV a bien été enregistrée aux Pays-Bas, les autorités fiscales néerlandaises, britanniques mais aussi françaises n'ont pas encore donné leur accord au montage.

D'après plusieurs sources proches du dossier, les obstacles fiscaux sont tout à fait surmontables. Ce n'est qu'une histoire de temps. En réalité, l'opération se heurte désormais à d'autres questions relatives à la gouvernance du futur groupe. Le principe posé depuis le

départ d'une fusion « entre égaux » n'est pas simple à mettre en œuvre.

Le rapprochement d'Omnicom et Publicis suppose en effet que l'un des deux rachète l'autre. La question est très sensible, tant Maurice Lévy et John Wren ne veulent ni l'un ni l'autre céder sur ce point. Elle fait l'objet de tractations subsidiaires, notamment sur le choix du directeur financier du nouvel ensemble. Publicis pousse le sien, Jean-Michel Etienne, tandis qu'Omnicom souhaite imposer son propre directeur financier, Randall Weisenburger. L'affaire est symbolique mais, si elle est n'est pas surmontée, elle pourrait bien faire capoter l'opération. ■

« Je souhaite que le CSA refuse LCI en gratuit »

PROPOS RECUEILLIS PAR
ENGUÉRAND RENAULT
@enguerand

AUDIOVISUEL À quelques jours de l'audition de LCI devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), Alain Weill, patron de la chaîne d'Info concurrente BFMTV, jette toutes ses forces dans la bataille pour éviter le passage de LCI en gratuit.

LE FIGARO. - La radio RMC avait tenté de débaucher Laurent Ruquier pour rattraper Europe 1. Vous regrettez son départ pour RTL ?
Alain WEILL. - Nous sommes heureux des derniers résultats d'audience de RMC qui marquent une cinquième hausse consécutive. Cela n'est jamais arrivé chez Médiamétrie. Le grand mercato d'animateurs auquel nous assistons est une opportunité pour RMC. Cela va rebattre les cartes. Les départs de Laurent Ruquier d'Europe 1 et de Philippe Bouvard de RTL vont potentiellement bouleverser les audiences à la rentrée. Si nous continuons à bien travailler et à innover, nous pourrions nous retrouver en 2015 dans une situation où les quatre grandes généralistes, RTL, France Inter, Europe 1 et RMC, seraient dans un mouchoir de poche entre 10 % et 8 % d'audience cumulée.

RMC va-t-il participer au mercato ?
Nous voulons améliorer la qualité de l'antenne autour de nos personnalités, Jean-Jacques Bourdin, les Grandes Gueules, Brunet et les meilleurs consultants dans le sport, tout en l'enrichissant encore en proposant aux meilleurs de se retrouver à la fois en radio et en télévision. J'avais proposé à Laurent Ruquier de venir mais il m'a dit qu'il avait choisi RTL, la radio de son enfance.

Le 7 mai, le CSA va auditionner LCI qui veut passer en TNT gratuite. Pourquoi êtes-vous contre ?
Nous ne sommes pas contre l'arrivée de chaînes nouvelles, mais pas sur des thématiques déjà saturées comme l'information et nous ne voulons pas qu'elles soient données à un grand groupe, TF1, déjà en position dominante sur les audiences des chaînes privées, en termes de position sur le marché publicitaire et sur celui de l'information. Sur chaque segment, TF1 détient plus ou moins 50 % de part de marché. Le groupe TF1 est dominant et extrêmement puissant dans le secteur de la télévision. Tant mieux, bravo ! Mais en même temps, il faut laisser de la place pour des groupes indépendants. La question qui se pose au CSA est de savoir si on veut des groupes indépendants dans l'information ou si l'on veut privilégier les médias puissants qui dépendent de groupes industriels. La mission du CSA est d'assurer le pluralisme à la fois dans l'expression des opinions et dans l'équilibre entre les groupes

de médias. Dans cette perspective, je crois que le CSA prendra une décision raisonnable.

Une nouvelle chaîne d'Info accroit pourtant le pluralisme ?
La première approche du téléspectateur est de dire qu'une nouvelle chaîne d'information, c'est bien. Il y a une majorité de Français qui n'ont jamais vu LCI. Son audience est marginale car elle n'existe qu'en télévision payante, ce qui est la conséquence d'un mauvais choix stratégique de TF1 il y a sept ans. L'enjeu aujourd'hui, ce n'est pas une chaîne d'information en plus, c'est une chaîne en plus pour TF1 qui est déjà très puissante. Cela risquerait d'affaiblir les autres acteurs et BFMTV sera obligée de réduire ses coûts et finalement la qualité de son antenne alors que c'est la chaîne d'information qui a le plus investi et qui a le plus gros budget avec près de 55 millions d'euros et 350 collaborateurs. Depuis sa création, nous avons été plutôt bon élève auprès du CSA. Cela n'aurait pas de sens de nous couper les ailes maintenant en installant une troisième chaîne d'information. De surcroît, le gouvernement, après avoir fait voter la loi autorisant LCI à passer en gratuit, a aussi autorisé France 24 à émettre en gratuit sur Paris. Une double peine pour BFMTV, une forme d'acharnement.

Selon vous, le CSA va-t-il accepter ou refuser ?
Je souhaiterais que le CSA refuse le transfert de LCI en gratuit. Le CSA doit rester insensible aux pressions politiques qui ont été nombreuses dans ce dossier. Avec une analyse rationnelle, le CSA verra que les arguments sont contre l'arrivée de LCI. Je suis confiant dans la qualité du travail du CSA, de ses analyses et surtout dans son indépendance.

Quelles seraient les conséquences pour BFMTV ?
Si LCI passe en gratuit et conquiert 0,5 % d'audience, il en prendra 0,2 % à l-Télé et 0,3 % à BFMTV. Or 0,3 % d'audience, c'est 10 millions d'euros de recettes en moins pour BFMTV dont les comptes passeront dans le rouge. Du coup, NextRadioTV en tant que groupe indépendant n'existera plus. Il faudra trouver des solutions et des rapprochements. Cela marquera un recul du pluralisme en France alors que depuis trente ans, le CSA a favorisé l'essor de nouveaux groupes. Ce serait une décision très agressive vis-à-vis de nous mais aussi des autres acteurs indépendants comme L'Équipe 21.

Pour éviter cela, vous faites un chantage à l'emploi ?
Non, c'est plutôt TF1 qui a fait un chantage en disant que si LCI s'arrêtait, ce qui n'est qu'une hypothèse et absolument pas une obligation ou une fatalité, elle devrait licencier 200 collaborateurs. C'est un mensonge car il y a seulement 116 salariés à LCI et TF1, qui est rentable, devra reclasser les personnels. En revanche, nous concernant,



Alain Weill : « Une chaîne d'information, par définition, agace toujours la majorité politique ». L.C. MAPHAR/LE FIGARO



Si demain nous sommes affaiblis, nous prendrions immédiatement une mesure de gestion raisonnable. C'est-à-dire un plan de départ

ALAIN WEILL

c'est une réalité. Si demain nous sommes affaiblis, nous prendrions immédiatement une mesure de gestion raisonnable. C'est-à-dire un plan de départ. Notre groupe emploie 900 salariés, si notre résultat doit diminuer de 10 millions d'euros l'année suivante, nous devons nous séparer de plus de 50 collaborateurs immédiatement sans compter ceux que l'on ne recrutera pas. Ce n'est pas du chantage, c'est la véritable conséquence d'une décision qui ouvrirait la boîte de Pandore et qui affecterait tout le secteur audiovisuel. Si LCI passe en gratuit, M6 aura aussi Paris Première et Canal+ aura Planète+. Cela bouleversera tout le secteur pour donner satisfaction au seul groupe TF1.

Pourquoi les chaînes d'information agacent-elles les gouvernements et le CSA ?
Avec le CSA, nous n'avons aucun problème. Il a attiré notre attention sur le temps de parole donné au Front national au cours de la campagne des municipales. Mais à l'échec de la campagne, nous avons été parfaits et le temps de parole a été équitablement réparti entre tous les partis politiques. Le CSA l'a reconnu. Une chaîne d'information, par définition, agace toujours la majorité politique que ce soit la précédente ou l'actuelle. Nous sommes des gens responsables, totalement indépendants, nous utilisons l'antenne d'une façon sérieuse et professionnelle avec une rédaction d'une très grande qualité. Les hommes politiques doivent s'habituer à la présence des chaînes d'information en général et non de BFMTV en particulier. Ces mêmes hommes politiques contestent aussi parfois Facebook, Twitter ou Internet, mais il faut faire avec ces nouveaux médias. Nous sommes présents en permanence, nous assurons une plus grande transparence de la vie politique et une très

large couverture du travail quotidien des hommes politiques. Les hommes politiques tournés vers l'avenir comprennent parfaitement le fonctionnement des chaînes d'information.

Pourquoi Manuel Valls a-t-il donné sa première interview de premier ministre chez Bourdin ?
Parce que l'audience de l'interview de Jean-Jacques Bourdin, diffusée à la fois sur BFMTV et RMC, est forte. Manuel Valls est un homme moderne, il a bien compris que la vie des médias avait changé et que la vie d'un homme politique n'est pas de passer systématiquement au 20 heures des grandes chaînes. Son passage chez Bourdin est un signe de confiance.

Comment expliquer le succès de RMC Découverte ?
Nous sommes un groupe qui sait innover. RMC Découverte a apporté des programmes inédits alors que les autres nouvelles chaînes de la TNT diffusent des programmes vus et revus sur les chaînes historiques. Les Français ont envie d'innovation. Ce travail, il faut l'encourager et notre groupe a besoin de moyens pour continuer d'investir. Nous affaiblir mettrait en danger un groupe qui apporte des choses nouvelles au paysage audiovisuel. Nous sommes petits par rapport aux groupes Bouygues, Vivendi ou Bertelsmann. Mais dans l'audiovisuel en France, nous sommes un des premiers employeurs de journalistes avec 450 cartes de presse. Nous en sommes fiers, nous sommes l'entreprise qui recrute le plus de journalistes et nous sommes prêts à continuer de le faire.

Quand le CSA va-t-il rendre sa décision sur LCI ?
Olivier Schrameck, le président du CSA, a dit qu'il rendrait sa décision entre fin juin et fin juillet. ■

LES AUDIENCES

Samedi 26 avril
en millions de téléspectateurs
(Source Médiamétrie)

TF1	6 millions
Jeu « The Voice »	Part d'audience : 28,5 %
france 2	3,4 millions
Variétés « Le plus grand cabaret du monde »	Part d'audience : 16,1 %
france 3	3,2 millions
Série Commissaire Maigret	Part d'audience : 14,2 %
M6	2,5 millions
Série Hawaii 5-0	Part d'audience : 11,2 %

EN BREF

Marché pub : un mieux au premier trimestre
Le marché publicitaire français a progressé de 3 % en valeur brute au premier trimestre, porté par la télévision (+8,9 %) et la radio (+4,7 %), selon Kantar Media.

Revenus en hausse pour Indigo Publications
Indigo Publications (La Lettre A, Presse News...) a enregistré en 2013 un chiffre d'affaires de 3,4 millions d'euros, en hausse de 7,4 %.



LE FIGARO et vous

STYLE
NOTRE SÉLECTION MODE,
BEAUTÉ, ACCESSOIRES
POUR BIEN COMMENCER
LA SEMAINE PAGES 36 ET 37

HIGH-TECH
CE QUE VALENT
VRAIMENT LES BRACELETS
CONNECTÉS
PAGE 38



LA BD EN ART MAJEUR

VERNISSAGE DE L'EXPOSITION
DE L'ARTISTE PHILIPPE DRULLET.

Sur la couverture de son autobiographie, *Deirum*, qui vient de sortir aux Éditions les Arènes, Philippe Drullet se dit « *mal né* » et c'est son *drame* : lui qui voulait être « *prince ou mécène* » est « *né fils de collabo* ». Mercredi soir, à la galerie Glénat, l'auteur de bande dessinée était tout de même à la fête. 70 ans, bague à chaque doigt, curieux pantalon de cuir, Philippe Drullet recevait « *ses potes* » pour le vernissage d'une exposition de ses folles. Bleu franc, femmes aux seins coniques et en combinaison SF, toutes les peintures étaient sur le thème de Sloane, figure fétiche de son premier album, sorti en 1966.

Peintre, sculpteur, photographe, Philippe Drullet, décrit par la galerie comme le chef de file du mouvement « *Métal hurlant* », est censé avoir « *réinventé le cubisme* » et a été le premier à avoir fait « *éclater les cases* » dans ses albums. C'est un personnage en soi. Il se dit « *invivable* » et indique à ceux qui le sollicitent qu'il ne peut parler, car il doit « *voir tout le monde, au moins deux minutes* ». Personne n'en a cure et réclame une dédicace, sur un album acheté sur place, une affiche ou même un papier volant.

La soirée fourmille de créatures, un t-shirt proclame « *Fuck off and die* ». S'y mélangent des visiteurs en costume. Si la bande du « *Métal hurlant* » fit hurler le bourgeois en 1975, elle a désormais des aficionados investisseurs. Jacques Glénat, patron de la célèbre maison d'éditions, le sait mieux que quiconque : c'est lui qui a ouvert cette galerie spécialisée, dans un quartier bobo de Paris, à l'automne dernier. « *Il y a une nouvelle clientèle pour les planches et les couvertures originales de BD* », explique-t-il. Celle-ci se serait lassée de l'art contemporain, jugé trop cher, ou trop conceptuel. D'ailleurs, Drullet a « *déjà fait* » Angoulême, et même Pompidou. La bande dessinée n'est plus un « *art mineur* », juge Julien Brugges, responsable de la galerie, un verre de rouge à la main.



Le petit prince George, photographié le 7 avril dernier en Nouvelle-Zélande.

George saves the king

Une pièce de théâtre, des expositions... Trois siècles après l'accession au trône de la maison de Hanovre, la monarchie anglaise retrouve une nouvelle jeunesse. Grâce à William, Kate et leur fils George, elle offre une image moderne sans bousculer l'ordre établi. PAGE 34

Gabriel Garcia Marquez, des feuilles dans la bourrasque

INÉDITS Un roman inachevé de l'écrivain colombien, à peine enterré, surgit du néant ! Un journal espagnol vient de mettre en ligne le premier chapitre, alors que le Prix Nobel de littérature ne souhaitait pas sa diffusion. Un éditeur américain est déjà intéressé.

MOHAMMED AÏSSAOUI
maissaoui@lefigaro.fr

Il fallait s'y attendre, cela arrive toujours avec les grands écrivains disparus. Mais là, la rapidité est déconcertante. Alors que l'on vient à peine de dire adieu à Gabriel Garcia Marquez au Palais des beaux-arts de Mexico lors d'une émouvante cérémonie le 21 avril, un journal espagnol, *La Vanguardia*, publie en ligne un texte inédit de l'auteur de *Cent ans de solitude*. Quatre jours seulement après la mort du grand Gabo ! Le quotidien, installé à Barcelone, a décidé de dévoiler quinze feuillets d'un roman sur lequel Garcia Marquez travaillait.

Ces passages, publiés sur le site de *La Vanguardia*, seraient le premier chapitre d'un livre coiffé de ce titre provisoire *Nous nous verrons en août*, l'histoire d'Ana Magdalena Bach, quinquagénaire qui, tous les 16 août, se rend sur une île d'écureur la tombe de sa mère, et à qui il arrive une aventure chaque

année. Le journal prend bien soin de dire, en introduction, que ce passage est tiré d'un roman inédit que l'auteur colombien ne voulait pas publier de son vivant - il n'était pas satisfait de son texte. Mais cela n'empêche par le quotidien de braver la volonté de l'écrivain. En fait, il semble que ce chapitre

est la retranscription d'une lecture effectuée en 1999 par le Prix Nobel de littérature. *La Vanguardia* a-t-elle enfreint la loi ? En dehors des spécificités juridiques sur le droit de la propriété intellectuelle en Espagne, sur le plan moral, cette diffusion laisse à désirer d'autant que le site écrit explicitement

que « *Gabriel Garcia Marquez avait fait le choix de ne pas le publier* ». Et d'ajouter, pour justifier cette diffusion sur le Web, que la maison d'édition américaine Random House va tenter de faire revenir les ayants droit de Garcia Marquez sur cette décision et de publier le roman resté inachevé. Pour le moment aucune démarche ne semble avoir été entreprise.

Un cas assez classique

En France, sauf à enfreindre la loi, cette diffusion n'aurait pas été possible. L'article L. 121-2 du Code de la propriété intellectuelle stipule clairement qu'après la mort de l'écrivain, « *le droit de divulgation de ses œuvres posthumes est exercé leur vie durant par le ou les exécuteurs testamentaires désignés par l'auteur* ». S'il n'existe pas d'exécuteurs testamentaires et si l'écrivain n'a pas laissé d'instructions, ce droit de divulguer un texte inédit revient aux descendants, au conjoint ou aux héritiers.

Le cas Garcia Marquez est assez classique dans le milieu littéraire. On

connait des bagarres homériques. Mort à 50 ans en 2004, Stieg Larsson n'avait pas laissé d'instructions. Sa trilogie *Millénium* a rencontré un succès mondial... et posthume. L'héritage fait toujours l'objet d'un combat glauque entre, d'un côté, son père et son frère qui détiennent tous les droits de divulgation (et les droits d'auteur qui l'accompagnent) et, de l'autre, sa compagne avec laquelle il vécut sans être marié pendant plus de trente ans et qui n'a eu droit à rien d'un point de vue légal.

Plus récemment, la question s'est posée pour J.D. Salinger, mort en 2010 à l'âge de 91 ans. Il a laissé, entre autres, cinq nouvelles inédites dont les manuscrits seraient à la Bibliothèque de Princeton. Trois ont fûté sur Internet. Perfectionniste, l'auteur de *L'Attrape-cœurs* avait laissé des instructions très précises : selon son biographe Kenneth Slawenski, il aurait émis le souhait que ces nouvelles soient publiées cinq années après sa mort, entre 2015 et 2020. Plus qu'une année à patienter. ■



L'écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez est décédé le 17 avril à Mexico.

La monarchie anglaise à plein régime

INSTITUTION À 88 ans, la reine Elizabeth reste très active. William, Kate et le petit George occupent le devant de la scène jusque dans les arts et les lettres.

FLORENTIN COLLOMB
 Critique de théâtre
 CORRESPONDANT À LONDRES

La visite officielle de la reine Elizabeth en Normandie et à Paris, début juin, à l'occasion des célébrations des 70 ans du débarquement allié, devrait être son dernier déplacement à l'étranger. Une sorte de fin de carrière en apothéose à forte symbolique historique pour la souveraine arrivée sur le trône sept ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Alors qu'elle vient de fêter ses 88 ans et s'apprête à dépasser le record de longévité de son aïeule Victoria l'an prochain, elle laisse entre les mains de ses successeurs une institution monarchique en pleine forme. Une série d'événements savamment orchestrés depuis

trois ans a contribué à la popularité du régime dans le cœur des sujets : le mariage de William et Kate, le jubilé de 2012 et la naissance du prince George l'été dernier. Un mélange de rappels de traditions séculaires et de piques de modernité permettant d'insuffler une subtile dose de renouvellement sans bousculer l'ordre établi. Cela a aussi permis au prince Charles d'asseoir sa légitimité, un temps bousculée par les tumultes de sa relation avec Diana, aux côtés de la discrète et souriante Camilla.

Un fil d'or entre générations

Pendant ce temps, la « nouvelle famille royale », comme la désigne un reporter qui couvre Buckingham, s'impose. Le duc et la duchesse de Cambridge achèvent une tournée triomphale de près de trois semaines en Australie et en Nouvelle-Zélande, où ils ont présenté le prince George à leurs sujets des antipodes.

Rien de gratuit dans un tel déplacement. Comme Charles et Diana l'avaient fait avec William, il s'agit d'une vaste opération de relations publiques pour la monarchie, plus souvent remise en cause dans ces dominions qu'au Royaume-Uni. Le charme du petit prince à la bouille joufflue repousse le sentiment républicain à des niveaux historiquement bas. « La naissance d'un nouvel héritier du trône écrit une nouvelle page de l'histoire royale, avec un style différent de ce que l'on connaissait depuis vingt ans, tout en rappelant la continuité de l'institution, comme un fil d'or reliant la reine actuelle au futur roi George appelé à régner dans un lointain futur », explique Simon Lewis, ancien directeur de la communication de Buckingham Palace.

Dans ce climat d'harmonie bercée d'images de magazines, peu de place pour la contestation. Dans *La Reine et moi*, publié en 1992 - l'annus horribil-

lis -, la romancière Sue Townsend, qui vient de disparaître, boudait la famille royale hors de Buckingham pour la reloger dans des HLM de banlieue. La pièce d'« histoire future » *King Charles III* du dramaturge Mike Bartlett, jouée à guichets fermés en ce moment à Londres, met en scène les premiers pas de Charles sur le trône après la mort d'Elizabeth II en soulignant le risque d'une institution qui permettrait à un monarque despotique de s'emparer du pouvoir (lire ci-contre).

Aussi réjouissante soit-elle, une fiction pour happy few des quartiers intellectuels a peu de chance de bousculer l'image à nouveau lisse et glamour, avec un soupçon de vraie-fausse simplicité importée par la roturière Kate Middleton, de la « marque » Windsor, laborieusement reconstruite depuis les péripéties et les drames qui l'ont agitée jusqu'à la mort de Diana en 1997. ■

LE COUP DE THÉÂTRE DU PRINCE CHARLES

Requiem pour une reine. Elizabeth II est morte, vive le roi Charles ! Après avoir attendu son heure si longtemps, le nouveau monarque a une crise existentielle. Insomniaque, hanté par le fantôme de Diana, étouffé par la tendresse de Camilla, il n'entend pas se borner à arroser les chrysanthèmes. Lorsque son premier ministre lui présente une loi encadrant la liberté de la presse déjà votée par les

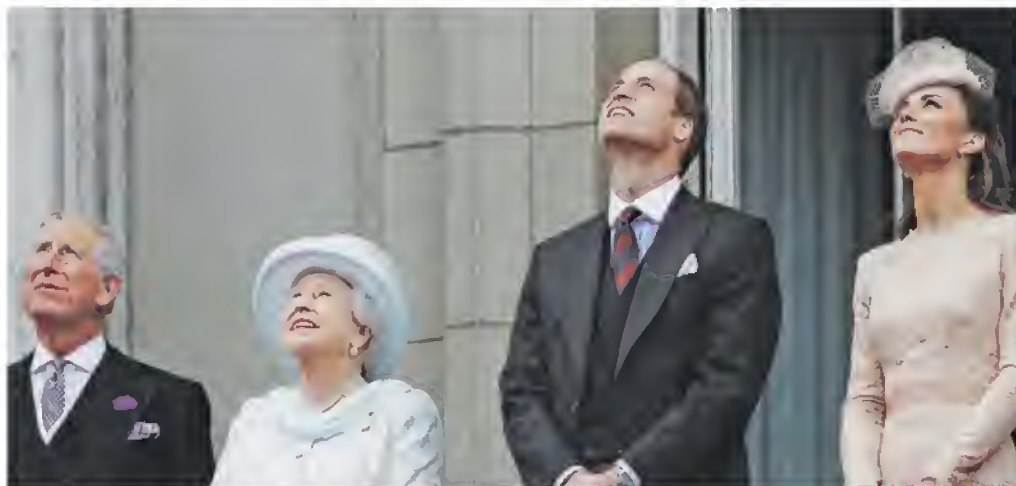


Dans la pièce de Mike Bartlett, Tim Pigott-Smith joue le rôle du prince Charles devenu roi après la mort d'Elizabeth II. JONAS PERSOON / FACEBOOK ALMEIDA THEATRE

deux chambres du Parlement. Il refuse d'y apposer son consentement royal. Après tout, justifie-t-il, « cela fait seulement cinq siècles que le peuple vote pour des politiciens chargés de déterminer le cours de la vie publique ». En prise à la fureur des élus du peuple contre cet imprévisible accès d'autorité, le roi Charles dissout le Parlement et entraîne le pays au bord de la guerre civile. Un tank vient prêter main-forte aux quatre gardes royaux postés devant Buckingham Palace. Pour couronner le tout, le prince Harry tombe amoureux d'une républicaine grunge nommée Jessica, qui lui demande s'il est bien le fils de Charles ou pas plutôt celui du Major Hewitt, vu sa rousseur suspecte. William, lui aussi, n'aitamment visité par sa mère qui lui promet un destin de grand monarque, et manipulé par une Kate plus ressemblante que nature, débordante d'ambition, s'oppose à son père qu'il force à abdiquer à son profit pour restaurer la « stabilité » de la monarchie, selon les règles professées par sa grand-mère. Créée au théâtre Almeida de Londres ce mois-ci, la pièce *King Charles III* de Mike Bartlett, dramaturge prolifique de 33 ans, joue à guichets fermés. À la fois farce royale et drame aux accents shakespeariens, servi par un casting royal, ce texte en vers interroge avec brio les rapports du peuple britannique avec sa monarchie.

63 ans 7 mois et 2 jours

La durée du règne de la reine Victoria, que pourrait dépasser la reine Elizabeth II en 2015



Le prince Charles, Elizabeth II, le prince William et Kate Middleton, lors du jubilé marquant les 60 ans de règne de la reine, en juin 2012. STEFAN WERWALT/REUTERS

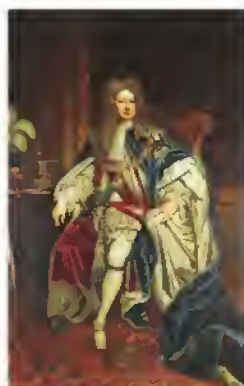
Les palais des trois George en ordre de parade

ERIC BIETRY-RIVIERRE
 ebietryr@viesrespectives.fr

Tandis que le prince George de Cambridge, troisième dans l'ordre de succession au trône, fait ses dents et visite le Commonwealth en compagnie de ses parents, la Grande-Bretagne célèbre le 300^e anniversaire de l'accession au trône de la maison de Hanovre.

Trois palais, notamment, dépoussèrent le souvenir des aïeux auxquels le « royal baby » doit son prénom : George I^{er} (qui a régné de 1714 à 1727), son fils George II dit le Glorieux (mort en 1760) et son petit-fils George III (mort fou en 1820). « Rule Britannia ! » entonne-t-on ainsi à Hampton Court, Kensington et Kew. La chanson patriotique a été justement écrite durant ce XVIII^e siècle exceptionnel, qui a vu naître la Grande-Bretagne moderne avec l'augmentation des pouvoirs du Parlement et la création du premier ministre, la naissance de la monarchie populaire, le « tea time », la démocratisation du chocolat et quantité d'autres excentricités si caractéristiques de l'île.

Dans les vénérables appartements au mobilier et aux œuvres d'art recomposés autant que faire se peut, des acteurs rejouent les épisodes historiques en prenant parfois le public à partie. Des tables de banquet sont dressées avec des mets en papiers pliés par Jean Sallas, un plasticien virtuose. Des jeux de lumière font chatoyer des robes en polyester blanc, confectionnées selon la très fastueuse et exubérante mode georgienne. Il est permis de s'asseoir sur de faux trônes ou aux tables de jeu. Des fragrances



George I^{er}, premier souverain britannique issu de la maison de Hanovre, a régné de 1714 à 1727. ROYAL COLLECTION TRUST / HER MAJESTY QUEEN ELIZABETH II 2014

de cheminées, de vins millésimés ou de vieux bois, embaument chacune des anciennes pièces de vie ou d'apparat. Des extraits d'Haendel y résonnent même si on ne sait pas très bien ce que le compositeur joua alors. Les visiteurs passent en s'amusant, ne décelant guère ce qui appartient au patrimoine de ce qui relève de la mise en scène. Ceux qui le veulent peuvent enfiler des costumes d'époque. Les enfants en raffolent, les touristes asiatiques aussi.

C'est à Hampton Court, dans le Surrey, le plus grand et le plus ancien palais de tous, occupé à l'origine par un Henri VIII qui avait spolié le cardinal Wolsey, qu'on comprend le mieux l'émergence de la dynastie hanovrienne au Royaume-Uni. Est expliqué comment le Parlement décida de choisir pour souverains la famille d'une petite principauté allemande. La reine Anne n'avait pu produire d'héritier malgré dix-sept grossesses. Il y avait bien une cinquantaine de prétendants mais George était la plus proche relation protestante et on ne voulait pas de catholique. Entre autres reliques lui ayant appartenu, on remarque le sabre avec lequel il chargea à la tête de ses dragons. Par la suite, les rois se montrèrent moins au front.

Parfait esprit britannique

Kensington Palace, lui, voit la cour et la reine Caroline, fille du margrave de Brandebourg, devenir nettement bourgeoise et éclairée tandis que Robert Walpole, l'inamovible premier ministre, dirige de plus en plus franchement les affaires. En 1735, le roi lui a donné le 10 Downing Street, encore aujourd'hui résidence des premiers ministres.

Kensington se trouve à l'extrémité ouest de Hyde park, à l'opposé de Buckingham acquis par George III en 1762. Derrière une façade ordonnée très soignée, le damas cramoisi et les portraits de van Dyck justifient le rang et la parenté. Les appartements réels par William Kent viennent d'être rendus à leur splendeur.

Ce parcours attire tout de même moins de monde que l'allée opposée où les robes d'Elizabeth II, de Margaret et

de Diana scintillent dans leurs vitrines. De l'autre côté de cette partie muséale, le « vrai » Kensington fait l'objet d'une protection policière. Kate et William ont là leur demeure principale. Quelques cloisons séparent ainsi le petit George du fantôme du Glorieux. Connaître-t-il un règne aussi long et prospère ? L'opinion le lui souhaite.

Enfin, une nouvelle scénographie attend les promeneurs des somptueux jardins botaniques de Kew, également dans le Surrey. En leur cœur, le palais ancien a disparu depuis longtemps. Mais subsiste l'école. Dans cette pittoresque maison de poupée flanquée de cuisines plus grosses qu'elle, le futur George III a appris la langue et les manières anglaises. Il devint un parfait esprit britannique, un portrait par Reynolds en témoigne. Mais ses hobbies tels son microscope en argent et ses dessins d'architectures néopalladiennes ont laissé de lui une image partielle. Pour la postérité, il est celui qui a perdu l'Amérique. À Kew, on ne le rappelle pas. ■

Programme des festivités dans les palais royaux sur www.hrp.org.uk

C'EST POUR VOUS

LES MATINS

MARC VOINCHE ET LA RÉDACTION DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H30 À 9H

RETROUVEZ LE COUP DE CŒUR CULTURE DE BERTRAND DU FIGARO CHAQUE MARDI À 18H55

LE FIGARO

franceculture.fr



Frank Black, des Pixies, en concert au Festival de Coachella (Californie), le 12 avril. CHRIS RIZZELLO/INVISION/AP

Têtes Raides La Terre en mouvement

A 30 ans, les Têtes Raides gardent le sourire sans rides. Le groupe a plus d'une quinzaine d'albums à son actif mais encore plein d'envies à satisfaire. Dont celle de faire vivre leur dernier album, *Les Terriens*, sorti en février. La voix rauque et sombre de Christian Olivier y résonne presque exactement comme sur leurs premiers titres, toujours propulsée par des rythmes vifs de guitare et de percussions ou des ballades plus mélancoliques. « La marque Têtes Raides, c'est du cadre, du violoncelle », confirme le chanteur au « Live ».

Leur dernier album était pourtant sorti de ce sentiment habituel. Corps de mots offrant des poésies mises en chanson, dans un style épuré, bien que ce goût pour les poètes ne date pas d'hier. « Quand j'ai commencé à écrire la chanson des Terriens, naturellement il y a de la guitare qui est revenue », raconte Christian Olivier. Pas vraiment étonnant pour ce groupe changeant qui « a démarré à quatre, puis cinq, six, sept, huit » pour revenir aujourd'hui à six. « Têtes Raides a toujours été en mouvement », résume le chanteur. En mouvement « par les disques », par « la manière de travailler », par « le choix des lieux, des salles ». « On ne peut pas rester statique, il y a toujours quelque chose qui s'opère », conclut l'artiste.

Les fans de la première heure auront de quoi se mettre sous la dent. Le dynamisme Moderato rappelle les tirades enflammées et engagées de L'Identité, Gl-vill ou Fragile. La douce Alice résonne, quant à elle, des mêmes envolées mélancoliques qu'*On s'ennuie*, le chant ou le Cabaret des nuages. Pour les adeptes de Corps de mots, tout n'est pas fini non plus. rendez-vous est donné au festival d'Avignon, dans la Cour d'honneur, cet été. Christian Olivier s'en réjouit : « Dans le chemin de Têtes Raides, il y a eu des lieux. Les Bouffes du Nord à Paris, d'autres lieux en province. Le passage à Avignon pour la clôture, c'est un événement très fort. » D'autant que, comme il le dit lui-même : « C'est toujours des événements qui font qu'on avance. »

BLAINDINE LE CAÏN

Les Têtes Raides dans le studio du Figaro. Retrouvez le concert et l'entretien du groupe sur www.elfigaro.fr (PICTORAL/LE FIGARO)

Pixies, un petit tour de piste

CHRONIQUE L'excellent groupe américain de la fin des années 1980 se réunit pour un nouvel album qui pâlit de sa comparaison avec leur legs artistique.

LA MUSIQUE
Olivier Nuc
onuc@elfigaro.fr

C'est à la fin de la décennie 1980 que le phénomène des recompositions de groupes de rock historiques commença. Alors âgés d'une vingtaine d'années, des formations aussi prestigieuses que Pink Floyd, les Rolling Stones ou les Who reprirent le chemin des studios et des scènes. Leurs membres oublièrent leurs différends afin de se payer un nouveau tour de piste dont on ne savait pas qu'il serait loin d'être le dernier. Toujours sur les routes en 2014, les Stones sont bien partis pour battre le record du plus vieux gang encore en activité. Ces groupes, que la génération punk avait remis au rang de dinosaures, renaissaient de leurs cendres pour le plus grand plaisir de

leurs amateurs de la première heure, tout contents de revivre en les entendant une part de leur jeunesse envolée. Vingt-cinq ans plus tard, les jeunes artistes qui essayaient alors de se faire une place à l'ombre de ces géants se retrouvent dans la même situation qu'eux. Alors qu'on attendait de ces musiciens surgis de la scène indépendante une tenue et une dignité qui leur commanderaient de ne pas jouer les prolongations, ils n'ont pas résisté à répondre aux trompettes de la renommée une fois la cinquantaine venue.

Après vingt-deux ans de silence discographique, le formidable groupe noisette anglais My Bloody Valentine a sorti l'an passé un nouvel album qui n'apporte rien à son legs artistique, malgré quelques beaux moments. Perle du rock alternatif américain des eighties, Dinosaur Jr s'est à nouveau rassemblé au début de ce siècle sous la houlette de J. Mascis pour proposer des disques qui n'égaleront jamais *Rug* ou *Green Mind*. Cette semaine, les Pixies se rappellent au bon souvenir de ses

nombreux fans. Groupe clé de la période, le quartet de Boston a réécrit une partie des tables de la loi rock en quatre albums impeccables, entre 1987 et 1991.

Salués en leur temps par leurs aînés David Bowie ou Neil Young, ils ont profondément influencé des dizaines de groupes. Nirvana en tête, même s'ils n'ont jamais battu des records de vente. Avec leur dynamisme de chansons aux couplets calmes et aux refrains énergiques, leurs textes surréalistes et leur goût du jeu collectif, les Pixies se sont assurés une place de choix dans l'histoire de la musique.

Anciens combattants

En 2004, ils se reformaient pour faire découvrir sur scène leur musique à une nouvelle génération, et amasser un maximum de dollars au passage. On ne comprend pas bien ce qui a motivé l'enregistrement de nouvelles chansons, destinées initialement à trois EPs (format musical plus long que celui du single, mais plus court

qu'un album) réunis désormais sur l'album *Indie Cindy*. Amputés de la bassiste Kim Deal, personnage clé de l'aventure, Frank Black, Joey Santiago et David Lovering livrent un succédané de ce qui fit leur réputation. L'album n'a rien de scandaleux, mais pâlit de la comparaison avec un chef-d'œuvre comme *Doolittle*, paru en 1989.

Les guitares sont devenues bavardes, les rythmiques se sont empâtées : on croirait parfois entendre du AC/DC sous Prozac plutôt que la formation vive et nerveuse qui avait enchanté nos oreilles il y a un quart de siècle. *Indie Cindy* prouve une fois encore qu'il n'y a rien de bon à attendre de retrouvailles de vétérans du rock et que ce genre de réunions d'anciens combattants devraient être réservées à leurs proches dans le cadre de rassemblements privés. De plus en plus conservateurs, les amateurs de rock ont un mal fou à inscrire le mot fin, préférant vivre dans l'illusion que l'histoire ne se termine jamais tout à fait.

Pontormo et Rosso : quelles belles manières!

ARTS Ces deux géants du XVI^e siècle sont exposés à Florence, la ville qui a vu éclore leur modernité.

ÉRIC BÉTRY-RIVIERRE
eric.betryrivierre@elfigaro.fr
ENVOI SPÉCIAL À FLORENCE

Les deux Toscans sont nés la même année, en 1494. Ils ont eu Andrea del Sarto pour aîné. Puis, de part et d'autre des Alpes, ils ont fait flamboyer la Renaissance comme les ailes de leurs anges. Pontormo travaillant pour les Médicis, Rosso pour François I^{er} à Fontainebleau. Ce qu'on appellera beaucoup plus tard le maniérisme est leur laboratoire commun. Au début du cinquième, ils excellent dans de nouvelles façons de peindre. Ils privilégient les couleurs sublimement atténuées. Leurs corps torsadés et aériens nus ou enveloppés dans des draps tantôt fins tantôt bouffants, sont étranges. Mains longues, cous de cygne, épaules tombantes... Mille autres détails, fruits de lectures ésotériques ou d'une pure fantaisie, émaillent leurs compositions.

Au Palazzo Strozzi de leur chère Florence, cette modernité saute aux yeux. Mais on mesure aussi, en quelque quatre-vingts peintures, fresques, dessins et tapisseries, à quel point chacun use de son caractère particulier avec une étonnante liberté. Le lieu, central, est idéal pour apprécier ces artistes rares. Les prêts des grands musées internationaux s'additionnent à ceux des Offices et du Palazzo Pitti. Et à ceux des églises, chapelles et cloîtres environnants. Par exemple, les grandes fresques de la basilique de la Santissima Annunziata ont été décrochées.

Pour les œuvres restées in situ, des visites sont organisées. Ainsi dans la chapelle de l'ancien couvent de Santa Maria Novella, Pontormo y a laissé une splendide *Véronique* dédiée à Léon X de Médicis à l'occasion de son retour à Florence en

L'Adoration des mages, de Pontormo (ci-dessus), et *Madone avec Enfant et saint Jean*, de Rosso Fiorentino.

tant que pape, en 1515. De son côté, le Palazzo Vecchio montre les panneaux qu'il a peints pour le char de procession de Jean le Baptiste autour de 1514. Ce trône mobile qui glorifiait le saint patron de la cité a été démantelé en 1808. On peut à nouveau avoir une idée de ce à quel ressemblait ce cœur symbolique de la ville. À Santa Felicità, il faut toujours glisser une

pièce pour éclairer la sublime *Déposition* avec son Christ porté comme une plume. Dans la même chapelle, il y a un ange Gabriel et une Vierge de l'Annonciation, autres fresques de Pontormo dont on peut admirer les dessins préparatoires au Palais Grazzi. Compositions religieuses, études d'ensemble ou de détail, mais aussi presque tous les portraits subsistants et plusieurs thèmes antiques : l'exposition est structurée en huit sections chronothématiques. On suit ainsi comment les évolutions stylistiques, au départ proches, finissent par diverger.

Évolutions divergentes

Dès les fresques mariales de la Santissima Annunziata, Pontormo penche pour le naturalisme léonardesque tandis que Rosso peaufine ses corps michelangelesques. Ce dernier ajoute une pincée d'excentricité en faisant déborder d'un cadre en trompe l'œil la cape d'un personnage assistant à l'Assommoir de la Vierge. Par cette astuce quasi inédite, il implique le spectateur dans la scène.

Deux madones de 1517 entourant celle d'Andrea del Sarto creusent ensuite l'écart. Dans le rotule de Santa Maria Nuova, Rosso représente un saint Jérôme décharné, préfiguration de ses harpies dans les décors de Fontainebleau. Pontormo, lui, fait sourire la Vierge comme la Joconde. L'un focalise sur les traits psychologiques des participants à la Conversation Sacrée, le second fait jouer le groupe dans un théâtre où il est l'orgueilleux metteur en scène. C'est lui qui impose le rythme, l'attitude, la vérité de l'instant et de l'éternité. Comme dans son fulgurant autoportrait dessiné nu et au travail, sous l'influence de Dürer, prêt du British Museum. Ou dans la *Visitation* de Carmignano, tellement gracieuse.

Plus marqué par l'agitation des êtres et du monde, Rosso contraste. Sans doute est-ce l'effet de ses tribulations entre Volterra et Florence, puis du sac de Rome durant lequel il a été dépouillé par la soldatesque toutonne. Cet événement l'a poussé à choisir la France, où il a travaillé ses dix dernières années en digne successeur de Léonard.

À Florence, sa *Pietà* du Louvre n'est qu'à un cloison d'écart de sa *Déposition* de Sansepolcro. Les deux Christ y sont roux. Telle est la signature de cet homme glorieux et souffrant. Dans la dernière salle, deux tapisseries fabriquées d'après un modèle de Pontormo pour le Palazzo Vecchio de Cosimo I^{er} de Médicis en côtoient une troisième représentant une scène de la galerie de Fontainebleau. Les deux amis d'enfance sont réunis chez eux par-delà la mort et leur destinée.

« Pontormo et Rosso. Les chemins divergents du maniérisme », Palais Strozzi, Florence, Italie, jusqu'au 20 juillet. Catalogue Mondadori en italien et en anglais, 367 p., 39,90 €. www.palazzostrozzi.org

EN BREF

Fréquentation en hausse au Printemps de Bourges

Le Printemps de Bourges a enregistré une fréquentation en hausse pour sa 38^e édition, marquée par le retour de Bertrand Cantat sur la scène des festivals et une transition en douceur dans les coulisses. Le festival, qui s'achève dimanche avec un concert de Tal, a accueilli 53 400 spectateurs payants et délivré 9 400 invitations. La fréquentation globale (y compris les scènes gratuites et les manifestations organisées dans la ville) a totalisé 240 000 personnes et le taux de remplissage a atteint 92 %. L'année dernière, la fréquentation globale avait totalisé 210 000 festivaliers.



Neuf comme un lundi

Du rose pendant l'ondée, un croco en bandoulière, un parfum de vacances, des radis sur le plastron et une manucure de croisière. Encore une semaine comme on les aime.

PAGES RÉALISÉES PAR
HELENE GUILLAUME
AVEC ELODIE BAERD,
PAULINE CASTELLANI,
EMILIE FAURE ET
EMILIE VEYRETOUT



SUR PEAU Son nom, Hanro (5), évoque, depuis 130 ans, la lingerie dans ce qu'elle a de plus pur, de plus intime. Ni troufrous ni balconnets mais des maillots de coton au toucher inouï, des culottes insoupçonnables en microfibre, des combinaisons bordées de dentelle seconde peau. Ajoutez à ce confort à nul autre pareil, une bonne dose de glamour hollywoodien - le débardeur immaculé de Nicole Kidman dans *Eyes Wide Shut* ainsi que la culotte blanche de Marilyn Monroe dans *Sept ans de réflexion* sont griffés de la discrète marque helvète. Une recette miraculeuse. [60 € le débardeur et 35 € la culotte, www.hanro.com, tél. : 01 43 12 38 71]

RUTILANT Avis à celles et ceux qui associent spontanément Goyard (7) à son emblématique toile enduite monogrammée : le malletier français taille aussi les peaux exotiques. Et avec dextérité. Ainsi, ce sac à bandoulière ajustable, baptisé 233 en hommage à l'adresse de la maison mère rue Saint-Honoré, à Paris, s'affiche fièrement dans un croco carmin, lustré tel un soulier neuf. On le retrouve aussi en veau souple foulonné et dans la toile enduite déclinée dans un mandarine, un bleu roi ou encore un nouveau gris souris, toujours ponctué du fermoir bijou en palladium ou or. [À partir de 7 875 € le modèle en veau, tél. : 01 42 60 57 04]

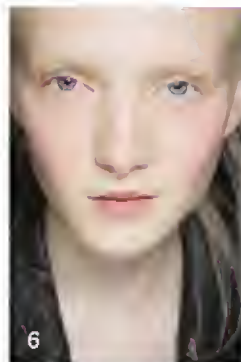
STARTING-BLOCKS Elles portent un nom savant : Diorite Adizero II. Et grâce à leurs empiècements en caoutchouc et à leur résille aérée, ces baskets acidulées Adidas par Stella McCartney (8) assurent sur terrain plat, en petites foulées, aussi bien qu'en terrasse des cafés. Pour les week-ends décontractés ou bien portées façon BCBG avec une veste ajustée, un pantalon fitted et une maxipochette en cuir, ces précieuses alliées à la fois légères et robustes, déclinées dans des teintes tendres de vert menthe, rose blush et jaune citron vont faire craquer les athlètes... et toutes les autres. [150 € la paire sur www.net-a-porter.com]

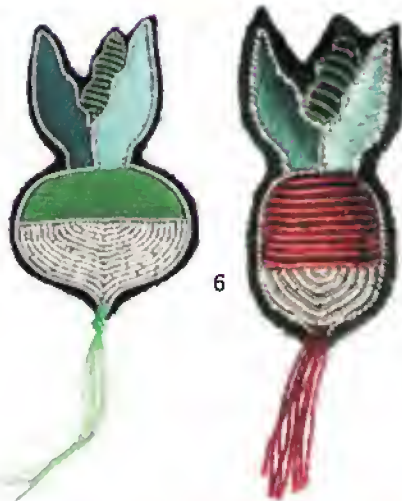
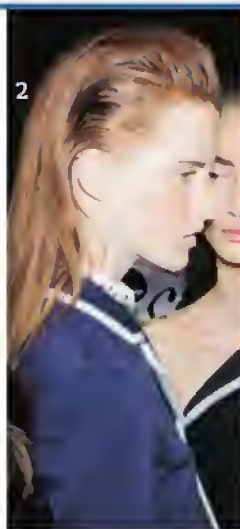
À FLOTS Les ondées de printemps n'auront pas raison de notre vestiaire. Nul besoin d'endurer le calvaire du bon vieux K-Way au confort et au style controversés puisque les Britanniques de Preen (3), aguerris aux vêtements de pluie, ont imaginé un imperméable en Lurex fleuri très lady, tandis que le jeune Thomas Tait (2), vivant à Londres, taille un coupe-vent dans du Nylon rose bonbon. Tout aussi acidulé, le poncho de la ligne Tech Pack de Nike (1), découpé dans une matière technique hyper légère et respirante, est le plus joli des remèdes contre la grisaille. [90 € à partir du 1^{er} mai sur www.nike.com et dans les boutiques Nike]

TEINT DE ROSE C'est la première fois que Dr. Hauschka (4) touche à sa formule historique, la Crème de Jour à la Rose. L'esthéticienne allemande et cofondatrice de la marque, Elisabeth Sigmund, l'a conçue en 1967 d'après une recette de sa grand-mère. Depuis, son petit tube blanc et orange a fait le tour du monde - Kirsten Dunst ou Sofia Coppola la citent régulièrement dans la presse. La version 2014, encore plus riche en huile essentielle et en extraits de pétales de rose (mais au parfum inchangé), bénéficie d'une texture fondante pour faire monter le rose aux joues comme sur le défilé Hussain Chalayan (6). [25 €, www.drhauschka.fr]

LUMINEUX « Nous avons tous besoin de brillance. » Telle était la maxime livrée par Alber Elbaz, directeur artistique de Lanvin (9), juste avant son défilé printemps-été 2014. Nous ne le contredirons pas, d'autant que cette saison tout le monde lui donne raison. En revanche, tout le monde n'assume pas avec le même enthousiasme un top en lamé or ou un pantalon Lurex argent. Se rabattre sur les accessoires peut s'avérer efficace, surtout avec ces larges bracelets faits d'un bout de tissu recouvert de résine. Ils s'appellent Orion, du nom d'une des constellations les plus brillantes de l'hémisphère nord. Poétiques. [265 €, tél. : 01 44 71 32 80]

4





GONFLÉ Selon certains experts, nos coiffures auraient quelque chose à voir avec les réseaux sociaux. Ainsi Facebook et Instagram nous pousseraient à renouveler nos looks capillaires tels des messages, des marqueurs de vie. « Attention, prise de pouvoir » semblent crier ces cheveux gonflés aux racines et gominés sur toute la longueur - défilé Paul & Joe (1) -, plaqués sur les tempes et montés en coque au niveau du front - Viktor & Rolf (2). Leur complice ? Une gomina à sculpter et faire briller les mèches comme la Pixie Pomade de Tecni.art chez L'Oréal Professionnel (5). Votre gentil mi-long ne s'en remettra pas. [17,30 €, dans les salons de coiffure]

RUSTINE Ils sont brodés à la main, se thermocollent d'un coup de fer à repasser ou se piquent au revers d'une veste. Les adorables écussons Macon & Lesquoy (6), fruits de la collaboration de Marie Macon et Anne-Laure Lesquoy, saupoudrent de fantaisie les sacs à dos des petits stylés comme les tenues de ville des grandes filles. Une rascasse, un radis, une dent de lait et un squelette peuplent l'univers décalé de ces deux designers reconvertis en créatrices d'accessoires ultra accessibles, déjà distribués dans quelque 500 points de vente à travers le monde. [18 € le radis et 40 € le navet sur www.maconnettes.com/shop]

POUPÉE RUSSE Depuis sept ans, la créatrice moscovite Vika Gazinskaya rhabille ses compatriotes et les adeptes de son vestiaire graphique aux imprimés joyeux. Sa griffe semble confidentielle ? Plus pour longtemps, ce 5 mai, chez Colette, la créatrice présentera en exclusivité une collection capsule imaginée pour le label & Other Stories (8) avant son arrivée en boutiques et sur l'e-shop de l'enseigne le 15 mai. Ses robes en coton frâles constellées de pissenlits, de pois colorés ou bardées de coups de crayons démontrent le talent de Vika, parallèlement finaliste du prestigieux prix de mode LVMH Prize. [De 45 € à 175 € sur www.stories.com]

CROISIÈRE Cet été, Dior (3) prend le large et nous embarque sur le pont d'un paquebot. Baptisée Transat, sa ligne de maquillage un brin rétro rend hommage aux grandes traversées transatlantiques et aux premières collections croisière (le couturier imaginait la sienne en 1948). Au beau milieu des poudres de soleil (bonne mine plein air oblige), des gloss dorés « Offshore » et des fards à paupières bleu outremer, les inconditionnelles se délecteront de ce kit manucure : des rayures en décalcomanie siglées CD pour faire voguer sa laque beige corde, rouge primaire ou bleu matelot. [Duo vernis à ongles et stickers, 30 €, sur www.dior.com]

NU-PIEDS S'offrir des TOMS (4) garantit deux choses : du style - ces chaussures américaines de nos espadrilles sont franchement bien balancées - et une bonne action, puisque le concept du « One for One » instauré par la marque permet, pour une paire achetée, de chausser un enfant défavorisé dans le monde. Demain, le label américain pousse encore plus loin son initiative avec sa 7^e édition de la journée sans chaussures, visant à sensibiliser le public à la cause enfantine. La règle du jeu ? Postez sur les réseaux sociaux un instantané de vos pieds nus suivi du hashtag #withoutshoes (7). [www.toms.fr/unjoursanschaussures]

PRÉCIEUX Qui aime s'offrir un bronzage reconnaîtra dans ce Parfum Divin de Caudalie (9) les effluves déjà si veloutés de l'Huile Divine, lancée il y a deux ans. Il en a le magnétisme solaire que le nez Jacques Cavallier prolonge, cette fois-ci, avec des notes de poivre et de pamplemousse mêlées à la rose et réchauffées, comme la peau sur le sable, de muscs ravageurs. Pour accentuer ces accords dorés, certains flacons dissimulent même un code permettant de gagner un joli médaillon en or signé Ginette NY et dont le monogramme reprend les initiales de ce vrai sillage d'été. [42 € les 50 ml, en pharmacie et dans les boutiques Caudalie]



Le bracelet connecté peine à convaincre

Vedette des salons spécialisés, le capteur d'activité portable fait de l'ombre à une quantité d'autres produits de la même famille. Pour un intérêt discutable.

Impossible d'échapper au phénomène des objets connectés. En quelques mois, c'est une déferlante de montres, de bracelets, de lunettes et d'équipements de maison reliés à Internet qui a mobilisé l'attention des journalistes, des analystes, des entrepreneurs et même des politiques. Le gouvernement a décidé d'en faire une des priorités de la politique industrielle de la France. Et les études de marché s'emballent. D'ici à 2020, ce seront 26 milliards d'objets qui seront connectés dans le monde, estime le cabinet de conseil Gartner. L'industriel Cisco, lui, parle de 50 milliards d'objets quand l'Idate mise plutôt sur 80 milliards. Quant au cabinet IDC, il estime qu'on attendra plus de 212 milliards d'objets connectés à l'horizon 2020... Des chiffres incohérents, à la limite de l'irrationnel, qui illustrent l'incroyable espoir que suscite ce nouveau secteur.

Comment expliquer un tel enthousiasme ? D'abord par la promesse de nouveaux usages et de nouveaux services pour les utilisateurs. Reliés à un smartphone, les capteurs d'activité et les bracelets connectés enregistrent les activités physiques, calculent les calories dépensées et affichent des statistiques sur un smartphone. « Ils peuvent aider à mener une vie plus saine, estime Christophe, cadre plutôt sportif de 42 ans, qui a eu l'occasion d'en essayer plusieurs depuis plus d'un an. Ils encouragent à courir ou à marcher davantage, ils vibrent quand on est inactif pour rappeler qu'il faut se dépenser, ils analysent le sommeil. » Bref, des produits en phase avec l'air du temps : ils émergent à une époque où de plus en plus d'individus prennent soin de leur corps, font attention à leur physique et à leur santé, com-



Certains modèles comptent le nombre de pas, les calories dépensées, vibrent quand on est inactif, analysent la qualité du sommeil...

me l'explique Cédric Hutchings, directeur général de Withings, une société française spécialisée dans les objets connectés. « Il y a toute une communication publique autour de ce thème, qui incite à marcher, à bouger, à bien manger. Les objets connectés complètent ce message. Nos balances et nos tensiomètres électroniques, par exemple, peuvent modifier votre comportement et vous aider à combattre le diabète ou le cholestérol. C'est un moyen de savoir où on en est, de s'assurer qu'on améliore sa santé. On ne pourrait pas conduire une voiture sans tableau de bord, sans compteur de vitesse ou jauge à essence. C'est le même principe : ces produits sont des tableaux de bord personnels. »

Véritable porte-drapeau des objets connectés, le bracelet Intelligent joue volontiers les accessoires de mode. Jawbone Up, Fitbit Flex, Withings Pulse,

Samsung Gear Fit, Nike FuelBand, Misfit Shine : lequel est le plus beau ? Une question qui passe parfois avant l'aspect pratique ou simplement utile du produit. Et, fatalement, l'intérêt s'émousse avec le temps.

Produits de niche

Résultat : un utilisateur sur trois s'en sépare au bout de six mois, selon le cabinet de conseil Endavour Partners. Et la moitié l'abandonne après seize mois. « C'est vrai, on finit par se lasser, confirme Christophe. Passé un certain stade, l'objet perd de son intérêt. On est d'abord séduit par les informations qu'on découvre et par l'aspect ludique du produit. Et puis, on s'aperçoit qu'il faut y consacrer beaucoup de temps, recharger régulièrement la batterie, synchroniser les données. Et si on n'apprend plus grand-chose au bout de quelques mois, on laisse tomber. » Pour

tout arranger, les données sont loin d'être fiables. Lors de nos tests, deux bracelets de marques différentes portés par la même personne annonçaient, l'un 7 452 pas et l'autre 10 134 pas. « Chaque constructeur utilise ses propres algorithmes, observe Christophe, mais certains ont tendance à donner des résultats optimistes pour faire plaisir à leur clientèle. En fait, peu importe qu'on ait fait 8 000 ou 12 000 pas. Ce qui compte, c'est de prendre conscience de ce qu'on fait dans la journée. » Il est vrai que mesurer un nombre de pas à partir d'un bracelet porté au poignet reste discutable. N'empêche. Pour Cédric Hutchings, la précision constitue la vraie valeur ajoutée des objets connectés : « Le constructeur doit maîtriser les algorithmes et le logiciel. Dans certains cas, on peut tolérer une petite imprécision, à condition qu'elle soit toujours la même. Mais seuls les objets qui ont un label, CE médical en Europe ou FDA aux États-Unis, sont dignes d'être utilisés sérieusement. »

Largement médiatisés, ces bracelets ne constituent pourtant qu'une petite partie du secteur des objets connectés. Et pas forcément la plus représentative. « Comme les Google Glass, ce sont des produits de niche qui inventent de nouveaux usages, estime Vincent Puren, analyste au cabinet de consultants Hub Institute. Or, le public ne trouvera d'intérêt dans un objet connecté que s'il s'agit d'une version améliorée d'un produit du quotidien, comme un pèse-personne, un thermostat ou une voiture. » Ce qu'ont bien compris les entreprises françaises, comme Withings, Parrot, Awox, Netatmo ou Sen.se, qui sont en pointe sur ces secteurs. Normal, estime Cédric Hutchings, « il y a une forte culture télécoms parmi les ingénieurs français et de réelles compétences en design industriel et en technologie embarquée ». Une véritable opportunité pour la France. À condition que le public suive. ■

Question du jour

Comment se mesure l'étanchéité d'un smartphone ?

Sony, Samsung et d'autres constructeurs comme MTT ou Caterpillar vantent la résistance à l'eau et à la poussière de leurs mobiles. Avec parfois de subtiles nuances.

■ Quand on parle de l'étanchéité d'un appareil, on se réfère à son indice de protection, établi par la Commission électrotechnique internationale. Il se présente sous la forme de la mention IP suivie de deux chiffres.

■ Ces deux chiffres sont indépendants. Le premier indique le niveau de protection contre les éléments solides, et donc la poussière, et le second désigne la résistance aux liquides, et donc à l'eau.

■ La mesure de protection contre la poussière s'étend de 0 (aucune protection) à 6 (protection totale). L'étanchéité, elle, peut aller de 0 (aucune protection) à 8 (protection même en cas d'immersion prolongée). La simple protection contre la pluie porte l'indice 1.

■ Avec un indice IP58, le Sony Xperia Z2 est donc plutôt bien armé contre les poussières (5) et totalement étanche même après un long bain (8). Le Samsung Galaxy S5, qui affiche un indice IP67, est entièrement insensible à la poussière (6) mais ne résiste qu'à une immersion temporaire (30 minutes dans un mètre d'eau).

D. S.

FLASH

MOBILE BON MARCHÉ

Le chinois ZTE lance en France un smartphone 4G et HD vendu 179 € (après remboursement de 20 €). Le Grand S Flex fonctionne avec Android Jelly Bean. Il est équipé d'un écran de 5,5 pouces en 720p, d'un appareil photo de 8 mégapixels et d'une mémoire de 16 Go.

+ SUR LE WEB

» Notre test du Samsung Galaxy S5 en vidéo
» Souris scanner triscan, HTC One m8, Google Chromecast et d'autres nouveautés à découvrir en images
www.lefigaro.fr/high-tech

La délicate question du traitement des données personnelles

Rythme cardiaque, qualité du sommeil, courbe de poids : en transmettant une quantité de données personnelles, les objets connectés peuvent-ils nous trahir et servir à nous profiler ? Une question qui inquiète trois utilisateurs sur quatre, selon l'institut CSA. « Ce serait se ruer une balle dans le pied, tranche Cédric Hutchings. D'abord parce que notre contrat avec nos clients repose sur une relation de confiance. Et puis, parce que la législation empêche tout débordement. Ce que l'on fait de ces données est soumis aux mêmes lois que celles qui concernent les données traitées par les banques ou les opérateurs télécoms. Les données stock-

ées sur votre compte vous appartiennent. Vous pouvez les supprimer. »

Ce qui n'empêche pas les constructeurs de s'intéresser à la manière dont leurs produits sont utilisés. « Nos équipes peuvent utiliser des données pour effectuer des statistiques, admet Cédric Hutchings, mais, dans ce cas, elles sont anonymes. Il ne faut pas tout confondre. S'il s'agit d'une relation entre le client et le fabricant, pour améliorer le produit et les services, c'est bien. S'il s'agit de commercialiser des données personnelles, on est dans le domaine de l'illégal, à moins que le client donne son consentement, et c'est point par là loi. »

Le traitement des données peut être profitable à tout le monde, estime pour sa part l'analyste Vincent Puren. « Chez le fournisseur de vidéos en ligne Netflix, les statistiques d'usage permettent d'améliorer le produit. Le constructeur automobile Tesla, lui, récupère une quantité de données de ses clients, en toute connaissance de cause, pour savoir comment ses modèles sont utilisés. Ses clients sont ainsi des partenaires qui participent au processus de création et d'amélioration des voitures. La question n'est pas de récolter des données mais d'en faire bon usage : respecter le consommateur et développer une véritable stratégie à ce sujet. »

D. S.

LE FIGARO
privilèges

RÉSERVÉ À
NOS ABONNÉS

HIVER
PRINTEMPS
2014

EXPOSITION
THÉÂTRE, CINÉMA
SÉJOUR
OPÉRA, DANSE
MUSIQUE

ÊTRE ABONNÉ AU FIGARO : UN VÉRITABLE PRIVILÈGE !

Le meilleur de la culture et des loisirs tout au long de votre abonnement à des conditions exceptionnelles avec nos prestigieux partenaires à Paris et à travers les régions de France.

DECouvrez vos privilèges :

SI VOUS ÊTES ABONNÉ, INSCRIVEZ-VOUS SUR : www.lefigaro.fr/privileges

SI VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ, RENDEZ-VOUS SUR : www.lefigaro.fr/abonnements

IMMOBILIER avec **Explorimmo**
LE MEILLEUR DE L'IMMOBILIER

39

AVIS À NOS LECTEURS - MENTIONS LÉGALES

Toutes les annonces qui ne commencent pas par la mention « Part. » pour les particuliers ou « Agent Co. » pour les agents commerciaux sont des annonces émanant d'agents immobiliers ou de promoteurs. Sans mention explicite d'intermédiaires dans les annonces, les prix présentés s'entendent nets pour l'acquéreur. Toutes les annonces des résidences « appartements » sont régies par les lois de copropriété, sauf mention contraire. Ces biens faisant partie d'une copropriété, le vendeur doit vous informer du nombre de lots de la copropriété, des charges annuelles de bien proposé à la vente et de l'existence ou non d'un recours à l'encontre de la copropriété à la date de la parution de l'annonce.

Légende des sigles utilisés dans nos annonces : **»** annonce S.A.A.M. (Fédération nationale de l'immobilier) **»** annonce S.N.P.I. (Syndicat national des professionnels immobiliers) **»** Voir les **»** Ventes aux enchères M.A.P. mise à prix.

Immobilier d'entreprise

Ventes
LOCALS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

PAS DE CALAIS
DANS PETITE VILLE
1200 m² - 300 m² gde
industriels - 700 m²
terrasse 200 m² de
compagnie d'entreprise

Locations
LOCALS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

92 COURBOVIE
2 bds, 100 m² bureaux
de 37 m² de 65 m²
bureaux ou activité
92 PUTEAUX
340 m² - Bâtiment indép.
stockage ou activité
sur dalle 06.80.85.50.50

Ventes
BUREAUX

OPERA - 262M2
Imm. très bon état - Bâillon
Et. neuf - Plus résistent
BNP&P 01 47 59 17 88

SEKS (89)

534 m² de bureaux à louer.
30 m² SACS Paris
automatisés A5/A70, zone
climatisée, très récent,
15 bds, salle réunion, gd
stand, chemin de fer
possibilité terrain 2200 m²
M. Lamy 06 01 09 90 99
MAIL: sekstok@seks.com

Achats

BOULEVARD

KCCINVEST.COM

Rech. Meub. de commerce
sur toute la France
06.09.34.87.02

Ventes

BOULEVARD

MURS LIBRES

» 120 m² d'habitat
230 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

» 120 m² d'hab. - 200 m² d'hab.
Facile à angle fin. Immeuble
Pte: 1.200.000 €

Locations

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

Immobilier

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

BOULEVARD

Notre évaluation
des séries, fictions,
documentaires
et divertissements
de la semaine à venir.

17/20

« BOMB GIRLS : DES FEMMES
ET DES BOMBES »

Chérie 25, samedi 3 mai à 20 h 45

Une série historique captivante qui raconte le quotidien de femmes canadiennes pendant la Seconde Guerre mondiale. Alors que leurs maris et leurs fils sont partis au front, les femmes font tourner, seules, une usine de munitions. L'occasion pour elles de s'affranchir de la tutelle masculine et de rencontrer des femmes de toutes conditions sociales. Les portraits de ces héroïnes du quotidien sont léchés et nuancés. Une mention spéciale pour les costumes et les décors particulièrement soignés.



FIGARO TOP Bomb Girls, une série canadienne passionnante qui nous transporte dans une usine de munitions pendant la Seconde Guerre mondiale.

16/20

« TURN »

OCS Max, dimanche 4 mai à 20 h 40

Jetiez-vous sur cette fiction américaine en costumes inspirée d'un épisode méconnu de la guerre de l'Indépendance que menèrent les colons contre la couronne britannique à partir de 1776. Un jeune fermier, contrebattant à ses heures, est contraint de devenir l'informateur des rebelles de George Washington. Scénario, reconstitutions, soufflé romanesque : tous les ingrédients d'une fresque épique réussie sont réunis. Sans oublier le jeu de l'acteur Jamie Bell (*Billy Elliot*, *Turning*) dans le rôle principal.

minale. Le scénario est porté avec justesse par Michael Youn et Ary Abittan, qui interprètent deux frères aux caractères opposés. La fiction est moins dramatique que le livre écrit par la sœur de Richard Berry. L'humour l'emporte souvent sur la gravité de la situation, comme l'a voulu le comédien, qui a souhaité aborder ce sujet sérieux par le biais de la comédie.

des conflits les plus inquiétants depuis son indépendance, en 1991. Les tensions entre les communautés sautent aux yeux, au moment où la Crimée, sous l'influence de Moscou, vient de voter son rattachement à la Russie, et la politique impérialiste de Vladimir Poutine est parfaitement mise en évidence. À voir pour mieux comprendre.

14/20

« SPECIAL INVESTIGATION »

Canal+, lundi 28 avril à 22 h 45

Le reportage de Grégoire Deleud, Vincent Nguyen et Hugo Van Offel (*Ukraine au cœur de la poudrière*) offre une plongée au sein de ce pays qui connaît l'un

13/20

« RÉGINE DEFORGES, UNE FEMME
DE PASSION ET DE LIBERTÉ »

France 3, lundi 28 avril à 23 h 50

52 ans ne saurait se résumer à son best seller emblématique, *La Bicyclette bleue*. Ce facétieux portrait revient sur l'ascension extraordinaire de la roman-

12,5/20

« UNE SAISON AU ZOO »

France 4, lundi 28 avril à 18 h 25

Dans le cadre de ses « séries du réel », France 4 propose une plongée dans un zoo. Pendant deux mois, une équipe a suivi de jeunes soigneurs, vétérinaires, jardiniers et commerciaux qui travaillent au parc zoologique de La Flèche, dans la Sarthe. Impossible pour eux de musarder, ils ont la charge de plus de 1 200 animaux, des hippopotames aux fauves en passant par les ours blancs et les flamants roses. Une série documentaire à savourer en famille.

12/20

« THALASSA »

France 3, vendredi 2 mai à 20 h 45

Ville libre, ville rebelle. Du siège acharné de Richelieu contre la commune à ses géolés pour bagnards, La Rochelle, première cité autonome d'Aquitaine au XII^e siècle, a donné à la France quelques-unes de ses pages les plus épiques. Cette indépendance d'esprit persiste de nos jours, qu'il s'agisse des audacieux qui habitent dans les anciens blockhaus nazis ou des amoureux de la mer qui concourent des repas gourmands aux poissons de l'aquarium de la ville.

11/20

« MES QUESTIONS
SUR LA FRANC-MAÇONNERIE »

France 5, mardi 29 avril à 20 h 35

C'est un regard bienveillant que Serge Moati, ancien membre de la confrérie, porte sur la franc-maçonnerie dans ce documentaire. Il s'interroge, avec l'appui de nombreux témoignages, sur la réalité des obédiences françaises aujourd'hui. La quête de sens et de spiritualité apparaît comme la principale motivation des initiés.

10/20

« BLACK MIRROR »

France 4, jeudi 1^{er} mai à 22 h 30

Voici venir d'Outre-manche la série la plus perturbante du moment. Elle explore les excès des réseaux sociaux. Dans le terrifiant épisode inaugural, pour sauver la vie d'une princesse prise en otage, le premier ministre britannique doit avoir des rapports sexuels en direct à la télévision avec un cochon. Si *Black Mirror* pose des questions pertinentes, elle adopte une vision résolument noire, quitte à sombrer dans le glauque et le trash. De quoi provoquer des haut-le-cœur chez les téléspectateurs les plus sensibles.

BLAISE DE CHABALIER, MURIEL FRAT
ET CONSTANCE JAMET

+ SUR LE WEB

» Patrick Sébastien : « On se bat contre les coûteuses fictions de France 3 »
» Les trois coups réussis du théâtre sur France 2
www.lefigaro.fr



FIGARO FLOP Dénonçant les dangers des réseaux sociaux, la fiction britannique *Black Mirror* sombre dans le trash.

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 3459

HORIZONTALEMENT

1. Restituent la hauteur naturelle après altération. - 2. Aujourd'hui, elle serait chargée de l'iconographie. - 3. File sa bergère sur les rives de l'Ormain ? - 4. Couronnée post mortem. Reçoit parfois du laurier. - 5. Mettait les profs au piquet. Il peut être dormant à l'entrée. - 6. Cartes secrètes au tarot. - 7. On y sèche les filettes. Portes en bois. - 8. A un beau lustre depuis qu'on l'a pressée. Chef de meute. - 9. Disparus de la circulation. Le fils des douars. - 10. Prénom dans l'intimité. Vieil impôt foncier. - 11. Durablément installé. - 12. Déclame comme Cyrano ?

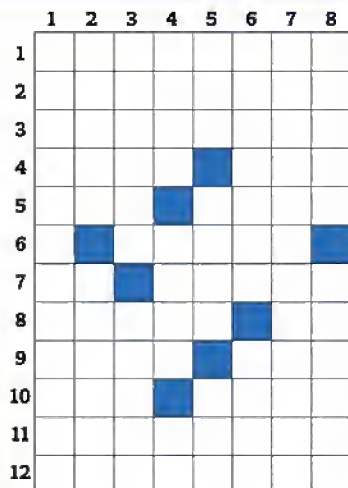
VERTICALEMENT

1. Titi aventurier créé juste avant Tintin (deux mots). - 2. S'échappe subtilement. Femme de main. - 3. Donne un joli profil. Perdu puis retrouvé après une longue recherche. - 4. Accumule des actions interdites jusqu'à ne pouvoir s'exprimer. Présent. - 5. Compagnons de jeux. Arrangé ou évilé. Reste d'ampoule. - 6. Remet ça. Divinement loué. - 7. Ils nous laissent las. - 8. Filet de sardines. A un bon équilibre.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 3458

HORIZONTALEMENT 1. Habanera - 2. Églises - 3. Mature - 4. Ému. Onze. - 5. Rare Don. - 6. Anémies. - 7. Li. Bosco. - 8. Olson. - 9. Pneu. Cél. - 10. Utah. - 11. Enfant. - 12. Sissonne.

VERTICALEMENT 1. Hémiéropies. - 2. Adamant. Ni. - 3. Biture. Seuls. - 4. Alu. Emboutis. - 5. Niro. Ion. Aso. - 6. Étendes. Chan. - 7. Rô. Zoélie. NN. - 8. Ascensoriste.



BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

PROBLÈME N° 1771 :

Usage inhabituel

♠ R6
♥ R
♦ A8764
♣ A972
N
O
E
S
♠ A V 10 9 8 7 3
♥ A 6
♦ R
♣ V 10 4

Contrat : Sud joue 6 Piques.

Entame : Valet de ♥ pour le Roi du mort (le 3 en Est).

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1770 :

Gardez-le !

Contrat : Sud joue 4 Piques.
Entame : Dame de ♠ prise de l'As.

Le déclarant ne s'est posé aucune question. Il a encaissé As-Roi de ♠ (Ouest délaissant un ♦) puis trois tours de ♥ en effaçant le ♦ du mort puis à coupé un ♦. Enfermé au mort, il n'avait plus d'autre choix que de sortir à l'atout et d'espérer l'As de ♠ bien placé. Sans succès. Un minimum d'anticipation lui aurait permis de comprendre qu'il lui fallait absolument garder l'As de ♠ comme renfort pour pouvoir couper son dernier ♥. La ligne idéale est donc d'encaisser le Roi de ♠ puis trois tours de ♥. Vous n'êtes pas coupé ? Parfait. Le coup est désormais sur table. Coupez un ♦, revenez en main à l'As de ♠ et coupez votre ♥ avec le dernier atout du mort. La défense fera au mieux un atout et deux ♠.

♠ R852
♥ R8
♦ A 5
♣ R8765
♠ D
♥ V732
♦ D V 10 6 3 2
♣ D 10
N
O
E
S
♠ A7643
♥ A D 5 4
♦ 7 4
♣ 4 2

Nathalie Rheims, la singulière

SUCCÈS L'écrivain, dont le quinzième roman, « *Maladie d'amour* », vient de paraître, ne ressemble pas à la créature gothique qui s'affiche sur papier glacé. Elle est solitaire, bien moins sinistre qu'il n'y paraît.



PIÉ/SPA



Anne Fulda
afulda@lefigaro.fr

On connaît ses livres. Sa famille. Sa drôle de coiffure en plumeau. Son look gothique chic. Ses penchants mystiques. Ses douceurs et envoiements pulsions morbides, elle dont le prochain livre sera consacré au Père-Lachaise. On connaît son amitié pour Mylène Farmer, son âme sœur, sa siamoise : aussi solitaire, sombre et secrète qu'elle. En apparence du moins car ces deux-là sont souvent plus proches du rire que des larmes.

On sait qu'elle est, comme on la présente toujours, la fille de l'académicien Maurice Rheims, la sœur de la photographe Bettina Rheims, mais aussi l'ancienne compagne de l'éditeur Léo Scheer et du producteur Claude Berri. Nathalie Rheims a l'habitude. Elle ne se plaint pas. C'est ainsi. Elle vit désormais en paix avec son encombrante filiation. Et son cortège de fantômes. Son frère, Louis, mort à 33 ans et pour qui elle a écrit en creux son premier roman. Son père, Maurice Rheims, célèbre commissaire-priseur, séducteur invétéré qu'elle a idolâtré même s'il ne lui a jamais dit qu'il l'aimait mais lui « racontait toutes ses histoires d'amour, ses maîtresses ». Sa mère, Lili, belle élégante affligée aux Rothschild, qui l'a abandonnée quand elle avait 15 ans. Mais aussi, Claude Berri, le grand absent, disparu en 2009.

Ce que l'on sait moins, c'est que Nathalie Rheims est pourtant, malgré les apparences, un être drôle et fantasque. On s'attend à rencontrer une diva un peu froide, sophistiquée et juchée sur de hauts talons. On est accueilli par une femme souriante, certes un peu « perchée », mais portant des baskets noires plates et un étrange pantalon « baggy » noir, tout comme ses ongles laqués. On imagine une mondaine, habituée des cercles parisiens les plus chics de la rive gauche, elle nous assure que, et plus encore depuis la mort de son compagnon Claude Berri, elle n'a « pas de vie privée et très peu de vie sociale ». « Quand je n'écris pas, il ne se passe rien. L'écriture est devenue le centre de ma vie et tout ce qui m'est arrivé de bien est arrivé par l'écriture. »

Régler ses comptes avec le passé

Pas de doute, Nathalie Rheims est un personnage singulier. Et paradoxal. Elle s'en amuse : « Je n'aime que rire, j'ai une extraordinaire capacité à rire même si je suis très solitaire et que je ne sors pas le soir mais quand j'écris, je suis sinistre ! ». Elle se vit comme « une chose étrange », « pas particulièrement femme, ni homme, je me sens moi » et assure, ce qui peut surprendre, avoir beaucoup de mal avec la féminité. Comme pour authentifier ses propos, l'écrivain précise ainsi qu'elle n'a pas une paire de chaussures à la-

lous mais aussi, sans aucune fausse pudeur, crûment, qu'elle s'est fait opérer sa poltrine, trop volumineuse, qui la tirait vers le bas, au sens propre et au figuré, comprend-on. Cette opération, dit-elle joyeusement, en précisant qu'on peut l'écrire, lui a permis de trouver de l'inspiration pour son dernier roman, *Maladie d'amour*, qui relate les démêlés d'un chirurgien esthétique avec l'une de ses patientes érotomane - « c'est dans l'amour fou qu'on est le plus seul » -, mais aussi de tourner une page.

On le sent bien, Nathalie Rheims est désormais d'humeur légère. Elle a décidé après des années de régler ses comptes avec le passé. Et notamment, et surtout, avec sa mère. Cette mère adorée puis détestée. Effacée avant d'être ressuscitée par l'écriture. « Je suis née d'un père aussi incertain qu'invisible et d'une mère morte pour moi avant qu'elle ne le fut vraiment », écrit-elle ainsi dans son avant-dernier livre, *Laisser les cendres s'envoler*. Plus qu'un livre : un cri d'amour et de rage adressé à cette mère « déficiente », qui est partie un matin de janvier pour rejoindre l'homme de sa vie, un artiste sculpteur « conceptuel ».

1959 Naissance à Neuilly-sur-Seine.
1985 Devenue productrice pour TV5 puis France 2.
1999 Publie son premier roman, *L'Un pour l'autre* (Gallée).
2002 Coproduit le film *Une femme de ménage* puis, en 2007, *La Graine et le Mulet* et en 2009, *Trésor*, de Claude Berri.

2014 Publie son quinzième roman, *Maladie d'amour* (Éditions Le Livre de Poche).
Une déchirure aux allures de rupture sentimentale. Passionnelle et douloureuse. Un témoignage aussi sur l'enfance de Nathalie Rheims. Ses souvenirs doux-amers au sein d'une famille, les

Rothschild, qui rejetait sa mère « tout en lui manifestant son affection la plus condescendante », un peu comme on le fait avec les « cousins pauvres » des grandes familles, toujours présents aux réunions de familles, mais imperceptiblement tenus en marge.

Petites et grandes douleurs

Même en marge et réfugiée le plus souvent dans les cuisines du château aussi grandes que celles d'un restaurant, ou avec des nurses qui changeaient sans cesse, elle a vu les fêtes somptueuses données à Ferrières, vestiges et splendeurs d'un autre monde. Elle a observé tout le Bottin mondain, artistes, acteurs, tycoons, qui défilait dans le château familial. Elle a connu aussi ces Noëls au cérémonial millimétré, avec les cadeaux tous reconvertis du même papier cadeau, les maîtres d'hôtel qui servaient à table en livrée et gants blancs. Nathalie Rheims aurait pu tirer gloriole de cette descendance. Faire ses choux gras en se posant en dissidente, en vilain petit canard ou en témoin bavard et indiscret de cette grande famille où le silence est la règle d'or et où l'on dissimule soigneusement les petits et grands secrets, comme si parler ne se faisait pas. Était inconcevable. Elle ne l'a pas fait. A attendu des années pour coucher sur papier ses peines et grandes douleurs et s'exprimer « sur la difficulté, au-delà du fait d'être déshéritée, de ne pas être reconnue ».

« Je dis que je suis écrivain depuis l'année dernière », dit-elle d'ailleurs. « Je me suis donné ma propre reconnaissance. » Il en a fallu du temps. Elle dit ça calmement, avec derrière elle, accrochée au mur, comme un clin d'œil, l'affiche du film d'Almodovar *Tout sur ma mère*. ■

LA COMÉDIE HUMAINE DE JEAN-BAPTISTE POQUELIN



Il avait connu la gloire auprès du jeune Louis XIV, lors des divertissements des « Plaisirs de l'île enchantée », traversé les intrigues, le désamour, les cabales, les jalousies. Il avait mêlé l'humour, la parodie, le burlesque et la bouffonnerie. L'héritage de Térence et le rythme de la comédie dell'arte, la langue du Grand Siècle et la liberté du théâtre de rue. Conjugé simplicité et nature, satire sociale et galanterie. Pourfendu intrigants, hypocrites, courtisans, parvenus, médecins, ignorants, feux dévots, bourgeois mal dégrossis, jaloux, donné à voir précieuses et féministes, amants chagrins, grands seigneurs libertins, hommes de lettres experts en pédanterie. Il avait été lui-même accusé d'être un impie, un débauché, un farceur. Qu'était-il ? Et par quel mystère avait-il tout observé, tout compris ?

Michel de JAEGERHE
Directeur de la rédaction du Figaro hors-série

FIGARO-CI ... FIGARO-LÀ

Un ministre québécois de poids

C'est du lourd : le nouveau ministre de la Santé du Québec, Gaëtan Barrette, qui souffre d'une forte obésité, a fait la promesse, lors de sa campagne électorale, de maigrir de 100 kg au cours de son premier mandat. Les Québécois ont à l'œil ce médecin populiste qui a fait le tour des partis politiques pour trouver sa place. Tellement qu'une pétition intitulée « Pour un ministre en santé » circule sur Internet pour que ce dernier respecte ses engagements de perdre du poids. Ça lui apprendra à faire des promesses aussi encombrantes.



MATTHEU BELANGER/REUTERS

Deux directeurs de Beaubourg au menu

Pour le dîner donné par les collectionneurs français Jean-Claude et Nicole Mariani, à Art Brussels, deux directeurs du Musée national d'art moderne au Centre Pompidou étaient présents : Alfred Pacquement, parti à la retraite fin décembre, en pleine préparation de l'exposition Lee Ufan à Versailles, et son successeur, Bernard Blisnieu, de retour de Florence, Cologne et Londres, dans la course effrénée à la mondialisation. Proches, mais pas à la même table.

Musique de dame

La violoniste Anne Gravalin sera l'invitée exceptionnelle de Radio Classique, ce mercredi à 18 heures. Au micro d'Olivier Bellamy, l'épouse du premier ministre Manuel Valls évoquera pendant une heure sa carrière de musicienne, ses ambitions et sa vie en tant que « nouvelle figure de la vie politique ». Une manière de faire entendre sa petite musique.

Cent ans, mais pas de solitude

Le 10 mai prochain, à l'invitation de Claude Guillard, directeur de la brasserie Lipp, le cercle Alléon célébrera les 100 ans du poète et romancier Georges-Ernest Clancier. Né le 3 mai 1914, l'auteur du *Pain noir* et autres Terres de mémoire devrait être accompagné de son épouse, Anne, âgée de 101 ans...

LE FIGARO MAGAZINE présente



FIG MAG JEUX Édition Collector

6,90

EN VENTE ACTUELLEMENT
en kiosque, en librairie et sur www.figaro-store.fr



En vente actuellement - 8,90 €
Chez votre marchand de journaux et sur www.figaro-store.fr

